

LA PRESSE FÉMININE

Dossier p.11 à 14

lutte **ouvrière**

**le 24 mai
dans
les
entreprises
p.4**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 456 - 28 mai 1977 - prix : 3 F



URSS:

p.7

**BREJNEV SEUL
AU SOMMET**

**le 24 mai n'a pas
fait céder Barre**

**PREPARONS
L'OFFENSIVE GENERALE
DES TRAVAILLEURS**

PAYS BASQUE:

**Suarez offre
des élections
mais refuse
l'amnistie**

p.20



VIVE LA FÊTE !

Tous à Mériel Villiers-Adam les 28-29-30 mai

sommaire

dans le monde

Page 7 :

- URSS : l'élimination de Podgorny.
- Tchécoslovaquie : Husak réprime et falsifie.
- Pologne : vers un nouveau 68 ?

Page 8 :

- Brésil : les militaires face à la contestation.
- Chine : condamnations à mort.

Page 9 :

- L'impérialisme US et l'Apartheid.
- Le gouvernement français et les otages du Polisario.

Page 20 :

- Pays basque espagnol : Suarez refuse l'amnistie ; les organisations nationalistes accepteront-elles les élections ?
- Les prises d'otages aux Pays-Bas.

en France

Page 4 :

- Echos de la grève du 24 mai.

Page 5 :

- Aux petits soins pour Mitterrand.
- Le PCF et l'armée.
- Protectionnisme ou libre échange : des politiques pour la bourgeoisie, pas pour les travailleurs.

Page 6 :

- La création du Parti Républicain : Chirac donnerait-il des idées aux giscardiens ?

Page 10 :

- L'extrême-gauche et le 24 mai.

Page 15 :

- L'énergie nucléaire : une affaire trop sérieuse pour être laissée aux mains des capitalistes.
- Le Loto : un poison de l'esprit !

Pages 16 et 17 :

- Dans les entreprises : Citroën (Aulnay) ; Acieries de Pompey ; Fives-Cail-Babcock (La Courneuve) ; Berliet (Lyon).
- En lutte : Creusot-Loire (Saint-Chamond) ; Alstom (Saint-Ouen) ; CGCT (Paris 15^e) ; Ericsson (Colombes).

dossier

Pages 11 à 14 : LA PRESSE FEMININE

- Le marché du cœur.
- Un fidèle soutien du conformisme social.
- Une autre presse pour les femmes.

culture et loisirs

Page 18 :

- Films : Adoption ; L'homme qui aimait les femmes ; Oh, Serafina ; Julie Pot de colle.

Page 19 :

- Livres : Les patrons de Harris et Sédouy ; Les zazous de J.-C. Loiseau.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition :

Département Offset-Presses - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1^{er})

Impression : OMNI-PRESSES

12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Dans notre courrier...

● Une expropriation scandaleuse...

Nous avons reçu d'une de nos lectrices une lettre, dont nous publons les extraits ci-dessous, qui relate l'expropriation d'une exploitation agricole communale — dans un petit village breton — pour en faire une décharge publique. Notre correspondante annonçait la tenue d'une fête sur ce terrain le 29 mai et appelait à des démarches de protestation avant la clôture de l'enquête le 2 juin. Malheureusement, nous avons reçu sa lettre trop tard pour pouvoir la publier dans le précédent numéro de Lutte Ouvrière comme elle le souhaitait.

Nous rappelons à cette occasion à nos lecteurs et correspondants éventuels que vus les délais d'impression, nous ne pouvons publier que le courrier parvenu au plus tard la semaine qui précède la parution du journal.

Le Rézo, qui est un groupement à l'échelle nationale de société coopérative ouvrière de production,

a pu, grâce à l'achat de fermes en GFA faire l'acquisition d'une exploitation agricole dans la région de Rostrenen (Côtes du Nord).

La commune de Plongernevel, la plus riche du centre Bretagne (hôpital) a mis en route une procédure d'expropriation contre la commune de Kergrist-Moëlan (une des plus pauvres) et plus particulièrement contre l'actuel groupement propriétaire de la ferme.

La raison de cette expropriation est scandaleuse car il s'agit de mettre sur ces 47 hectares une... décharge publique. Elle permettra de recevoir des déchets industriels, les ordures ménagères ainsi que les résidus gênants dont tout le monde cherche à se débarrasser (cf. le pétrole du Bollhen)...

Une enquête destinée à la rédaction d'un rapport géologique officiel a été conduite par un géologue qui déclare : « A ma connaissance il n'existe pas de station de captage d'eau au voisinage du projet » alors que la sta-

tion se trouve à 500 mètres. Mais évidemment il n'a pas demandé à la mairie de lui indiquer l'endroit de cette station. Ceci n'est qu'un exemple car le rapport présente d'autres points totalement faux.

Ce projet de décharge serait incontestablement nuisible à l'environnement car le terrain se trouve sur une colline granitique et l'écoulement des eaux se fait dans une nappe phréatique ce qui entraînerait la pollution de la rivière qui se jette dans la Blayet. (Cette région est la plus riche en eau de Bretagne).

Devant de telles menaces, nous devons tous nous sentir concernés et réagir comme l'a déjà fait officiellement le conseil municipal ainsi que la population de la région.

Un comité de soutien s'est créé à Kergrist-Moëlan : (Armelle LEMEN, école publique, 22 rue Kergrist-Moëlan) afin de lutter contre ce projet.

E.L.

● L'arbitraire des internements

Le Groupe Information Asiles nous a envoyé un communiqué protestant contre un cas d'internement abusif. Nous en extrayons le passage suivant :

« Mme Nelly Ferga, secrétaire sténodactylo, vient en effet de déposer plainte près du doyen des juges d'instruction du tribunal de grande instance de Paris et s'est constituée partie civile contre un internement dont elle a été victime du 13 au 16 février 1977. Bien qu'étant administrativement en placement libre elle n'a dû sa sortie qu'à l'intervention de camarades venus en visite. (...)

Or, trois jours après son hospitalisation, qui ne devait durer que quelques heures, Mme Nelly Ferga

n'avait reçu ni la piqûre de tranquillisant pour laquelle elle était venue, ni nourriture, ni boisson. Bien plus, réclamant à boire, il lui sera fait une piqûre de force (neuroleptique) avec arrêt total du traitement antérieur et sans qu'aucune précaution ne soit prise. Seuls les coups reçus — qui furent constatés à sa sortie par deux médecins — rendront possibles l'administration de cette piqûre, vigoureusement refusée par Mme Ferga.

Malgré ses protestations, et ses enfants mineurs laissés seuls à la maison, Mme Ferga sera maintenue internée et transférée en service fermé, tout en demeurant administrativement en « placement li-

bre ».

Trois jours plus tard, alertés par ses enfants, des amis viendront en visite et parviendront à la faire évader grâce à un bon de téléphone qu'elle avait pu obtenir la veille.

Le 15 mai 1977, Mme Nelly Ferga s'est constituée partie civile et a porté plainte pour séquestration, complicité, coups et blessures volontaires, délits prévus et réprimés par les articles 309, 341 et suivants du Code Pénal. Rappelons que l'application de l'article 341 relève des juridictions d'assises. »

Paris, le 15 mai 1977.

Le Groupe Informations Asiles.

● Des parents d'élèves en colère

A l'école des Buttes, à Grenoble, trois maîtresses sont en congé de maladie, l'une depuis un mois, les deux autres depuis huit jours. Elles ne sont pas remplacées, l'inspection académique ayant déclaré ne pas avoir les moyens en personnel pour cela.

Quatre-vingts enfants ne sont donc pas accueillis à l'école.

Une vingtaine de parents ont organisé une manifestation avec les enfants (moyenne d'âge : cinq ans), à l'occasion de l'inauguration de la foire de Grenoble par le préfet de l'Isère, le 14 mai. Ceci dans le but de dénoncer publiquement les carences de l'Education nationale.

Le préfet a répondu aux manifestantes qui l'interpellaient verbalement en les traitant de « sales connes » et en envoyant ses flics disperser la manifestation. Chose qui a été faite sans ménagement malgré la présence des enfants.

Les parents d'élèves n'admettent pas la réaction du représentant du gouvernement, la presse a été aler-

tée, le bureau de la direction de l'école des Buttes est occupé... une solution serait en vue.

Une mère d'élève M.L.

Manifestement, le préfet préfère envoyer des policiers plutôt que

des instituteurs.

Ce qui est sûr, c'est que les parents d'élèves dont fait partie notre correspondante, avaient choisi le seul moyen de se faire entendre, le seul qui soit susceptible d'aboutir à une solution.

LUTTE DE CLASSE

AU SOMMAIRE :

- L'extrême-gauche espagnole et le problème de l'appareil d'Etat.
- Etats-Unis : vers une opposition de gauche dans les syndicats ?
- Une organisation populiste : l'Organisation Communiste des Travailleurs.
- La discussion entre Lutte Ouvrière et le Secrétariat Unifié. Pour se le procurer, le demander à nos militants ou écrire au journal. - Prix : 5 F.

ERRATUM

Dans notre dernier numéro, en publiant la liste des groupes politiques participant à notre fête, nous avons cité malencontreusement le groupe Travailleurs immigrés en lutte parmi les groupes français.

Ces camarades nous signalent cette erreur, dont nous nous excusons bien volontiers, et rappellent qu'ils sont un groupe révolutionnaire internationaliste maghrébin.

Bulletin d'abonnement aux publications de LUTTE OUVRIERE

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : prix 90 F.
pour une période de six mois : prix 50 F.

LUTTE DE CLASSE
pour une période de un an : prix 50 F.
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

CEUX DU TECHNIQUE
pour une période de un an : prix 10 F.
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par Lutte Ouvrière).

Ci-joint la somme totale de : francs

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutilisées.

Le 24 MAI n'a pas fait céder Barre :

PRÉPARONS L'OFFENSIVE GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS

La grève générale a été largement suivie le 24 mai. Malgré la décision politique du patronat de laisser coûte que coûte ouvertes toutes les entreprises. Malgré la campagne gouvernementale contre la grève. Malgré, aussi, les tergiversations des confédérations syndicales elles-mêmes, leur peu d'empressement à préparer la journée, le choix même d'une date coincée entre deux fêtes, peu propice à la mobilisation.

La démonstration a été faite que, contrairement à ce que prétendaient pendant des mois les confédérations syndicales, une action d'ensemble de la classe ouvrière était possible.

La démonstration a été faite aussi, bien que de manière limitée et mesurée, de la puissance formidable que représente la classe ouvrière ! Que les travailleurs le décident, et plus rien ne marche dans ce pays !

Nous avons laissé entrevoir notre force. Mais il faut que nous soyons prêts à nous en servir. Car il est évident qu'une grève comme celle du 24 mai, seule, ne peut faire céder ni le patronat ni le gouvernement.

Elle ne pourra être prise même pour un avertissement, qu'à la condition que le patronat et le gouvernement soient vraiment persuadés que nous sommes prêts à aller plus loin, et que nous nous y préparons !

Et c'est là que les directions confédérales portent une lourde responsabilité dans la situation. L'offensive patronale contre les conditions d'existence des travailleurs exigerait que, au lendemain d'une journée de grève générale, soient clairement définies les prochaines étapes de la mobilisation de la classe ouvrière.

Mais ce n'est pas le cas. Les confédérations n'ont rien proposé pour la poursuite de l'action. De toute évidence, elles ont voulu faire du 24 mai une journée d'action plus générale que les autres, mais sans suite et sans lendemain.

La grève n'était même pas terminée, que Séguin annonçait déjà qu'il venait d'envoyer une lettre à Barre et Ceyrac, pour leur proposer « une négociation nationale tripartite ». Maire exprimait, de son côté, son espoir de voir apparaître « des possibilités de négociations » dans les jours à venir. Quant à Bergeron et aux autres, ils n'ont jamais caché que leur participation à une grève générale était un incident de parcours et que leur aspiration était de re-

trouver leur place autour d'une table de négociation.

Mais des millions de travailleurs ont-ils fait grève uniquement pour permettre à quelques dirigeants syndicaux de se retrouver autour du tapis vert ?

Le gouvernement ne cesse de répéter, avec la franchise la plus cynique, que, s'il veut bien négocier, il ne veut rien donner. Et il ne donnera rien de bon gré, rien en tous les cas qui puisse garantir le pouvoir d'achat des travailleurs contre l'inflation, rien qui puisse garantir même simplement leur gain-pain contre les licenciements.

Pendant que les organisations syndicales répètent imperturbablement leur volonté de négocier, le gouvernement et le patronat poursuivent et aggravent leur offensive contre les travailleurs. Les chiffres officiels eux-mêmes font état d'une nouvelle aggravation du chômage. Les indices officiels eux-mêmes reconnaissent que le rythme de l'inflation est en passe d'approcher le triple du rythme d'augmentation des salaires autorisé par le plan d'austérité. Et au lendemain même de la grève, Barre vient de déclarer qu'il n'a pas l'intention de changer de politique, et que sa sérénité n'est nullement affectée par la colère du monde du travail.

Travailleurs ! Nous avons la force de faire taire le cynisme de ces parasites. Nous avons la force de leur imposer la satisfaction de nos revendications essentielles. Nous avons la force de leur imposer l'interdiction des licenciements, la suppression du chômage par la réduction des heures du travail et la répartition du travail entre tous. Nous avons la force de leur imposer l'augmentation générale des salaires, retraites et des pensions et la garantie du pouvoir d'achat par l'échelle mobile.

Mais pas en laissant les organisations qui prétendent parler en notre nom pleurnicher pour obtenir des négociations ! Et pas plus en mettant nos espoirs dans les élections. Car les dirigeants de l'Union de la gauche, même s'ils arrivent au pouvoir, ne voudront pas nous donner ce que nous n'aurons pas imposé par la lutte.

Maintenant, comme après les élections, notre seule arme, notre seule chance d'arrêter l'offensive patronale, reste la lutte, la lutte générale de l'ensemble de la classe ouvrière.

Préparons-la, organisons-la. Notre avenir en dépend !

Arlette LAGUILLER

PRIX :

après le coup de Barre, c'est le coup de bambou !

« Prix : la plus forte hausse depuis trois ans » titre la presse. L'indice officiel des prix accuse 1,3 % d'augmentation pour le seul mois d'avril.

Alors, bien sûr, les explications à cette hausse ne manquent pas : c'est la libération des prix manufacturés, le relèvement de 6,5 % de certains tarifs publics, notamment ceux de l'EDF-GDF, des charbonnages, des tarifs voyageurs de la SNCF ; et ce sont aussi les produits alimentaires, + 1,6 % au total, (légumes et fruits + 2,2 %, café, cacao

et thé + 6,75 %)... Et la liste n'est pas close.

En somme, si l'indice des prix a augmenté, c'est parce que... les prix ont augmenté !

Comme lapalissade on ne fait pas mieux. Il est vrai qu'avec les indices officiels, qui n'ont souvent qu'un rapport lointain avec la véritable évolution des prix, cette constatation n'est déjà pas si mal ! Barre trouve cela tout à fait normal, puisque c'est lui qui a fait augmenter les prix, soit en majorant directement les tarifs des services publics, soit en

autorisant des entreprises à augmenter les leurs. « L'indice des prix traduit une politique de réajustement » dit-il.

Bien sûr, mais c'est bien cela qui est scandaleux. Il est scandaleux que Barre se vante d'être responsable des hausses de prix, alors que son fameux plan bloque les salaires.

On peut toujours nous expliquer, comme le font les pouvoirs publics, qu'un mouvement de désinflation en profondeur serait amorcé, notamment par le biais du ralentissement des salaires.

Y a-t-il plus cynique que de reconnaître que c'est en rognant le pouvoir d'achat des salariés que Barre prétend compenser la marche de la planche à billets dans l'intérêt des capitalistes !

Il a beau jeu de parler ensuite de revalorisation du SMIC car, si le gouvernement lâche quelque 1 % pour la forme, soyons certains que ces quelques miettes auront déjà été englouties dans l'inflation avant même que les travailleurs n'en aient vu la couleur.

C.B.

Le gouvernement et les PME : une clientèle qu'il faut soigner

Le ministre de l'Industrie, René Monory, vient d'annoncer un nouveau train de mesures concernant les petites et moyennes entreprises.

L'essentiel concerne les conditions de crédit et les dégrèvements d'impôts faits aux nouvelles entreprises. Cela ne montre relativement pas très haut, comparativement aux milliards distribués aux grosses sociétés. Mais c'est quand même de l'argent frais qui sera pris dans la poche des contribuables, et il en faut, pour que la droite au gouvernement puisse s'acheter les voix des petits patrons.

Comme il faudra bien par ailleurs contrecarrer des mesures inflationnistes, on tiendra tête aux « porteurs de banderoles », au moins verbalement ; ce qui ne saurait que mieux plaire aux PME.

L.G.

Le prix d'un gréviste

A entendre les représentants du patronat, depuis que la journée du 24 a été annoncée jour de grève générale, ce jour-là serait une journée qui coûte cher à l'économie française, donc... aux patrons.

Si certains chiffrent la perte à 150 F par gréviste, pour Stoléru, secrétaire d'Etat au Travail manuel, la perte serait comparable au montant de l'impôt-sécheresse et les Républicains Indépendants surenchérissent en la chiffrant à sept milliards.

En considérant qu'il y a eu dix millions de grévistes, cela fait donc 700 F par gréviste.

Autrement dit, il faut un jour de grève générale pour savoir — de leur bouche — tout ce que l'on rapporte aux capitalistes chaque jour.

Manifestement, une journée de travail rapporte plus au patron qu'au travailleur qui l'effectue ! Et celui-ci ne touche pas lourd des richesses qu'il produit !

ÉCHOS DE LA GRÈVE DU 24 MAI

Les travailleurs ont pu éprouver une fois de plus le 24 mai que c'est entre leurs mains que repose toute la vie du pays. Quel qu'ait été le nombre des grévistes (huit millions ont dit les syndicats), le fait est que l'économie a été paralysée.

L'ampleur du mouvement a été équivalente à ce qu'elle fut le 7 octobre de l'année dernière. Des centaines de milliers de travailleurs ont manifesté dans la rue à Paris et en province — ils étaient plusieurs dizaines de milliers dans la capitale — et les cortèges se sont parfois étirés des heures durant.

Pourtant en face, le gouvernement, les patrons avaient choisi une attitude active pour tenter de limiter la grève. Le patronat a fait donner la veille ses ténors. Chotard, pour le CNPF, avait incité les chefs d'entreprise à employer tous les moyens pour que les usines restent ouvertes le 24. Les PME également, par la voix de leur porte-parole, avaient appelé à ne pas suivre le mot

d'ordre de cette « grève politique », dont les conséquences devaient être, selon les représentants patronaux, catastrophiques pour l'économie.

Les consignes de la confédération patronale avaient été suivies par ses adhérents. Même les entreprises qui ferment traditionnellement les jours de grève des transports ou de l'électricité sont pour la plupart restées ouvertes. Ce n'était même pas pour assurer la production. C'était par geste politique. Eh bien, ce geste pour tenter de briser la grève n'a pas servi à grand-chose.

Les confédérations syndicales les plus influentes prétendaient depuis octobre qu'une journée de grève générale n'était pas possible. C'est ce qu'elles invoquaient pour justifier leurs tergiversations, leurs propositions de lutte secteur par secteur, catégorie par catégorie.

La grève a apporté la démonstration du contraire. Alors, quelle suite comptent-elles donner au 24 mai ?



Le personnel hospitalier nombreux à manifester.

Dans la région parisienne : une grève générale bien suivie

Dans l'ensemble la grève a été largement suivie, souvent autant que la grève du 7 octobre 1976, parfois plus, particulièrement dans les secteurs publics, comme l'EGF.

Cette fois-ci il y a eu d'importants débrayages dans les secteurs de professionnels, d'employés, dessinateurs ou techniciens. Voici des flashes de quelques entreprises importantes de la région parisienne.

RENAULT-BILLANCOURT : Depuis longtemps, il n'y avait eu de Renault une grève de 24 heures. Cette fois-ci, les grévistes étaient trois ou quatre fois plus nombreux que lors des autres débrayages. De 30 % à 80 %, selon les ateliers.

Dans certains secteurs, comme les ateliers d'outillage, il y avait jusqu'à 80 % de grévistes. Chez les dessinateurs et les techniciens, de 50 à 70 %.

BABCOCK LA COURNEUVE : 70 % des employés étaient en grève, tandis que les ateliers étaient déserts.

SKF : Les ateliers étaient vides, seule la maîtrise était présente.

ERICSSON COLOMBES : Il y avait jusqu'à 80 % de grévistes. Ici, c'est-à-dire plus que d'habitude.

RATEAU : 99 % de grévistes dans les ateliers. Tandis que dans les bureaux, sur 600 employés, 100 étaient venus travailler.

COMPTEURS SCHLUMBERGER : La grève a été suivie largement : 80 % dans les ateliers, plus que la journée du 7 octobre.

CHAUSSEON ASNIÈRES : De 70 à 95 % de grévistes dans les ateliers de professionnels, plus que lors du 7 octobre ; 90 % chez les techniciens et les dessinateurs.

CHAUSSEON GENNEVILLIERS : Les secteurs qui ont le plus suivi la grève sont les ateliers de professionnels. Mais la participation était beaucoup moins importante sur les chaînes : de 10 à 50 %.

RENAULT-FLINS : Il semble qu'il n'y ait pas eu plus de grévistes que lors des journées d'action habituelles. Environ 1 200 à

1 500. Une partie de l'usine était lockoutée : Presses-Tôlerie. Les chaînes de montage en mécanique et Sellerie continuaient à fonctionner.

SNCF : Les gros centres semblent avoir débrayé plus que les petits. 70 % de grévistes sur le réseau Sud-Ouest ; 70 % au Landy.

EGF : A Grenelle : 75 % à 80 % de grévistes.

AIR-FRANCE. ORLY-NORD : 72 % de grévistes ; le débrayage était supérieur au 7 octobre.

CHEQUES POSTAUX - PARIS : La grève du 24 mai a été un succès, suivie à 75 % en moyenne ; c'est-à-dire beaucoup plus que lors des deux dernières journées d'action, 7 octobre et 28 avril.

CRAMP (Caisse régionale d'assurance-maladie de Paris) : Grève bien suivie, environ 70 % ; pas mal de monde à la manifestation.

CNAVTS (Caisse vieillesse Paris) : 61 % de grévistes.

URSSAF Paris : Grève bien suivie, 75 % de l'ensemble du personnel.

THOMSON GENNEVILLIERS : Sur 3 000 ouvriers, il y en avait environ 50 % en grève.

La grève semble avoir été moins bien suivie dans un certain nombre d'entreprises. Seulement un tiers de grévistes à la CIT-Arcueil, à la SNIAS (Les Mureaux) et à la CAF.

SECTEUR HOSPITALIER : Etant donné les conditions de travail qui exigent la présence constante d'un certain nombre de personnes, il est assez difficile de savoir exactement le nombre de grévistes. Mais la participation du personnel hospitalier à la manifestation a été massive.

CITROËN-AULNAY : UN PATRON EN GRÈVE : CITROËN !! L'usine Citroën a été lockoutée le 24 avec récupération. De toute évidence, Citroën n'a pas suivi les consignes patronales de laisser ouverte l'usine ce jour-là, pour obliger les ouvriers à se déterminer.

Décidément, Citroën est près de ses profits au point d'en perdre toute conscience de classe !



Les mots d'ordre de Lutte Ouvrière à la manifestation du 24 mai : « Barre protège la bourgeoisie, Mitterrand la rassure — Travailleurs, ne comptons que sur nous-mêmes ».

Bordeaux : les gros bras de la CGT en action

Plus de quinze mille travailleurs sont descendus dans la rue. Lutte Ouvrière était seule à manifester sous ses propres banderoles.

Au moment du départ, le service d'ordre de la CGT bloquait le cortège LO en fin de manifestation. Au milieu du parcours, un gros bras de la CGT frappa brusquement un camarade et déclencha la bagarre. Après de violents échanges de coups, le cortège LO s'est reconstitué en scandant « Mitterrand, Marchais, des sourires à droite, des coups de poing à gauche ». Les membres du service d'ordre CGT, visiblement partagés sur l'attitude à avoir, s'apostrophèrent entre eux. La suite de la manifestation se déroulait sans incidents jusqu'à l'endroit où avait lieu le meeting de clôture.

Contents de protester contre le plan Barre...

La journée du 24 s'est déroulée dans une ambiance détendue. La plupart des travailleurs étaient satisfaits d'avoir pu manifester leur opposition au plan Barre. C'est cette satisfaction générale qu'expriment les réflexions des travailleurs au lendemain de la grève : « C'était bien... Il fallait le faire... Cette journée de grève était un succès ! ».

Mais au-delà de cette satisfaction, peu de perspectives...

A Chausson Gennevilliers : « On a marqué le coup. C'est bien, mais c'est vrai que cela ne changera rien. Je ne regrette pas d'avoir perdu 150 F ; mais Barre, ça le fait marrer... »
A Norton :

Beaucoup d'employés étaient cette fois-ci en grève et étaient contents d'avoir exprimé leur opposition au plan Barre. Chausson Asnières : un patron pas bien malin :

« En laissant les portes ouvertes, le patron a tout fait contre nous, mais rien n'a tourné. Il avait l'air malin de faire annoncer 30 % de grévistes à la radio... ».

Aux Chèques Postaux : quelques réflexions amères :

« C'était normal de la faire parce qu'on ne gagne pas assez. Barre, avec la tête qu'il a, ne cédera pas... ».

« Barre a dit que cette grève ne lui faisait pas peur. C'est vrai qu'un jour de grève n'est pas suffisant ».



Aux petits soins pour Mitterrand

Derrière les fanfaronnades de Bigeard, les menaces de l'armée

Bigeard fait encore parler de lui ! A l'occasion d'une remise de drapeaux à un régiment de parachutistes, il s'est expliqué sur ses intentions politiques, avec cette distinction qui le caractérise : « Si les cocos passent, je prends le maquis ».

La presse a ironisé sur ces propos de comique troupier et l'on pourrait prendre le parti d'en rire si ces paroles n'émanaient pas d'un homme comme Bigeard justement ! Car même s'il fait le clown, il est bien un des représentants de cette armée française en place.

C'est ce corps d'officiers permanents, où les Bigeard sont foison, qui détient les armes et le pouvoir sur les simples soldats. Et c'est à cette armée que la bourgeoisie fera appel le jour où elle en aura besoin pour mettre au pas la classe ouvrière. Dans le contexte actuel de crise, ce jour n'est peut-être pas si éloigné de nous, car si l'Union de la gauche vient au pouvoir et s'avère incapable de serrer la vis en douceur à la classe ouvrière, c'est à l'armée que la bourgeoisie demandera de le faire. Et les propos de Bigeard indiquent qu'elle le fera sans hésiter... avec ses méthodes bien sûr !

Et ce ne sont pas les plaintes du PC, qui s'indigne (par la plu-



Bigeard, un fanfaron peut-être mais ce sont ses semblables qui commandent l'armée. (AFP)

me d'A. Wurmser) au nom du respect de la constitution, de ce général qui se croit « permis de braver nos lois », qui en écartera le danger. Pourtant le PC, à défaut de s'appuyer sur les travailleurs n'envisage pas d'autres moyens de se protéger que d'en appeler à l'armée elle-même, en lui demandant de bien vouloir respecter les lois.

Cette politique, les travailleurs

l'ont déjà payée très cher bien des fois dans le passé. Et ils viennent de le payer il n'y a pas si longtemps tragiquement au Chili.

Pour empêcher les Bigeard et Cie de nuire, il n'y a aucun autre moyen que la dissolution et le désarmement de la caste des officiers, la suppression de l'armée permanente et son remplacement par les travailleurs en armes.

Solange DUPUY.

Protectionnisme ou libre échange : des politiques pour la bourgeoisie, pas pour les travailleurs

L'Assemblée nationale a institué une commission d'enquête sur les importations « sauvages ». Les députés s'élèvent contre les importations de produits finis des pays sous-développés qui sont vendus sur le marché français à des prix défiant toute concurrence. Ils dénoncent ces importations comme facteur de chômage en France.

Les uns, comme Limouzy et Rossi, font jouer la fibre nationale contre la Corée du Sud ou la Côte d'Ivoire. Les députés communistes, eux, font observer, à juste raison d'ail-

leurs, que dans bien des cas, ces produits importés sont fabriqués par des trusts français, avec des capitaux français, qui investissent dans des pays sous-développés car les travailleurs y sont moins payés et plus exploités.

Mais ils en concluent qu'il faut que les capitalistes français rapatrient leurs capitaux en France. C'est dire aux capitalistes français : « plutôt que d'investir en Côte d'Ivoire, investissez en Lozère ». Seulement cela, ce sont des discours de parlementaires.

Ils n'ont aucun moyen, si

même ils le voulaient vraiment, de contraindre les capitalistes français à investir en France. Les entreprises investissent là où ça leur chante, là où elles y trouvent le plus grand profit. Et dans les pays sous-développés, elles trouvent une main d'œuvre qu'elles payent infiniment moins cher qu'en France et un système fiscal très léger. Tout au plus les députés peuvent élever les barrières douanières pour protéger les capitalistes « de l'intérieur » contre les capitalistes « de l'extérieur ».

Mais cela ne résoudrait évi-

« Médecins de Molière », lançait à l'adresse de ceux qui le suspectaient d'être malade, le premier secrétaire du Parti Socialiste ; « Il a bon pied, bon œil et un bon coup de fourchette », renchérissait Pierre Mauroy, écartant l'hypothèse d'une éventuelle maladie de Mitterrand lancée par Minute en particulier, et reprise par la presse de droite, en général.

Néanmoins, si tout le monde se penche ainsi sur le chevet du premier secrétaire du PS et si l'idée qu'il puisse être malade soulève autant de commentaires et appelle, de ses supporters, autant de déclarations, c'est que Mitterrand est à l'heure actuelle, la pierre de touche de tout un échafaudage politique commencé en 1965 et laborieusement poursuivi depuis.

Il apparaît d'abord comme le seul homme politique bénéficiant de longue date de la confiance de la bourgeoisie et en même temps capable d'imposer ses conditions au Parti Communiste. Le seul homme capable ainsi qu'il le déclare lui-même, « d'amarrer le PCF derrière le PS ». Il a obtenu dès 1965 le ralliement sans contrepartie du PCF à sa candidature aux élections présidentielles. Par la suite il a su s'appuyer sur le PC pour mettre le pied à l'étrier sans jamais se lier les mains. C'est ainsi que cet homme qui avait une longue carrière ministérielle dans certains des gouvernements les plus réactionnaires de la IV^e République, a pu se lancer dans une nouvelle carrière politique d'homme de gauche et qu'il y est parvenu à s'imposer comme le leader incontesté de l'Union de la gauche.

C'est aussi lui qui a réussi du même coup à rendre vie au PS moribond et à en faire en quelques années le premier parti sur le plan électoral, un parti capable au moins sur ce plan-là de faire pièce au PCF. Mitterrand semble d'autant plus indispensable qu'il a ainsi réuni autour de sa personne les conditions indispensables aux yeux de la bourgeoisie pour qu'un gouvernement de gauche soit éventuellement acceptable : la mise en tutelle du PCF et l'existence à côté de ce dernier d'un vigoureux Parti Socialiste qui soit l'élément moteur d'une Union de la gauche.

Certes, c'est le PCF qui, par sa politique d'allégeance inconditionnelle dictée par son désir de réintégrer à la suite du PS la vie politique nationale, a permis à Mitterrand d'acquérir le poids et le prestige qui est le sien aujourd'hui. Mais il est vrai que c'est bel et bien autour de sa personne que le savant équilibre de forces qui constitue l'Union de la gauche s'est édifié.

Et, dans les conditions actuelles, il n'est pas de tout certain que l'unité, tant celle du PS que de l'Union de la gauche, puisse survivre si Mitterrand quittait la scène politique. Il a fallu plus de dix ans, au PCF en particulier, pour forger la personnalité d'un Mitterrand, chef de file des partis de gauche. Un leader de rechange s'improviserait difficilement. Et c'est bien cet état de fait que traduisent à leur façon tous les démentis vigoureux opposés aux rumeurs circulant sur la santé du premier secrétaire du PS.

Lucienne PLAIN

Le Parti Communiste : en avant marche vers le gouvernement... demi-tour à droite !

« Le service militaire à six mois », c'était écrit dans le Programme commun mais, « ce n'est pas une proposition des communistes » a déclaré la semaine dernière Louis Baillo, responsable du Parti Communiste Français pour les affaires de défense.

Puisqu'on entend le même son de cloche du côté du Parti Socialiste, il faut s'attendre à ce que le futur Programme commun biffe purement et simplement la revendication de la réduction à six mois du service militaire.

Il y a peu de temps, le PC a accepté officiellement l'existence et le maintien de la force de frappe lorsque la gauche sera au pouvoir. Et du coup, parce qu'il faut bien justifier ce qu'on fait, n'est-ce pas, l'Humanité a multiplié la semaine dernière les déclarations militaristes.

« Face à l'entreprise gouvernementale qui vise à dégoûter les jeunes français du service mili-

taire, c'est nous qui défendons l'armée », fait dire l'Humanité du 17 mai à de jeunes soldats communistes. Le 20 mai, l'Humanité dénonce le fait qu'un tiers des jeunes en soient actuellement exemptés : un scandale laisse-t-elle entendre, l'armée est vidée de sa substance.

Pour se gagner les bonnes grâces de la bourgeoisie en général et des généraux en particulier, rien n'arrête le Parti Communiste qui n'hésite pas à revendiquer pour la jeunesse ouvrière le droit à... un an de dressage et d'abrutissement sous la haute responsabilité des Bigeard et des Massu et de leurs successeurs.

Au rythme où va la réactualisation du Programme commun, il deviendra de plus en plus difficile de distinguer même dans la forme, entre la droite qui nous gouverne et la gauche qui s'appête à le faire.

René BLIARD.

demment rien. Cela ne régènerait pas un système économique qui fait eau de toute part. Les mesures protectionnistes appellent des mesures identiques de rétorsion de la part des autres Etats, et par conséquent un ralentissement général des échanges et de la production, sans compter le renchérissement des prix lié aux taxes supplémentaires.

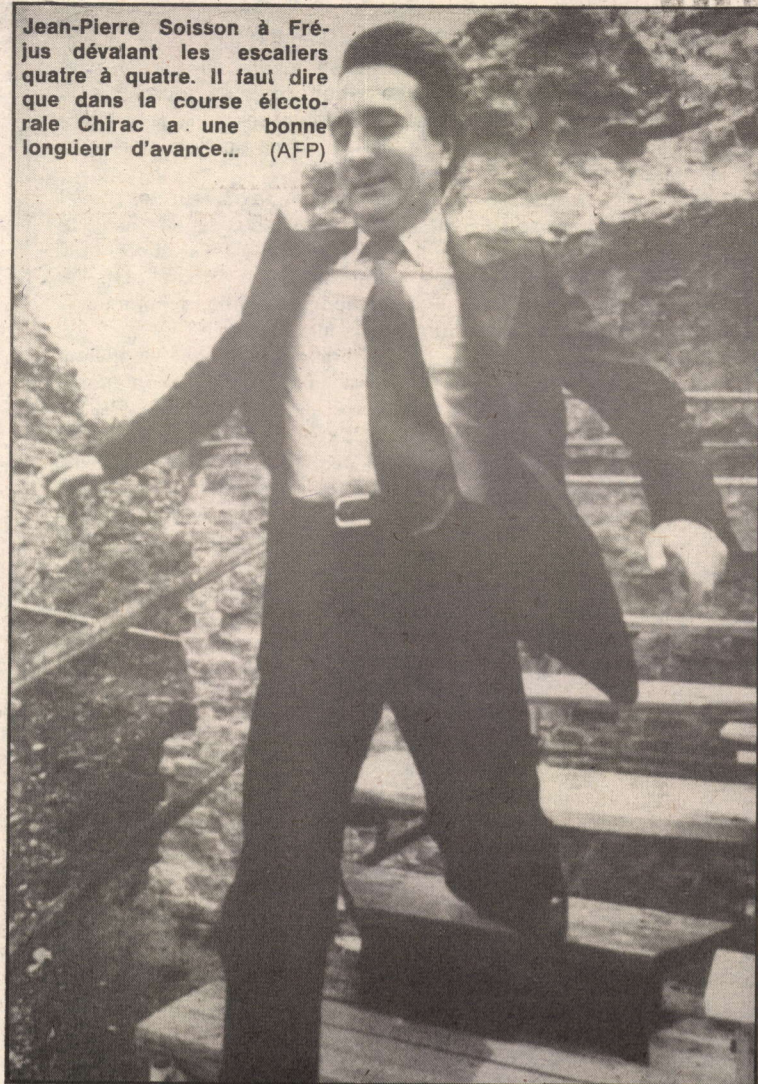
Alors le problème des travailleurs, ce n'est pas de savoir comment protéger les entreprises capitalistes ; mais comment renverser le capitalisme, en France comme

ailleurs. Car les causes de la crise, les causes des maux qu'elle engendre pour la classe ouvrière, résident dans l'économie capitaliste et dans la domination de la bourgeoisie.

Et quand les partis de gauche, PCF en tête, se font les champions du « produisez français » et prônent le protectionnisme, c'est aux bourgeois qu'ils proposent une politique, pas aux travailleurs. Et par la même occasion ils distillent le venin nationaliste dans la conscience des travailleurs. Et c'est criminel.

Jacques LENOIR

Jean-Pierre Soisson à Fréjus dévalant les escaliers quatre à quatre. Il faut dire que dans la course électorale Chirac a une bonne longueur d'avance... (AFP)



La création du Parti Républicain Chirac donnerait-il des idées aux giscardiens ?

C'est à grand renfort de tapage publicitaire et de discours fracassants que J.-P. Soisson vient de lancer le nouveau parti de la majorité, le Parti Républicain, nouveau nom pour le regroupement giscardien des Républicains Indépendants.

Le but publicitaire de l'opération est manifeste. Face à la politique des gaullistes et du RPR de Chirac, les giscardiens ne pouvaient demeurer en reste ; face aux élections qui approchent, il leur fallait regonfler leurs troupes, leur redonner du tonus, occuper davantage la scène politique. Que diable, quand on est la composante minoritaire de la majorité il faut savoir faire parler de soi. Et J.-P. Soisson y est allé de son ton ronflant : « Il nous reste trois cents jours pour gagner ».

Mais tout giscardien que se prétend le nouveau PR, la tenue de ce congrès et le ton employé reflètent bien l'état d'esprit des giscardiens pour qui, assumer la politique gouvernementale, est un fardeau quelque peu difficile

à porter. (Et c'est d'ailleurs le fait qu'il refuse ostensiblement de la prendre en charge qui fait la plus grosse partie du succès actuel de Chirac). Aussi le nouveau PR essaie d'être giscardien sans l'être tout à fait. Et c'est pourquoi le congrès de ce nouveau parti fut surtout l'occasion de rompre avec les phrases démagogiques et les prétentions réformatrices de Giscard. Ce fut l'occasion de discours anticomunistes virulents, où Ponia paya même de sa personne, sans craindre le ridicule, parodiant Démosthène dans un élan lyrique : « Les barbares sont à nos portes et même déjà dans nos murs... ». Puisque Chirac a bâti sa victoire électorale en misant sur l'anticommunisme de la droite, le PR à son tour essaie la recette.

Après avoir caressé quelque temps après l'élection de Giscard, l'espoir de supplanter les gaullistes au sein de la majorité, les giscardiens s'aperçoivent de la vanité de leurs espoirs et du même coup préfèrent ne pas

accentuer l'hostilité de leur groupe contre Chirac, puisque dans les prochaines législatives, dans bien des cas, c'est auprès du RPR de Chirac qu'il leur faudra demander le soutien nécessaire pour être élus. C'est là la raison du limogeage de Ponia de son poste de secrétaire général : il était par trop engagé en tant que ministre de l'Intérieur dans la dernière bagarre électorale contre le RPR de Chirac, il était donc préférable de le remplacer par un illustre inconnu comme J.-P. Soisson.

Mais ce congrès c'est aussi, en quelque sorte, la consécration et la codification de la désunion de la droite. Divisée elle est, et divisée elle reste, face à la course pour l'assiette au beurre que sont les postes de députés. Mais enfin les combines se feront dans les règles. Cela s'appellera « pacte de bonne conduite » du côté du Parti Républicain et « pacte majoritaire » côté RPR.

Cécile BERNIER.

Vous voulez coordonner la majorité? Alors Berlitz!

Barre conduira la majorité lors des prochaines élections, répète à qui mieux-mieux Giscard qui s'obstine à ignorer l'existence de Chirac et du RPR, qui d'ailleurs le lui rendent bien.

Interrogé sur cette délicate question de savoir qui de Barre ou de Chirac dirige la majorité, Alain Peyrefitte, ancien secrétaire

général de l'UDR et actuel garde des Sceaux de Giscard n'a pas voulu faire de jaloux. Il s'est montré d'autant plus prudent que le propre parti du président, les RI, rebaptisés Parti Républicain, se sont résignés à baisser pavillon devant Chirac en acceptant de négocier avec lui la question des investitures élec-

torales. Peyrefitte a donc décerné un premier prix ex-æquo et répondu que si Barre est « constitutionnellement » le chef de la majorité, Chirac en est son « principal leader ».

Il fallait y penser : puisque quand la majorité parle la même langue, elle n'arrive pas à s'entendre, il suffit de se mettre à

l'anglais.

La pratique des langues étrangères a toujours été indispensable pour faire carrière dans la diplomatie. Mais au train où vont les choses dans la majorité, c'est polyglotte qu'il faudra être bientôt pour ne froisser personne.

Pierre VERNANT

Monnaie de singe et planche à billets



Devinette : est-ce de la vraie fausse monnaie ou de la fausse vraie monnaie ?

La Banque de France a récemment révélé que le trafic de faux billets continuait de se développer. En 1976, l'Office central de répression du faux-monnayage — mais oui, ça existe... — a saisi 414 millions d'AF et plus de 5 milliards de fausse monnaie étrangère, c'est-à-dire plus de 10 fois plus qu'en 1975. Tout augmente...

Certes, personne ne prétend que les malheurs du franc ou la hausse des prix sont en partie dus à ces trafiquants mais, enfin, en ces temps d'inflation galopante, on ne pourra pas manquer,

à la lecture de ces chiffres, d'établir un lien...

Malgré ces chiffres, à première vue impressionnants, les trafiquants sont de petits gamins comparés au plus grand fabricant de faux billets qui n'est autre que l'Etat lui-même. Que des dépenses supplémentaires viennent à être inscrites au budget ou qu'il s'agisse de fournir des subventions par milliards aux Usinor, Schneider ou Dassault et l'Etat fait fonctionner la planche à billets. Ce qui pour être légal n'en a pas moins les mêmes ver-

tus et n'en conduit pas moins au même résultat que les faux billets : l'inflation.

Mais entre la monnaie de singe de trafiquants à la petite semaine et les vrais billets versés à flots dans l'économie par l'Etat, il y a la loi qui impose et défend le monopole d'Etat... contre les trafiquants.

Et le comble du cynisme, c'est que la Banque de France se paye le luxe, en outre, de refuser les faux billets ainsi mis en circulation et présentés en toute innocence par les utilisateurs.

Guy FICHET.

Pas de preuve : vingt ans de prison

En France, si vous êtes ouvrier et Algérien vous pouvez être condamnés pour meurtre à 20 ans de prison même s'il n'y a aucune preuve contre vous. C'est ce qui ressort du jugement que vient de rendre la cour d'assises de l'Oise qui a condamné Youssef Kismoune, accusé du meurtre d'une commerçante en retraite de Creil, à 20 ans de réclusion criminelle.

Maitre Gisèle Halimi qui a défendu l'ouvrier algérien a parlé d'une « véritable machination policière » et il y a effectivement des faits plus que troublants.

D'abord l'accusation n'a pu fournir aucune preuve, n'a pu étayer son accusation sur aucun fait. Youssef Kismoune a été inculpé après avoir été

dénoncé par une jeune fille de 15 ans mais il s'est passé 4 mois entre cette dénonciation et son arrestation et à l'audience la jeune fille a affirmé que le brigadier auquel elle avait dénoncé Youssef Kismoune lui avait demandé de témoigner contre l'ouvrier algérien. Ce ne sont d'ailleurs pas les seuls faits qui font fortement douter des accusations retenues contre lui. Alors, est-ce en application du beau principe dont s'enorgueillit la justice selon lequel « le doute doit bénéficier à l'accusé » que Youssef Kismoune a été condamné sans preuve à vingt ans de réclusion ? Ou est-ce parce qu'il est ouvrier algérien ?

Claude CHARVET

L'intérêt de l'emprunt

Lundi 23 mai, le jour de son lancement, l'emprunt d'Etat lancé par Barre était porté de 6 à 8 milliards de francs « en raison de l'affluence du public aux guichets ». Et dans l'après-midi il était déjà clos.

C'est que cet emprunt sur quinze ans, à 8,8% est assorti d'avantages fiscaux supérieurs aux conditions habituelles (les 4.000 premiers francs d'intérêts sont exempts d'impôt, au lieu des 3.000 francs légaux) et d'une garantie d'indexation sur l'unité de compte européenne (cela signifie qu'au cas où le franc baisserait par rapport à la moyenne des monnaies européennes, le gouvernement s'engage à rembourser

le capital prêté, réévalué d'autant).

Dans ces conditions, les 6 milliards prévus initialement avaient été souscrits par les gros groupes capitalistes (banques, assurances, etc.) bien avant l'ouverture de la souscription au public. Barre a dû accroître le montant de l'emprunt pour que quelques petits puissent également en profiter.

Avec cet emprunt, Barre fait une opération intéressante à plus d'un titre : d'abord mettre ainsi de l'argent liquide à la disposition de l'Etat en plus de ce que lui rapportent déjà les impôts et la

planche à billets. Ensuite, en plus du cadeau qu'il fait aux gros capitalistes, il attache aux intérêts de l'Etat quelques milliers de prêteurs plus modestes de la petite bourgeoisie, ce qui n'est pas négligeable à quelques mois des législatives. Enfin, il coupe l'herbe sous le pied à Mitterrand puisque l'emprunt d'Etat était sa grande idée.

Ces emprunts, il faudra bien les rembourser un jour, et en plus il faudra payer tous les avantages accordés aux souscripteurs. Mais d'ici là, il se sera passé bien des choses... et en particulier les législatives.

Jérôme LUTHIER.

L'élimination de Podgorny : Brejnev seul au sommet



Brejnev, Podgorny, Kossyguine

L'exclusion de Podgorny, président du Soviet suprême et donc chef de l'Etat soviétique, du bureau politique du Parti Communiste de l'URSS a fait couler d'autant plus d'encre qu'aucune raison n'a été donnée officiellement à cette élimination, pas même le prétexte d'un mauvais état de santé. Nous n'ajouterons pas de nouvelles hypothèses à toutes celles qui ont été avancées, des plus farfelues aux plus crédibles. Podgorny a-t-il été éliminé parce qu'il aurait critiqué la politique extérieure de Brejnev ? Parce qu'il n'approuverait pas le projet de constitution proposé par ce dernier ? Ou tout simplement parce que Brejnev veut sa place à la tête de l'Etat ? Y avait-il de réels désaccords entre les deux hommes ou seule-

ment une rivalité personnelle ? Autant d'hypothèses qu'aucun fait ne permet d'étayer puisque tout s'est passé à huis-clos.

Le seul fait indiscutable c'est que la fameuse direction collégiale soviétique dont la collégialité ne dépassait jamais les limites d'une douzaine de hauts dignitaires, s'achève.

La troïka Brejnev, Kossyguine, Podgorny n'a maintenant plus que deux membres. Et à plusieurs reprises déjà, le bruit d'une proche élimination de Kossyguine courait avec insistance. Ainsi le pouvoir et l'autorité de l'Etat se concentrent de plus en plus au profit de Brejnev. Ce n'est pas un phénomène nouveau en URSS. C'est même au contraire la règle.

Après la concentration, dans

des conditions autrement plus dramatiques et sanglantes de tous les pouvoirs dans les mains de Staline, on a assisté après la mort de celui-ci à la montée progressive, parsemée de coups d'éclat et de quelques éliminations physiques de rivaux par trop dangereux, de Khrouchtchev, et depuis treize ans maintenant c'est Brejnev qui, plus lentement, de façon plus obscure et plus terne, moins sanglante aussi, mais néanmoins manifeste, s'élève à son tour au-dessus de ses rivaux.

La direction collégiale en URSS n'a jamais été que la consécration de certains rapports de force entre candidats dictateurs qui mettaient parfois du temps à se débarrasser de leurs concurrents. Et l'élimination de Podgorny s'explique avant tout par cette évolution inéluctable de toute direction collégiale en URSS. Les motifs divers qui peuvent être invoqués au moment de l'élimination de telle ou telle personnalité sont plutôt — quand ils existent — de simples prétextes ou justifications a posteriori pour se débarrasser d'un adversaire vaincu. On apprendra peut-être dans quelques temps que Podgorny avait commis de lourdes erreurs, voire qu'il avait été de tout temps un traître mais on n'en saura jamais plus sur les raisons de son élimination.

Non seulement cette vie politique des sommets dirigeants n'est pas démocratique — ce qui est une évidence — mais elle se déroule dans le plus grand secret. La population et les hautes sphères de la bureaucratie elle-même ne sont pas informées des raisons qui président aux remanie-

ments au sommet.

Mais comment donc pourrait-on imaginer que les problèmes touchant directement au pouvoir puissent être exposés au grand jour devant l'ensemble de la population dans un pays où le régime ne peut tolérer qu'un Pliouchtch s'exprime ou qu'un Soljenitsine écrive ?

Le pouvoir personnel d'un Brejnev aujourd'hui comme d'un Staline ou d'un Khrouchtchev hier reposent sur le fondement de la dictature d'une couche parasitaire, la bureaucratie, sur la classe ouvrière. La dictature politique exprime et défend cette dictature sociale. La bureaucratie ne peut pas libéraliser son régime, pas même pour les siens.

C'est d'ailleurs cette impossibilité d'exposer et a fortiori de débattre librement les problèmes politiques, même au sein de la bureaucratie, qui rend nécessaire l'existence d'un arbitre suprême et entraîne la concentration des pouvoirs aux mains d'un seul homme.

Ceci dit, le pouvoir de la bureaucratie russe est plus affermi et beaucoup moins menacé que du temps de Staline et les hauts bureaucrates ne sont probablement pas prêts pour l'instant à laisser un seul homme concentrer les pouvoirs illimités que détenait Staline. Brejnev a d'ailleurs peut-être la prudence de ne pas aller au-delà de certaines limites. La mise à l'écart de Khrouchtchev est en tous les cas là pour lui rappeler que la rupture d'équilibre qu'il vient de réaliser à son profit peut se retourner contre lui.

Dominique CHABLIS

Tchécoslovaquie

Husak réprime et falsifie

L'écrivain tchèque Vaclav Havel, l'un des deux porte-parole survivants de la Charte 77 (ce texte qui réclame le respect des droits démocratiques et qui a recueilli plusieurs centaines de signatures) a été remis en liberté provisoire vendredi 20 mai.

Dans le même temps, l'agence d'information officielle CTK publiait un montage de déclarations de l'écrivain, donnant à penser qu'il désavouait la Charte. Vaclav Havel a aussitôt protesté dans une déclaration remise aux journalistes occidentaux et affirmé que s'il avait abandonné sa qualité de porte-parole de la Charte, « il n'est pas revenu et ne reviendra jamais sur sa signature de la Charte ».

Cette affaire est bien significative des méthodes employées

par l'Etat tchécoslovaque pour tenter de compromettre tous ceux qui ont l'audace de réclamer le respect des droits démocratiques qui n'existent que sur le papier. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que des documents falsifiés ou fabriqués de toutes pièces sont mis en circulation par les autorités afin de tenter de discréditer les opposants que les arrestations, les agressions physiques, les licenciements et les brimades les plus diverses n'ont pas réussi à intimider.

L'épisode met cependant également en lumière la nature de cette opposition dont Vaclav Havel est l'un des dirigeants. Ce terme d'oppositionalistes, les responsables de la Charte le récusent d'ailleurs. Ils ont toujours

affirmé ne pas « proposer leur propre programme de réformes politiques ou sociales, ou proposer des changements, mais mener dans leur domaine d'action un dialogue constructif avec le pouvoir politique et étatique » et Vaclav Havel a tenu à le rappeler à nouveau.

Et le fait que Vaclav Havel ait déclaré « que la seule chose dont il se distancie ce sont les campagnes, qu'elles soient déclenchées dans la presse étrangère ou nationale et qui tentent de prêter des buts oppositionnels à la Charte 77 », associé à l'abandon de sa qualité de porte-parole de la Charte et à son engagement de lutter « en accord avec les lois tchécoslovaques » ne peut être interprété que com-

me une condamnation de tous ceux qui en Tchécoslovaquie pourraient se poser le problème de lutter politiquement pour abattre le régime policier des Husak et consorts.

Alors Vaclav Havel n'a certes rien trahi de ses idées comme les faussaires de CTK auraient voulu le faire croire. Son attitude et ses déclarations viennent simplement rappeler à tous ceux qui auraient pu se méprendre, à tous ceux qui aspirent à conquérir les libertés démocratiques pour toute la population et les travailleurs tchécoslovaques que Vaclav Havel n'était pas de leur camp ; et qu'il leur faudra se choisir d'autres dirigeants qui, eux, en soient.

Pierre VERNANT

Pologne

Vers un nouveau 68 ?

En Pologne, une nouvelle vague d'arrestations s'est abattue sur les milieux d'opposition. A Radom, Lodz et Cracovie, une trentaine d'arrestations ont été opérées, essentiellement des étudiants et intellectuels qui ont participé aux manifestations de protestation contre la mort d'un étudiant contestataire probablement assassiné par la police. A Ursus, il est question de soixante ouvriers arrêtés par la police. Ce serait près de cent personnes qui auraient été ainsi interpellées en une semaine. Beaucoup au-

raient été relâchées au bout de 48 heures, délai légal de garde à vue. Mais il y a au moins neuf oppositionnels emprisonnés et inculpés de contacts avec des organisations « antipolonaises ». Tous sont membres ou sympathisants du Comité de défense des ouvriers.

Gierek a donc décidé de frapper l'opposition. En effet, depuis le début du mois, les protestations contre le régime et la dictature se développent, principalement en milieu étudiant. Malgré la répression et les barrages po-

liciers dans la ville c'est plus d'un millier de personnes qui assistaient aux obsèques de Stanislas Pyjas l'étudiant contestataire assassiné. La détermination des étudiants, apparemment, ne cesse de se renforcer.

Le gouvernement polonais qui redoute que le mouvement prenne de l'ampleur comme en 1968, semble décidé à frapper et cherche à intimider l'opposition montante. Et la vague d'arrestations à Ursus, en milieu ouvrier, est le signe que le gouvernement tente d'intimider les travailleurs de

peur qu'ils ne se joignent au mouvement de contestation, ce qui créerait une situation infiniment plus périlleuse pour son régime.

Le gouvernement, malgré sa police n'a pas réussi à faire taire les oppositionnels. Au contraire, le Comité déclare que « pour remplacer les personnes arrêtées, de nouveaux collaborateurs ne cessent de se présenter ». De mauvais jours se préparent pour Gierek et les bureaucrates polonais.

C.B.

Brésil

Les militaires face à la contestation

La semaine dernière, dans plusieurs villes brésiliennes, les étudiants ont manifesté massivement contre le régime militaire. Depuis 1968, c'est la première fois que les manifestations et les meetings atteignent une telle ampleur malgré l'énorme dispositif policier.

Le jeudi 19 mai fut déclaré « journée nationale de combat » par les étudiants dont le mouvement, né de revendications universitaires, s'est rapidement politisé. Ils réclament en effet l'amnistie générale pour tous les prisonniers politiques et pour les milliers de bannis en exil, ainsi que le rétablissement des libertés démocratiques.

Ils s'élèvent contre ce régime sanglant qui emprisonne, torture, assassine tous ceux qui manifestent la moindre opposition, régime qui bafoue y compris ses propres règles institutionnelles.

La presse est censurée, le Parlement, pourtant croupion, vient d'être suspendu pour avoir refusé de voter une loi, et il semblerait que l'agitation n'est pas cantonnée au seul milieu universitaire.

La contestation gagne l'Eglise, les intellectuels, une bonne partie des classes moyennes, voire certains milieux d'affaires.

Ces derniers sont en effet particulièrement mécontents des mesures économiques prises par le gouvernement. Celui-ci, incapable de juguler l'inflation galopante (16 % de janvier à avril, selon les chiffres gouvernementaux) malgré la compression des salaires, s'est engagé dans un nouveau cycle de concentrations, aux dépens des petites et moyennes entreprises brésiliennes.

De récents scandales mettant en évidence la corruption qui règne au sein de l'appareil d'Etat sont venus alimenter ce mécontentement et élargir la base du parti d'opposition, le MDB (Mouvement Démocratique Brésilien), parti autorisé qui n'est pourtant guère virulent.

Et par ailleurs, les déclarations de Carter contre les pays qui ne respectent pas les droits de l'Homme ont peut-être encouragé un certain nombre de libéraux. Bien que ce ne soit pas leur objectif et qu'ils n'aient pas intérêt à agir en ce sens, les dirigeants américains en montrant qu'ils sont moins prêts à s'accrocher à des dictatures dures, favorisent la contestation.

Les militaires sont arrivés au pouvoir il y a déjà treize ans, en écartant un gouvernement civil à réputation « progressiste ». Mais depuis, leur dictature s'est passablement usée et sombre dans la corruption.

Pour prolonger leur régime, les militaires ont tenté de se donner

un visage plus « civil », en donnant une façade un peu plus constitutionnelle à leur dictature. Seulement, cette prétendue libéralisation, loin d'aboutir aux résultats souhaités, c'est-à-dire de renforcer le régime militaire en lui apportant une caution démocratique, s'avère une voie périlleuse, puisqu'elle permet à la contestation de s'exprimer, de s'organiser et de se renforcer par là même.

Il n'est pas dit pour autant que la bourgeoisie brésilienne souhaite et accepte un nouveau durcissement. En effet, la contestation touche une partie de la bourgeoisie elle-même.

A'ors, si la contestation étudiante s'élargit à d'autres mi-

lieux, comme on peut le croire, il n'est pas exclu que l'armée choisisse de passer à l'arrière-plan. Cela permettrait aux militaires de laisser un gouvernement civil se déconsidérer à leur place et cela désamorcerait la contestation chez les libéraux, qui n'ont d'autre revendication que le rétablissement d'un gouvernement civil.

Pourtant, si l'armée choisissait de se retirer, ce ne serait pas par souci démocratique. C'est parce qu'elle sait bien que, sur le devant de la scène ou dans les coulisses, c'est elle qui détient la réalité du pouvoir et c'est entre ses mains que resterait l'avenir du Brésil.

Michèle DUCHENE



Manifestation étudiante à l'Université catholique de Rio de Janeiro. Les manifestants ont bandé les yeux de la statue de Kennedy. Est-ce une façon de dire que Kennedy représente pour eux une autre politique américaine, moins favorable à la dictature ? (UPI)

LE PARTAGE DE LA MER :

Les requins à l'œuvre

Le 23 mai, s'est de nouveau ouverte aux Nations unies une conférence sur le Droit de la mer. A qui reviendra le droit à l'exploitation des fonds marins qui recèlent d'immenses richesses en minéraux ? Voilà le problème. Les pays industrialisés voudraient, bien sûr, s'y tailler la part du lion. Les pays du tiers monde, eux, voudraient éviter de se voir complètement spoliés.

Dans un monde où règne la concurrence, où tout ce qui est exploitable doit tomber sous la domination de quelqu'un, ce n'est pas la première fois que se pose le problème de partager ce qui ne l'avait pas encore été. Il en fut ainsi quand les pays capitalistes établirent leur domination sur de vastes empires coloniaux. Dans l'immense continent africain, il y a un siècle, les rapaces de l'impérialisme avaient résolu le problème en traçant des traits à la règle sur la carte. Peu leur importait si les frontières qu'ils créaient séparaient des peuples de même civilisation ou rassemblaient des ethnies rivales. Aujourd'hui, les peu-

ples africains souffrent encore de cette division arbitraire, comme en souffrent aussi toutes les anciennes colonies.

Parce qu'ils ne sont pas habitués, les mêmes problèmes ne risquent pas de se poser lors du partage des océans. Mais de toute façon, ce n'est pas ce qui retient les représentants du monde capitaliste de diviser l'océan en tranches, pour y délimiter leur propriété sous-marine.

Une fois qu'ils auront ainsi créé de nouvelles frontières, ils auront éventuellement le droit de faire crever « leurs » poissons, mais aussi celui de faire subir aux populations des côtes voisines les conséquences de leur exploitation sans vergogne des ressources de la mer. Tracer des frontières sous les océans, c'est aberrant ; s'approprier les mers, s'est ignominieux. Aberrant et ignominieux comme cette société fondée sur la propriété privée, la recherche du profit, les frontières et les Etats nationaux, qu'il est vraiment urgent de changer !

Patricia MULLAN.

Chine

CONDAMNATIONS A MORT

Huit hommes viennent d'être condamnés à mort en Chine populaire.

L'un des condamnés le serait pour avoir « écouté une radio ennemie » et « fondé un parti contre-révolutionnaire disposant de son propre drapeau ». Motifs éminemment politiques mais, pour faire bonne mesure, on y a ajouté les accusations de vols, meurtre et viol...

Qu'en est-il exactement ? Il est évidemment difficile de savoir qui sont les condamnés et ce qu'ils voulaient. Les autorités chinoises n'ont pas pour habitude de donner d'autres versions que celle qui les arrange.

Cependant, c'est bien la première fois qu'elles reconnaissent officiellement que des hommes sont condamnés pour des raisons politiques, même si la presse a déjà fait état à plusieurs re-

prises de condamnations à mort au cours des mois écoulés.

Mais, indépendamment de leurs motifs, ces condamnations à mort en elles-mêmes sont le signe d'un certain durcissement du régime. Car jusqu'à présent ce dernier n'avait guère recours à la peine de mort et avait plus l'habitude d'écarter les opposants en les « rééduquant » qu'en les éliminant physiquement.

Il faut donc croire qu'aujourd'hui les autorités chinoises ne peuvent plus se permettre cette relative clémence, ne bénéficiant plus comme par le passé du même soutien populaire.

Mais cette évolution n'a rien de surprenant. Elle était au fond contenue dans la nature même du régime qui, depuis ses origines, malgré la sympathie qu'il avait su a'ors gagner auprès des masses populaires, exerçait sur elle sa dictature.

Dictature confirmée par ces condamnations à mort pour des motifs politiques. Il est en effet reproché aux accusés de vouloir créer une organisation portant le nom de « parti révolutionnaire chinois », disposant de son propre drapeau. Les autorités ne peuvent finalement admettre qu'en dehors d'elles il existe un autre drapeau et que des gens puissent vouloir s'organiser en dehors des cadres du parti officiel...

Et le régime frappe fort ! Probablement p'us par crainte de l'exemple donné que parce que les accusés mettaient en danger le régime. Cela rappelle en tous les cas que, en Chine comme dans d'autres Etats bourgeois autoritaires, le prolétariat devra se battre durement pour conquérir la possibilité de s'organiser de manière autonome.

Irène BROSSARD

L'impérialisme américain et l'Apartheid

« Il ne faudra pas compter sur les Etats-Unis pour sauver ce pays des conséquences de sa politique raciale. » Ils se refusent à « accepter ou encore moins à défendre les gouvernements qui rejettent le principe fondamental du plein respect des droits de l'Homme et de la participation politique et économique de tous les citoyens sans exclusive de race ». C'est dans ces termes catégori-

ques que le vice-président américain Walter Mondale a défini la politique que mènerait son pays à l'égard de l'Afrique du Sud, à l'issue des discussions qu'il a eues les 19 et 20 mai avec le Premier ministre d'Afrique du Sud, John Vorster.

La netteté des déclarations de Mondale comme la brutalité du ton sont bien nouvelles de la part des Etats-Unis, qui jusqu'à présent ne s'étaient guère démarqués du régime d'Apartheid de l'Afrique du Sud.

Il y a de fortes chances que cette attitude plus dure face à Vorster, que ces menaces à peine voilées ne soient que des pressions que les Etats-Unis exercent sur Vorster, pour le contraindre à accepter d'appuyer autrement que du bout des lèvres la politique américaine en Afrique Australe : l'indépendance de la Namibie et la mise en place d'un régime noir en Rhodésie. Il semble d'ailleurs que, sur ces deux points, Vorster ait accepté de faire des concessions. Et il est bien possible que, si Vorster donne aux Etats-Unis des preuves plus tangibles de sa bonne volonté, les déclarations sévères sur l'Apartheid disparaissent des discours officiels.

Ces déclarations étaient peut-être même tout simplement destinées à appuyer l'offensive de charme que déployait l'ambassadeur américain Young à la conférence de Maputo, qui réunissait au même moment les dirigeants des mouvements nationalistes d'Afrique australe.

Est-ce à dire que l'attitude des USA ne peut changer en ce qui concerne l'Afrique du Sud ? Oh certes, ce n'est pas demain que nous les verrons se lancer dans une expédition militaire pour faire respecter les droits des Noirs. Mais ils peuvent prendre leurs

distances vis-à-vis du régime de l'Apartheid et même aller très loin dans ce sens, si la révolte des masses noires d'Afrique du Sud prend une ampleur telle que le régime de Prétoria s'avère incapable de maintenir l'ordre. Ce ne serait pas alors l'importance des intérêts économiques de l'impérialisme dans ce pays qui garantirait au régime raciste d'Afrique du Sud le soutien des Etats-Unis.

Car la sauvegarde des intérêts économiques de l'impérialisme n'est pas liée au maintien du régime de l'Apartheid. Elle est liée au maintien de la surexploitation du prolétariat noir. Et contrairement à tout ce que laissent en-

tendre les nationalistes, qui veulent enchaîner le prolétariat à un Etat national noir, la fin de l'Apartheid ne signifie pas la fin de la surexploitation : tous les autres régimes d'Afrique sont là pour témoigner qu'un gouvernement noir est tout aussi capable qu'un gouvernement blanc de maintenir la classe ouvrière et la paysannerie dans la surexploitation et la misère, pour le plus grand profit de l'impérialisme.

L'Apartheid est un régime d'exploitation particulièrement barbare, mais ce n'est certes pas le seul possible pour l'impérialisme. C'est bien pourquoi, si la lutte contre l'infamie de l'Apartheid se-

rait en tête des objectifs d'un parti révolutionnaire prolétarien Afrique du Sud, ce parti lutterait en même temps contre toutes formes de nationalisme, afin que la lutte des travailleurs ne soit pas conduite dans le cul de sac d'un régime nationaliste noir qui maintiendrait la même exploitation pour les masses ouvrières.

Aujourd'hui les déclarations de Mondale ne sont sans doute destinées qu'à intimider Vorster. Mais celui-ci sait bien que la protection de l'impérialisme ne durera que tant qu'il se montrera capable de contenir la révolte de la majorité noire.

Dominique CHABRIER

L'envers de la démocratie américaine

Après cinq minutes de débat, un juge raciste de Caroline du Nord vient de refuser la révision du procès des « Dix de Wilmington », condamnés en 1972 à 282 années de prison, dont 34 au pasteur Ben Chavis.

Ben Chavis avait organisé en 1971 une réunion dans l'église de Wilmington, à la suite de l'expulsion de 18 étudiants noirs de leur collège. Le Ku Klux Klan l'avait assiégé quatre jours durant. Un membre du Klan et un étudiant avaient été tués.

Non seulement le Ku Klux Klan n'avait été en rien inquiété par la justice pour cette affaire, mais c'est Ben Chavis et ses camarades qui ont été accusés d'incendie volontaire et d'homicide et condamnés sur le seul témoignage d'un repris de justice, Allen Hall.

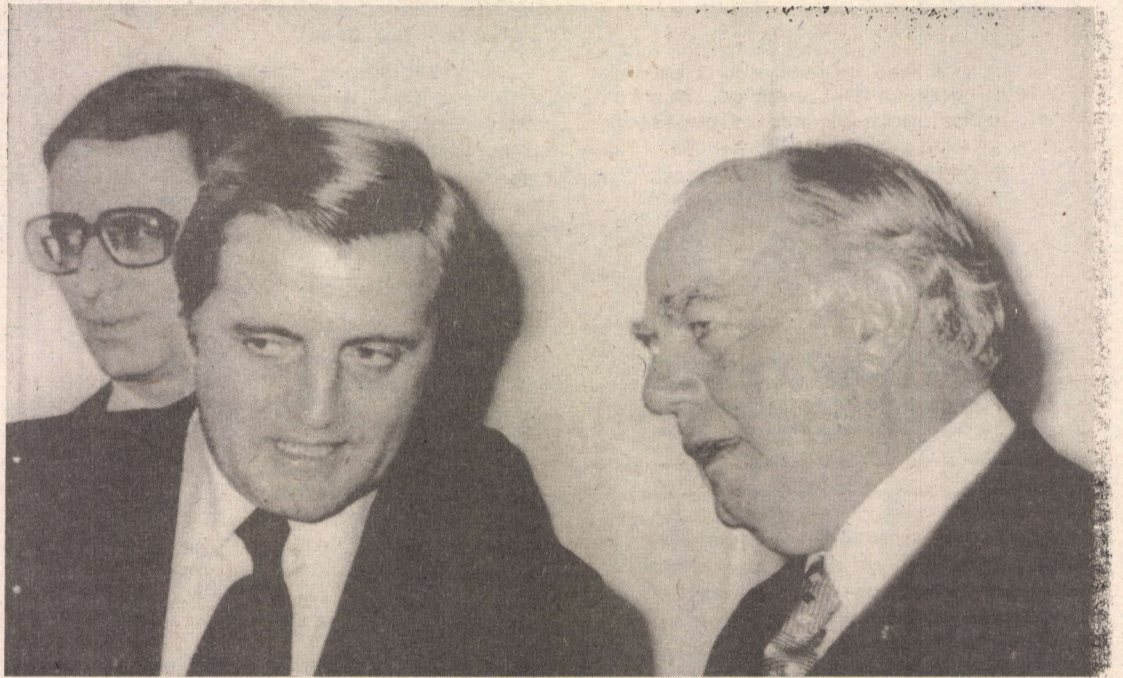
C'était déjà une affaire particulièrement scandaleuse. Mais en plus le seul témoin, Allen Hall, est ultérieurement revenu sur ses déclarations et a reconnu avoir été contraint de faire de fausses déclarations et de charger Ben Chavis sous la menace de la police.

Contre toute évidence, le juge a refusé la révision du procès. Ben Chavis et ses camarades resteront donc en prison, accusés sans l'ombre d'une preuve dans une parodie de justice.

Et ce n'est pas un cas isolé. Pour une affaire comme celle des « Dix de Wilmington » qui fait un peu de bruit, combien restent ignorées ? Combien sont ceux qui, Noirs ou déshérités de toutes origines, croupissent dans des prisons de la « libre Amérique », après une parodie de procès. De tels faits sont parfaitement compatibles avec la démocratie bourgeoise américaine, cette démocratie bourgeoise qui s'est édifiée dans la violence contre la classe ouvrière, dans la violence contre toutes les catégories exploitées et opprimées. Cette démocratie-là, comme toutes les démocraties bourgeoises, repose sur un appareil d'Etat incontrôlé, aux serviteurs profondément racistes, anti-ouvriers.

Les « Dix de Wilmington » doivent retrouver leur liberté.

Michel DECAEN



Le vice-président américain Mondale (à gauche) avec Vorster : sourit-il ou montre-t-il les dents ?

Les otages du Polisario :

Le gouvernement français joue les victimes innocentes

Le Front Polisario a reconnu implicitement détenir en otages les six ressortissants français enlevés lors du raid de Zouerate en Mauritanie, en déclarant le 21 mai : « Toute personne (...) venant pour ses propres intérêts ou ceux d'autrui, renforcer le potentiel des pays agresseurs, sera considérée comme mercenaire et traitée comme telle ». Le ministre français des Affaires étrangères, L. De Guiringaud, s'est aussitôt déclaré « stupéfait », ajoutant : « Les six Français enlevés sont six civils innocents employés sur la base de contrats privés par une entreprise minière mauritanienne. Il s'agit donc de techniciens (...) exerçant une activité pacifique au profit du seul développement économique de la Mauritanie ».

Même si les prises d'otages constituent une méthode discutable du propre point de vue des Sahraouis, les propos du ministre français ne manquent pas d'hypocrisie.

L'entreprise minière dont il est

question, la Miferma, bien que nationalisée depuis peu, dépend d'Usinor en tant qu'un de ses fournisseurs. C'est-à-dire du même trust que le gouvernement français subventionne à coups de milliards.

Guiringaud peut jouer les hypocrites et faire semblant d'intervenir au nom de l'humanitarisme, mais il ne peut pas nous faire oublier qu'il n'est pas neutre.

Son camp c'est celui des régimes réactionnaires et pourris, tels celui de la Mauritanie et celui du Maroc, contre lesquels se battent aujourd'hui les Sahraouis. Régimes que l'impérialisme français a contribué naguère à mettre en place. Et il a pris parti aujourd'hui sans réserve pour eux, non seulement en leur livrant les armes et l'aide militaire avec lesquelles ils massacrent un peuple en lutte pour son indépendance, mais encore jusqu'aux gestes de solidarité les plus dérisoires, comme l'interdiction du meeting

de soutien à la cause sahraouie qui devait se tenir à Paris.

Alors, que Guiringaud garde pour lui ses larmes de crocodile. Certes nous n'approuvons pas les méthodes du Front Polisario ;

mais nous dénonçons tout droit le porte-parole de l'impérialisme français de nous jouer la comédie à ce sujet.

Gaston DEVA

Les étudiants éthiopiens manifestent à Paris

A l'appel de l'Union des Etudiants Ethiopiens en France a eu lieu à Paris, le 25 mai, à l'ambassade d'Ethiopie, une manifestation pour dénoncer les exécutions massives perpétrées par la junte militaire au pouvoir en Ethiopie.

La police a empêché les manifestants de s'approcher trop près de l'ambassade,

mais la vingtaine d'étudiants éthiopiens qui s'étaient rassemblés ont tenu à exprimer leur solidarité avec les victimes de la répression. Pendant plusieurs dizaines de minutes, ils ont brandi pancartes et banderoles, distribué des tracts, chanté des chants éthiopiens et crié des slogans hostiles à la dictature qui règne sur leur pays.

L'extrême-gauche et le 24 mai

Les groupes d'extrême-gauche, mis à part certains courants maoïstes, ont été évidemment partie prenante dans la journée de grève générale du 24 mai. Les objectifs proposés, les politiques défendues en cette occasion ont cependant été

fort divers (comme l'ont été les formes de participation à la manifestation).

Les différences reflètent bien les clivages politiques entre les groupes d'extrême-gauche face à l'Union de la gauche.



"CHASSER GISCARD-BARRE"

A l'occasion de la journée du 24 mai, Rouge s'explique particulièrement sur les objectifs que la LCR fixe à la classe ouvrière et à une éventuelle grève générale : il s'agit d'amener le plus vite possible le PC et le PS au gouvernement.

Dans Rouge du 23 mai, cette conclusion de l'éditorial d'Alain Krivine :

« Sommes-nous irréalistes lorsque nous disons que c'est le problème du pouvoir qui est posé dans une période de grève générale qui succède à une victoire électorale ? En effet, beaucoup de travailleurs s'interrogent : nous sommes majoritaires dans les élections, nous sommes unanimes dans la grève et pourtant les partis qui ont notre

confiance refusent d'être dans la rue aux côtés de nos syndicats, refusent de se battre pour aller au gouvernement, tolèrent encore et toujours ce Parlement, obéissent aux diktats d'un pouvoir discrédité qui continue de nous imposer son austerité ».

Dans Rouge du 20 mai, « Le cortège des révolutionnaires », ces extraits de l'article de Jean Métais :

« La préparation et les manifestations du 24 mai sont des temps privilégiés pour que se développe une idée force, qui fait son chemin dans des secteurs importants de la classe ouvrière. Cette idée est simple : il faut préparer un mouvement général prolongé qui s'oppose au plan Barre, qui remette en cause le gouvernement, qui mette en place

un gouvernement envisageant les véritables solutions à la crise. Et il est de la responsabilité des révolutionnaires de confronter, devant la masse des travailleurs, la direction des partis et des syndicats à ces tâches essentielles ».

Le tract diffusé par la LCR durant la manifestation est encore plus explicite sur ce qu'elle considère comme « ces tâches essentielles ».

Sous le titre : « Oui, nous serons tous en grève et dans la rue le 24 mai ! Mais... pour faire échec au plan Barre, il faudra chasser Giscard-Barre. C'est possible par une grève générale prolongée. »

Le tract s'explique de cette façon à propos du PC et du PS :

« Au lieu de discuter sur la limitation, l'indemnisation des nationalisations, de tendre la main aux politiciens bourgeois, d'étaler leur respect de l'économie et de

l'Etat des patrons, du Marché commun, ils doivent s'engager aujourd'hui à appuyer le développement de la grève générale prolongée qui s'impose, à assumer l'affrontement avec le gouvernement Giscard-Barre qu'elle implique, à former un gouvernement qui répondra aux aspirations des travailleurs, satisfaisant leurs revendications et avançant des solutions socialistes à la crise ».

Le tract interpelle le PC et le PS de cette façon :

« Pour nos revendications et les solutions ouvrières à la crise, c'est le gouvernement que vous devez revendiquer. »

Si ce n'est pas une façon de cautionner l'Union de la gauche, une façon de faire croire qu'elle a la volonté de donner des solutions ouvrières à la crise, qu'est-ce donc ?



"DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE"

C'est dans l'éditorial de son numéro du 18 au 25 mai que, sous le titre Et après, Informations Ouvrières parle de la grève du 24 mai :

« Y a-t-il avec la grève du 24 mai, changement dans la tactique des confédérations ?

Si tel était le cas, les confédérations devraient dire dès à présent aux travailleurs : « Si Barre ne cède pas, nous mobiliserons immédiatement les travail-

leurs dans les entreprises. Nous n'attendrons pas un jour de plus la satisfaction de nos revendications. Nous refusons toutes les mesures anti-ouvrières que prend et que veut prendre ce gouvernement discrédité, isolé, battu ».

De toute évidence, ce qui aux yeux des rédacteurs de Informations Ouvrières conditionne la solution de tous les problèmes de la classe ouvrière, c'est « le gouvernement Giscard-Barre », qui n'a « plus aucune force en lui-même. Il repose sur une « majorité » battue, écri-

sée, déchirée par une crise politique sans précédent. Et s'il peut prétendre s'accrocher jusqu'en mars 1978, c'est uniquement parce que l'Union de la gauche - Front populaire affirme en toute occasion sa volonté de « respecter les échéances constitutionnelles ».

Après une telle façon de poser le problème, rien d'étonnant que IO n'ait rien d'autre à proposer à une éventuelle mobilisation des travailleurs, que la platitude électoraliste... de la dissolution de l'Assemblée nationale :

« La tactique des dirigeants du PS et

du PCF ne devrait-elle pas être de refuser d'attendre un jour de plus, de mobiliser politiquement les masses laborieuses dans les entreprises et les localités pour la dissolution de l'Assemblée nationale, et ainsi de ne pas accepter l'état dans lequel le gouvernement Giscard-Barre laisserait le pays s'il restait en place jusqu'en mars 1978 ? ».

Par ailleurs, l'éditorial de IO ne dit rien au sujet des manifestations, et l'OCI n'était pas présente en tant que telle à celle de Paris.



"CHANGER DE GOUVERNEMENT CE N'EST PAS SUFFISANT"

Dans l'éditorial de L'Étincelle du 19 mai, l'OCT définit sa tactique pour la journée du 24. Il s'agit de manifester « au sein des cortèges syndicaux (pour) porter d'autres réponses que celles des réformistes à l'élan des travailleurs ». Dans les faits, cela s'est traduit par

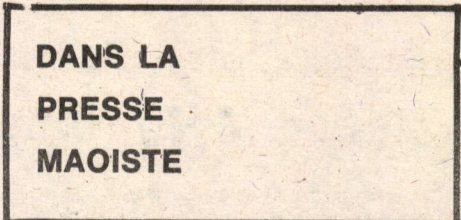
la diffusion d'un tract spécial distribué à l'occasion de la grève et à la manifestation, dans lequel l'OCT explique que « pour que la grève du 24 mai ne soit pas seulement une grande démonstration de mécontentement, il faudrait qu'elle soit le point de départ d'un réel mouvement d'ensemble, prolongé ».

Pour cela, poursuit le tract, il ne faut

pas compter sur les organisations syndicales dont la politique est ainsi résumée : « Tous les travailleurs dans la grève et dans la rue le 24. Mais le 25, retour au travail pour attendre l'été et après, bien sûr, les élections législatives ».

Face à cela, l'OCT met deux mots d'ordre en avant : « Changer de gouver-

nement, ce n'est pas suffisant ; c'est toute la société qu'il faut changer ! » et « Avec Giscard comme avec Mitterrand, c'est de la classe ouvrière que tout dépend ». Seulement la tactique choisie par l'OCT, de ne pas apparaître de façon indépendante le 24 mai, a abouti à ce que leur seul mot d'ordre de défiance vis-à-vis de Mitterrand n'apparaisse pas du tout dans la manifestation.



"PAS D'APPEL A LA GRÈVE DU 24"

La plupart des groupes maoïstes, malgré quelques différences au niveau de leur façon d'analyser la journée du 24, ont dans les grandes lignes à peu près les mêmes positions.

Aussi bien l'Humanité Rouge que le Quotidien du Peuple analysent la journée du 24 comme étant organisée par les syndicats pour calmer l'importante mobilisation des travailleurs.

Dans la mesure où les organisations syndicales cherchent par ce biais à entraîner les travailleurs, soit pour les mettre à la remorque de la bourgeoisie, soit

pour utiliser le mouvement des travailleurs pour accéder au pouvoir, il faut que la classe ouvrière lutte « classe contre classe ». Pour l'Humanité Rouge, la crise, « ni le plan Barre ni le Programme commun ne peuvent la résoudre. Mais seulement la révolution socialiste, celle du peuple en armes renversant le régime ».

Quant au Quotidien du Peuple : « Au cours de la journée du 24, dans les assemblées générales, sur les piquets de grève et dans les manifestations, les militants communistes révolutionnaires proposeront largement la perspective du socialisme de demain ».

Enfin, tout en étant très critiques par rapport à la journée du 24, tout en expliquant qu'ils profiteront de cette mobi-

lisation pour expliquer leurs positions, ni le PCR (ml) (Quotidien du Peuple), ni le PCMLF (Humanité Rouge) ne précisent dans leur journal ou dans leurs tracts si ils appellent, oui ou non, les travailleurs à y participer.

Quant aux maoïstes de l'UCFML, qui éditent Le Marxiste Léniniste, ils ont distribué aux usines Chaussou de Gennevilliers un tract appelant à s'opposer à « la grève anti-ouvrière et antipopulaire du 24 mai », la qualifiant de « grève de la politique bourgeoise ».

« Pour cela, il y a deux possibilités à discuter. Ou bien faire payer le patron. Venir le 24 mai, rentrer dans l'usine, sans se laisser intimider par le piquet des syndicats, et obliger le patron à

payer la journée, même si on ne travaille pas.

Chez les employés, pour être payés quand même, beaucoup emportent du travail à la maison les jours de grève de la CGT. C'est une bonne chose.

Ou bien faire payer le syndicat. (...) Si les syndicats veulent jouer les nouveaux patrons qu'ils payent ! Là aussi, ce qui est important, c'est de montrer la force politique des ouvriers et du peuple face aux syndicats. »

Autrement dit, sous prétexte d'être critique face à l'Union de la gauche, ce courant maoïste n'hésite pas à prendre parti contre les travailleurs qui avaient envie de montrer leur mécontentement à l'occasion de cette journée.

VIVE LA 7^e FÊTE DE Lutte Ouvrière



Carte d'entrée

La carte d'entrée de la fête est valable pour les trois jours. Présentez votre carte aux camarades chargés du contrôle, sans détacher vous-même aucun des volets de cette carte... et conservez bien votre carte. Elle seule vous permettra d'entrer à la fête le lendemain.

Ceux qui veulent aller faire une course ou aller à leur voiture peuvent sortir de la fête. Dans ce cas, une marque de tampon leur sera apposée. Attention : cette marque de tampon (dont la couleur change chaque jour) permet de rentrer à la fête le jour même. Le lendemain, seule la carte de la fête le permet. Ceux qui sortent de la

Sortie provisoire

fête doivent savoir que tous les bois avoisinants, tous les champs sont des propriétés privées, dont les propriétaires interdisent l'accès. Nous demandons à tous nos amis, pour nous permettre d'avoir les meilleurs rapports avec tous nos voisins, pour éviter toute complication, de respecter ces propriétés et d'aller se promener, s'ils le dési-

rent, dans la forêt domaniale qui se trouve à 1.500 mètres environ de la sortie (elle est fléchée).

Nous sommes convaincus que chacun de nos amis aura à cœur de respecter ces quelques consignes indispensables au bon déroulement de notre fête.

Merci d'avance !... Et bonne fête.

Un septennat se termine. Mais celui-là a été joyeux, fraternel. Puisque cela fait maintenant sept ans que, traditionnellement, nous donnons rendez-vous à tous nos camarades, à tous ceux qui sympathisent avec notre journal, avec ceux qui soutiennent nos idées, qui participent à nos combats. Avec ceux aussi, et ils sont nombreux, qui veulent mieux connaître les révolutionnaires. Mais ce septennat-là, nous souhaitons qu'il se perpétue, non seulement en vous donnant rendez-vous dans un an, à la huitième fête de Lutte Ouvrière, mais nous voulons qu'il se prolonge par la lutte de tous ceux qui ne veulent plus de cette société qui n'a su engendrer que la crise, la misère, le chômage.

Car si durant ces trois jours, c'est la fête, nous ne pouvons oublier que cette fête se déroule sur un fond de crise dont il est inutile de rappeler les effets — nous ne les connaissons que trop bien pour les vivre quotidiennement.

Cette crise, le gouvernement actuel veut la faire payer aux travailleurs, à toute la population laborieuse. C'est l'objectif du plan Barre. Un objectif ouvertement avoué, cyniquement réaffirmé.

L'opposition de son côté ne poursuit pas un objectif différent. Elle s'apprête, si les résultats électoraux la portent au gouvernement, à gérer la crise, en usant de l'audience dont elle dispose au sein de la classe ouvrière pour faire accepter l'austérité. Ce que la gauche du Programme commun s'apprête à réaliser demain en France, c'est ce que la gauche accomplit actuellement en Angleterre, en Allemagne, où elle est au gouvernement. Et tout comme Barre ne dissimule pas les buts de son plan, Mitterrand ne prend même pas la peine de masquer ses intentions. Plus les élections se rapprochent, plus il multiplie les déclarations et les gestes destinés à rassurer les patrons et les bourgeois.

Mais ce qui rassure les bourgeois est à même d'inquiéter les travailleurs. Car qu'est-ce que cette gauche qui n'attend même pas d'accéder au gouvernement pour préconiser les sacrifices nécessaires ? Qu'est-ce que cette gauche, représentée par Mitterrand, qui dialogue courtoisement avec Barre à la télévision et qui affirme dès aujourd'hui qu'elle saura se montrer responsable en matière économique ? Qu'est-ce, sinon le pendant du gouvernement actuel ? C'est-à-dire un gouvernement qui propose à la bourgeoisie une autre politique pour réaliser les mêmes objectifs que la droite.

Et si Mitterrand découvre son jeu, ses partenaires du Programme commun le soutiennent. Le PCF fait mine de regimber aujourd'hui. Mais il ne cesse de soutenir Mitterrand. Il se vante même d'être l'initiateur de l'Union de la gauche. Et il se prépare à appuyer de nouveau demain l'action du secrétaire du PS. Quant aux organisations syndicales, elles se bornent à organiser tous les six mois, de 7 octobre en 24 mai, des grandes journées d'action qui ont pour fonction de faire soupape à la montée du mécontentement ouvrier. Dès le lendemain du 24 mai, Edmond Maire déclarait qu'il faudrait poursuivre la lutte... en harcelant le gouvernement, en multipliant les actions par branches, par corporation.

Tous, ils veulent que les travailleurs patientent, et se laissent abuser par le leurre des élections. Tout cela, il faut le dénoncer. Il faut dissiper les illusions. Ces illusions qui portent en elles les profondes désillusions de demain, et qui risquent de se traduire par la démoralisation de millions de travailleurs. Et ce serait cette démoralisation qui ferait le jeu de la droite.

C'est cela que Lutte Ouvrière dit, dans son hebdomadaire, chaque semaine. C'est ce qu'elle explique au travers des 250 bulletins qui, dans les plus grandes entreprises de ce pays, sont diffusés régulièrement. C'est ce que nous avons dit à l'occasion des récentes élections municipales. Et nous avons pu vérifier que nous étions entendus. Le nombre de voix recueillies, là où étaient présentes des listes révolutionnaires, témoignent que ceux qui ne veulent plus de la droite, mais qui ne mettent pas aveuglément leur confiance dans cette gauche qui prétend représenter les intérêts des travailleurs, mais qui se préparent à les trahir, sont de plus en plus nombreux.

Non, cette fête, pas plus que les précédentes, n'est une parenthèse. C'est aussi un aspect de notre combat. Et un aspect significatif. Car ce combat n'est pas triste. Au contraire. Ce combat représente l'avenir. Un avenir libre, fraternel, joyeux d'où sera banni la misère, le chômage, l'exploitation. D'où sera banni le racisme et toutes les oppressions.

Joignez-vous à nous, camarades,

Vive la fraternité.

Vive le communisme révolutionnaire, et vive la fête.

le plan de la fête... le plan de la fête... le

- 1 - Renseignements
- 2 - Teepee (artisanat)
- 3 - Chakchouka
- 4 - Electro-foot (Air France)
- 5 - Diaporama SNCF
- 6 - Païta Peruana
- 7 - Exposition SNCF
- 8 - Crêperie
- 9 - Lou Galetou
- 10 - Maroilles
- 11 - Les affiches de la fête
- 12 - Parti Communiste International
- 13 - Tribuna Socialista
- 15 - Collectif alphabétisation
- 16 - Parti Communiste Révolutionnaire (T)
- 17 - Comité de soutien aux luttes des soldats
- 18 - Ligue Ouvrière Révolutionnaire
- 19 - Citoyens du monde
- 20 - Jeunesse Ouvrière Révolutionnaire
- 21 - L'école émancipée
- 22 - Combat Communiste
- 23 - Pédagogie Freinet
- 24 - La Cause du Peuple
- 25 - Révolution Internationale
- 26 - Comité unitaire de solidarité aux peuples d'Espagne
- 27 - AERLIP
- 28 - Ligue Communiste Révolutionnaire
- 29 - Groupe Information Asile
- 30 - Comité de soutien aux prisonniers de la Fraction Armée Rouge
- 31 - Organisation de combat anarchiste : LUTTER
- 32 - Comité Irlandais
- 33 - Groupe de Libération homosexuel politique et quotidien
- 34 - Organisation Communiste des Travailleurs
- 35 - Union des Etudiants Irlandais
- 36 - A la puce rouge
- 37 - Ananas
- 39 - On se paye sa tête
- 40 - Saucisson lyonnais
- 41 - Accueil lyonnais
- 42 - La pêche miraculeuse
- 43 - Les maîtres-chanteurs
- 44 - Bowling
- 45 - La Fey Sine
- 46 - La maison des poupées
- 47 - Barbe à papa
- 47 bis - Crique ardéchoise
- 48 - Mousse au chocolat
- 50 - Fromagée berrichonne
- 51 - Cuisses de grenouilles et escargots
- 52 - Au bon petit chèvre
- 53
- 54 - Exposition « Mai 68 à travers la presse » et diaporama
- 55 - Les durs à cuire
- 56 - Soupe à l'oignon
- 57 - Galettes bretonnes
- 58 - Potée bretonne
- 59 - Au tourangeau tout rougeaud
- 61 - Crêperie bretonne
- 62 - Entrez sans frapper
- 63 - Faites votre ardoise
- 64 - Ne perdez pas la boule
- 65 - Baby-foot
- 66 - Ceux du Technique
- 67 - Exposition sur le sport

- 68 - Chamboule-tout
- 69 - Electron-fou
- 70 - Sueurs froides
- 71 - La fuite des capitaux
- 72 - Le rail de force
- 73 - Le routier ne perd pas la boule
- 74 - A chacun son image
- 75 - La noix anti-casseurs
- 76 - Au gros balle-eau
- 77 - A l'âge de pierre
- 78 - Jeu TV
- 79 - Accueil Bretagne
- 80 - Aux délices de l'Orient
- 81 - Bottereaux angevins
- 82 - Beignets
- 83 - Emaux et médailles
- 85 - Haut les masques (Roussel-Uclaf - Romainville)
- 86 - Thé à la menthe
- 87 - Le clou de la fête
- 88 - Assistance Publique : exposition
- 89 - La boîte à fringues
- 90 - Le mot le plus long
- 91 - Lou cabri
- 92 - Glaces (UAP)
- 93 - Fléchettes

Dans le bâtiment Place du Socialisme, expositions et diaporamas :

- La femme et le socialisme.
- L'origine de la vie et de l'homme.

- 94 - Ho les masques (CAPIMEC)
- 95 - Chacun le sien
- 96 - Montherly à Villiers-Adam
- 97 - C'est du billard
- 98 - Pour le meilleur et pour le pire
- 99 - A la barbouille
- 100 - Pointe, tire, tri
- 101 - Pistolet à eau
- 102 - Tir au CRS
- 103 - Qui perd la boule ?
- 104 - Tir au pistolet
- 105 - Musique à la carte
- 106 - Ping-pong électronique
- 107 - Aux mollets d'acier
- 108 - A l'incolable
- 108 bis - Ogmikado
- 109 - Jeu à la noix
- 110 - Touche au but
- 111 - Billard électrique
- 112 - Tir-larigot
- 113 - Tir à la patate
- 114 - Têtes à abattre
- 115 - Bulles de savon
- 116 - La canne à pêche
- 117 bis - Jeu breton
- 118 - La mare aux canards
- 119 - B comme barbouille
- 120 - The Spark (USA)
- 121 - International-tea-room
- 122 - Barbe-à-papa
- 122 bis - Tapavutaphoto
- 123 - Dédicaces de livres
- 124 - Pour une intervention communiste

- 125 - La Porte du virage
- 126 - Coordination des objecteurs de conscience en affectation
- 127 - Sexpol
- 128 - Cahiers de Vendémiaire
- 129 - Ligue Trotskyiste de France
- 130 - Antirouille
- 131 - Diaporamas
- 132 - OCMLE, le bolchevik
- 133 - Collectif écologique du Paris
- 134 - Union des Etudiants de Turquie en France
- 135 - CLO
- 136 - Poing Noir
- 137 - La Classe (Italie)
- 138 - Mouvement d'action judiciaire
- 139 - UATCI
- 140 - Right to work campaign (G.-B.)
- 141 - Travailleurs immigrés en lutte
- 142 - Lutte Occitane
- 143 - Comité de défense des libertés démocratiques au Mali
- 144 - Lotta Comunista (Italie)
- 145 - Association des Canaques en France
- 146 - Revolutionary Communist Group (G.-B.)
- 147 - Comité de défense des Indiens
- 148 - Disques
- 149 - Siroterie
- 150 - Salade californienne
- 151 - Accueil Dijon
- 152 - Soupe à l'oignon
- 154 - Peinture sur soie
- 155 - Soupe à l'ail
- 156 - Combat Ouvrier
- 157 - Restaurant antillais
- 158 - Champignons de Mérieux
- 158 bis - A la bonne omelette
- 159 - Orient-thé-vous
- 160 - Jambon du Morvan
- 161 - Beignets de bananes flamandes
- 162 - Couscous du Saf Saf
- 163 - Crêpes flamandes
- 163 bis - Bugnes
- 164 - A la belle rascasse
- 165 - Salades tahitiennes
- 166 - Galettes de sarrasin et cidre
- 167 - Gaufres
- 168 - Au bon thon
- 169 - Moules farcies
- 170 - Tee-shirts de la fête
- 171 - C'est pas de la tarte
- 172 - Croquantines
- 173 - Jus de fruit
- 174 - Sérigraphies : Hongrie 56

- 175 - Exposition Renault - Flins : deux ans de lutte contre la bureaucratie syndicale
- 176 - Les artisans de Flins-sur-Seine : fleurs, objets, jouets
- 177 - Casse-croûte tunisiens
- 178 - Sardines grillées
- 179 - Le haricot rouge
- 180 - Exposition Renault - Billancourt
- 181 - Jeu de casse-tête
- 183 - Accueil Nancy, Troyes, Reims, Châlons, Strasbourg, Provins, Charleville
- 184 - Au beignet oriental
- 185 - Fromages d'Auvergne
- 186 - Tableaux de fils
- 187 - Dédicace de disques

VIGNETTES ET FRANCS GISCARD

Les prix marqués dans les stands sont payables en monnaie Giscard et en vignette Lutte Ouvrière. Chaque vignette remplace avantageusement 1 franc Giscard !

- 188 - Poupées troyennes
- 189 - La vole lactée
- 190 - Salades de Nancy
- 191 - Accueil Bordeaux
- 192 - A la bonne crêpe
- 192 bis - Exposition sidérurgie : la crise de la sidérurgie
- 193 - Pipérade
- 194 - Le pêcheur breton
- 195 - Boudins et saucisses du Béarn
- 196 - Le pétard mouillé
- 197 - National Federation of Claimant Union (G.-B.)
- 198 - Gougères
- 199 - Groupe Internationale Marxisten
- 200 - IKL (Allemagne)
- 201 - TLD London Spartacist Group (G.-B.)
- 02 - Actes : Cahiers d'action juridique

- 203 - LCR - ETA VI (Espagne)
- 204 - Sozialistische Arbeiter Gruppe
- 206 - Expression spontanée
- 207 - SWP (G.-B.)
- 208 - Dayon Intanashonal (Japon)
- 209 - Parti Socialiste Unifié
- 210 - Workers League
- 211 - Spartakus Bund (Allemagne)
- 214 - Union des Etudiants du Kurdistan en France
- 215 - International Communist League (G.-B.)
- 216 - Comité Askatasuna (basque)
- 217 - Ligue des Droits de l'Homme et du citoyen
- 219 - Saucisses du Haut-Doubs
- 221 - Bon poids, bon œil
- 223 - La cancoillotte
- 224 - A chacun son omelette
- 225 - Brick tunisien
- 226 - Emailage sur cuivre
- 227 - Le cassoulet toulousain
- 228 - Affiches Sitting-Bull
- 229 - Accueil Toulouse
- 229 bis - Accueil Berry-Orléanais
- 230 - Salades de tous les pays
- 230 bis - On gave les oies
- 231 - Pâtisseries
- 232 - Accueil Rouen
- 233 - Accueil Sochaux, Belfort, Besançon
- 234 et 239 - Continho portugues
- 235 - Maté
- 236 - Artisanat
- 237 - Liberté d'expression
- 238 - AGF's guinguette
- 240 - Tripoux d'Auvergne
- 240 bis - Accueil Angers, Tours, Le Mans
- 241 - D'aporama : la conquête de l'Espace



VILLIERS-ADAM

une municipalité accueillante

Pour la cinquième année consécutive, la commune de Villiers-Adam reçoit la fête de L.O. Nous la remercions et, tous ensemble, nous essaierons, cette année encore, de faire en sorte que la municipalité, tous les habitants de la commune gardent le meilleur souvenir de notre fête.

POUR LES PETITS : PLACE AUX JEUNES

Cette année encore, nous avons réservé aux enfants une place particulière dans la fête.

Au sens propre d'abord, puisqu'une aire a été spécialement aménagée à cet effet ; elle est baptisée « Place aux jeunes » et vous la verrez de loin. Au figuré ensuite, parce que l'on a essayé de prévoir des activités, des jeux, des spectacles, des promenades en forêt pour la joie des enfants.

Pour les plus petits, il y a une crèche. Les parents qui le souhaitent pourront y laisser leur bébé pendant quelques heures (quatre heures consécutives maximum) afin de se promener dans la fête. Nous leur demandons toutefois de passer de temps en temps à la crèche surtout au moment des repas de leur nourrisson.

Bien entendu, la « Place aux Jeunes » et la crèche sont entièrement gratuites.

N.B. — Comme pour la crèche, en confiant vos enfants à la garderie, vous devrez préciser l'heure à laquelle vous les reprendrez (ceci pour l'organisation des promenades).

RENDEZ-VOUS AUX STANDS LUTTE OUVRIERE

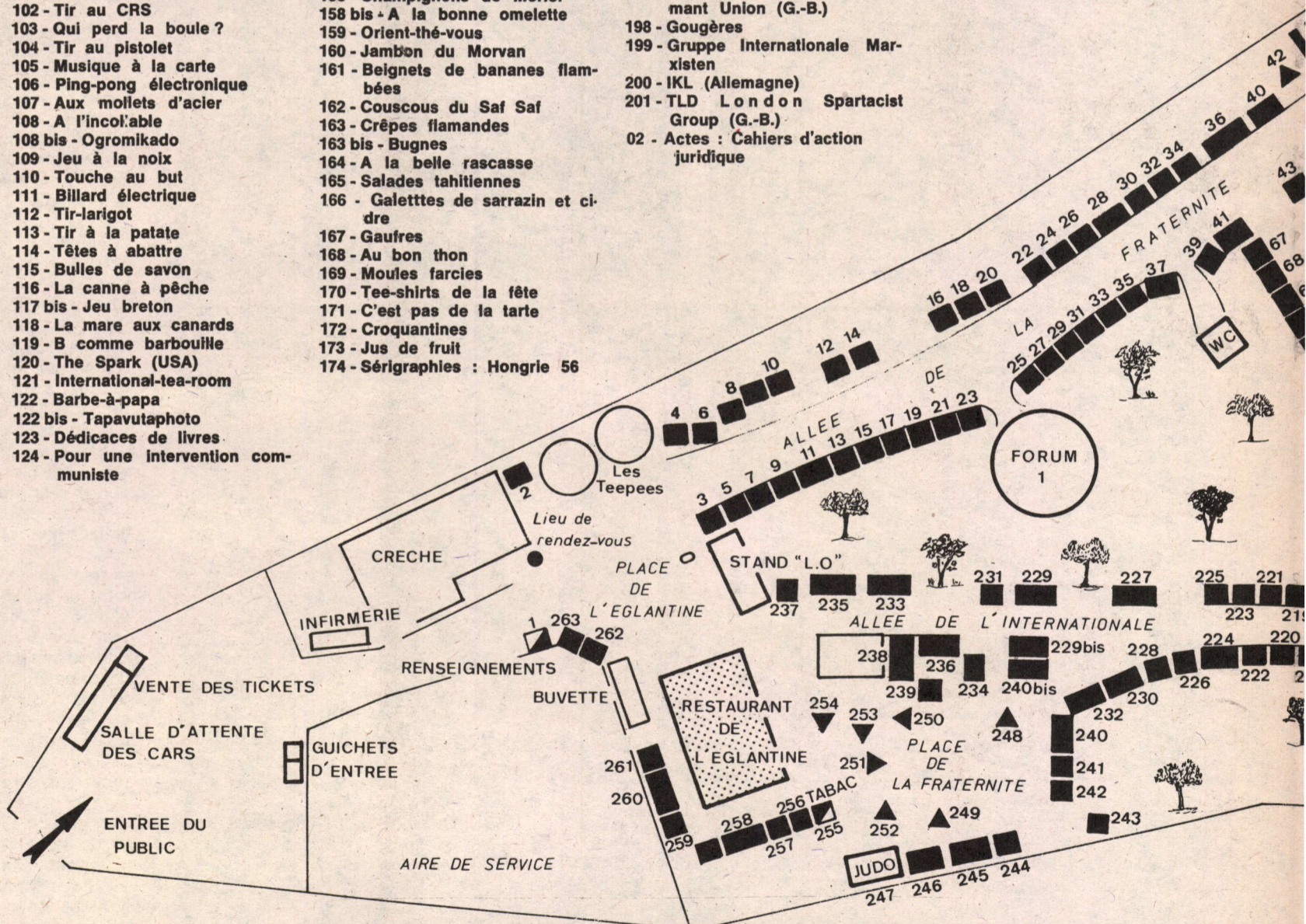
La fête, c'est évidemment une occasion privilégiée pour connaître — ou mieux connaître — L.O. Quatre stands centraux exposeront aussi bien nos activités ou notre presse que nos positions sur des sujets politiques d'actualité.

Dès l'entrée de la fête, le stand LO de la place de l'Eglantine sera consacré à la présentation, au moyen d'un magnétoscope, des interventions télévisées de Lutte Ouvrière.

Le stand LO de la place Rouge offrira principalement une exposition sur les bulletins d'entreprise Lutte Ouvrière, accompagnée en permanence d'un montage au magnétoscope sur le même thème.

Sur l'Esplanade de la Révolution, le stand LO présente une exposition sur la Révolution russe.

Enfin, au stand Lutte Ouvrière de l'Esplanade de la Commune, vous pourrez voir un diaporama sur triple écran consacré à un thème de la plus vive actualité, intitulé : « Quand ils étaient ministres — socialistes et communistes français au gouvernement ».



plan de la fête

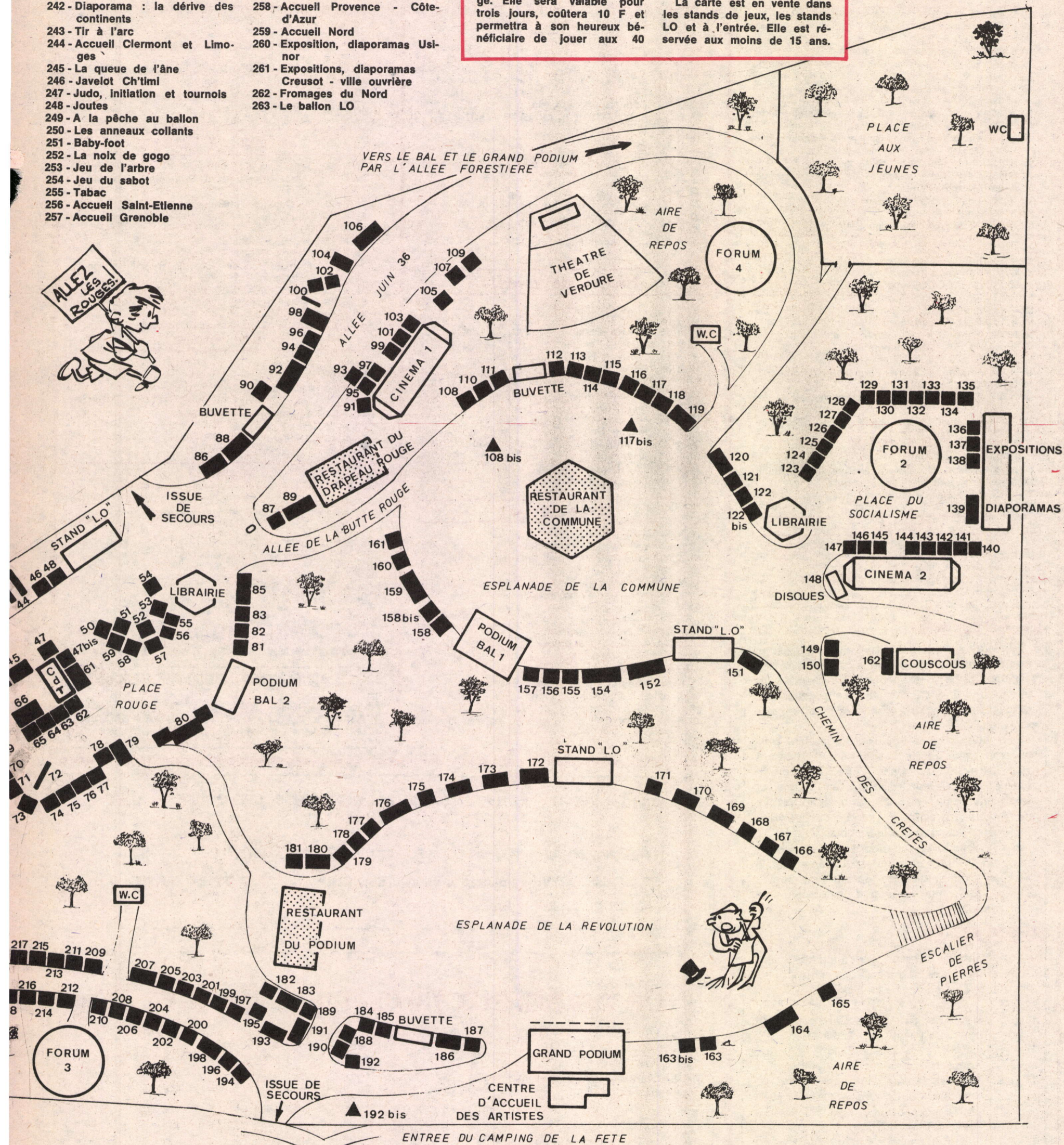
LA CARTE ORANGE DE LA FÊTE

Eh oui, Lutte Ouvrière lance à son tour la carte orange. Elle sera valable pour trois jours, coûtera 10 F et permettra à son heureux bénéficiaire de jouer aux 40

jeux indiqués sur la carte par les numéros des stands. La carte est en vente dans les stands de jeux, les stands LO et à l'entrée. Elle est réservée aux moins de 15 ans.

- 242 - Diaporama : la dérive des continents
- 243 - Tir à l'arc
- 244 - Accueil Clermont et Limoges
- 245 - La queue de l'âne
- 246 - Javelot Ch'timi
- 247 - Judo, initiation et tournois
- 248 - Joutes
- 249 - A la pêche au ballon
- 250 - Les anneaux collants
- 251 - Baby-foot
- 252 - La noix de gogo
- 253 - Jeu de l'arbre
- 254 - Jeu du sabot
- 255 - Tabac
- 256 - Accueil Saint-Etienne
- 257 - Accueil Grenoble
- 258 - Accueil Provence - Côte-d'Azur
- 259 - Accueil Nord
- 260 - Exposition, diaporamas Usinor
- 261 - Expositions, diaporamas Creusot - ville ouvrière
- 262 - Fromages du Nord
- 263 - Le ballon LO

VERS LE BAL ET LE GRAND PODIUM
PAR L'ALLEE FORESTIERE



Amis automobilistes

Amis automobilistes, respectez tous les panneaux de signalisation, toutes les indications qui vous sont données par les camarades du Service d'Ordre. Il s'agit là de règles minima, dont seul le respect permet le passage des véhicules de sécurité, des autocars et des voitures de livraisons.

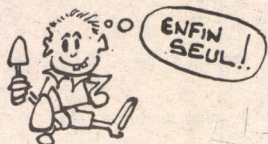
Si vous passez la nuit sur le terrain, prenez la peine de sortir pour ranger votre voiture dans les parkings qui sont à votre disposition. Ainsi, nous pourrons plus facilement les surveiller.

Amis campeurs

Amis qui voulez camper, nous mettons un terrain à votre disposition. Ce terrain est contigu à la fête, en direction de Mériel. Pour s'y rendre, il suffit de suivre les flèches « Camping ».

Une recommandation importante : le camping sauvage est strictement interdit partout ailleurs (dans les champs, les prés et les bois). Alors, rendez-vous au terrain de camping que nous vous avons réservé.

Merci.



— si vous vous perdez entre proches, retrouvez-vous au « lieu de rendez-vous », place de l'Eglantine.
— tous les enfants perdus amenés à la direction

Infirmierie

L'infirmierie se trouve près de l'entrée. Vous y trouverez des secouristes compétents, des infirmières et des médecins.

Si vous avez besoin de leurs services, ils sont à votre disposition.

IMPORTANT : SI VOUS ASSISTEZ A UN ACCIDENT, OU SI UNE PERSONNE SE TROUVE MAL DEVANT VOUS, AVERTISSEZ IMMEDIATEMENT LES MEMBRES DU SERVICE D'ORDRE LES PLUS PROCHES (ils sont reconnaissables à leur brassard) OU DIRECTEMENT LES SECOURISTES, SI VOUS ETES A LEUR PORTEE.

Si vous perdez quelqu'un...

de la fête seront confiés soit à la crèche, soit à la garderie, en fonction de leur âge. C'est là que vous aurez le plus de chance de les retrouver.

Samedi 28

Grand podium

- 12 h 45 Le groupe Théodé (musique pop)
- 13 h 45 Los Kimbas (musique et danses d'Amérique latine)
- 14 h 30 Christian Dente (chansons)
- 15 h 15 El Moussafrine (musique et chants du Maghreb)
- 16 h Jacques Debronkart
- 16 h 45 Cora Vaucaire
- 17 h 30 Los Cariacos (musique sud-américaine)
- 18 h 15 Benito Merlino (chansons italiennes)
- 19 h Le groupe Temo (chants et danses kurdes)
- 19 h 45 J.-M. Morenne (chansons)
- 20 h 15 Véry Floris (musique de la Renaissance)
- 20 h 45 Herbert Pagani
- 21 h 45 Les Capvath (folklore)
- 22 h 30 Vitalis (piano)
- 23 h Djidda (musique maghrébine)

Théâtre de Verduze

- 13 h 30 Franck Dessaire
- 13 h 45 Ferchaud (chansons)
- 14 h 15 Chantal et Daniel
- 14 h 45 Marc Bouhot (jazz)
- 15 h 15 Jean-Michel (chansons)
- 15 h 45 Happy Possums'string Band
- 16 h 45 Roger Tarantini (chansons)
- 17 h Patrick Ochs (comédien)
- 17 h 30 Pierre Loria (chansons)
- 18 h 45 Ensemble Berner (musique classique)
- 19 h 15 Christian Lancry
- 19 h 45 Pierre Villeneuve : **Parissons en toutes choses**
- 21 h Troupe Praxis : **La Paix**, d'Aristophane

Place Rouge

- 13 h 45 Zaouia
- 17 h 45 Nelson Correia (chansons portugaises)
- 18 h 30 Les Nanker Felge (folklore)
- 20 h 15 La Nouvelle Lutherie (jazz)
- 21 h The Alakok (jazz rock)

Plateau

- 14 h 45 Djidda (musique maghrébine)
- 19 h 15 Les Capvath (folklore occitan et de toutes les régions)
- 21 h Célimène (folk et folklore)
- 22 h Bi-Go-Kon

FORUMS

Plusieurs aires ont été spécialement prévues pour ces forums. Elles sont signalées par des panneaux et par des flèches. En arrivant, consultez donc la liste des forums prévus, aux stands Lutte Ouvrière, choisissez votre sujet et suivez les flèches.

Tous ceux d'entre vous qui souhaitent présenter un sujet de discussion sont simplement priés de passer au stand Lutte Ouvrière de l'entrée, où on leur affectera une place et une heure et où l'on inscrira le sujet retenu sur le tableau prévu à cet effet, afin que chacun puisse le consulter et choisir.

N.B. - N'importe qui pouvant demander à ouvrir un forum sur le sujet de son choix, il est bien évident que les orateurs ne représentent donc pas forcément la position de Lutte Ouvrière.

DEBATS

Cette année diverses personnalités viendront animer des débats. Vous pouvez les rencontrer et discuter avec elles.

SAMEDI

- 16 h Place Rouge : Marie Cardinal : écrivain : **La parole des femmes.**
- 17 Place Rouge : Gisèle Halimi, avocate, auteur de la **Cause des femmes.**
- 17 h 30 Sur l'Esplanade : Hubert Tonnelier, assistant du Dr Olivenstein à Marton : **La drogue.**

DIMANCHE

- 15 h 15 Sur l'Esplanade : Michel Tubiana du Mouvement d'Action Judiciaire : **La répression en Europe.**
- 17 h 30 Forum 2 : Michel Tubiana : **Les luttes ouvrières et les formes d'action judiciaire.**
- 17 h 45 Sur l'Esplanade : Denis Langlois avocat et écrivain : **Les dossiers noirs de la police.**
- 18 h 15 Place Rouge : Serge Livrozet, écrivain : **Une société sans prison est-elle possible ?**
- 18 h 30 : Forum 2 : Mongo Beti, auteur de **Main basse sur le Cameroun.**
- 19 h 30 : Débat LCR-LO : **Les révolutionnaires et l'Union de la gauche.**

LUNDI

- 15 h 30 Forum 3 : Dechezelles, avocat : **Les problèmes de la justice.**
- 16 h Sur l'Esplanade : Brice Lalonde : **L'écologie.**

Dimanche 29

Grand podium

- 11 h 45 Bi-Go-Kon
- 12 h 30 Los Cariacos (musique et danses d'Amérique latine)
- 13 h 30 Orchestre Français de Musique de Chambre, dirigée par Paul Ferraris : **Sarabande, Concerto pour deux trompettes, Feux d'artifices royaux**, de Haendel, **Concerto grosso**, de Vivaldi.
- 15 h **ALLOCUTION D'ARLETTE LAGUILLER**
- 15 h 15 Henri Tachan
- 16 h 15 Bill Coleman
- 17 h 30 Ensemble d'Anatolie (chants et danses de Turquie)
- 18 h 15 Los Kimbas
- 19 h Soho (jazz)
- 20 h Les Moun'Kika (chants des Antilles)
- 20 h 30 Les Senthaclos
- 21 h 30 Michel Portal
- 22 h 30 J.-L. Chautemps, Lubat et A. Prinsol (jazz)

Théâtre de Verduze

- 12 h Francis Geraud
- 12 h 30 J.-Y. Chetail
- 13 h 15 Troupe Praxis : **La Paix**, d'Aristophane.
- 15 h 15 Musique ensemble : trio classique
- 16 h 15 Jacques Halbout (flamenco)
- 16 h 30 Roger Tarantini
- 17 h 15 Troupe Yes Tenemos Bananas : **Zambi**
- 19 h Jacques Halbout
- 19 h 30 Mime Luc
- 19 h 45 Berodi (comédien)
- 20 h Michel Sohler
- 20 h 30 Théâtre d'Hoy : **Le chant du fantôme lusitanien**
- 21 h 45 Los Kimbas
- 22 h 30 Groupe Theode (pop)

Place Rouge

- 12 h 30 Avelmore (folk)
- 13 h Les Nanker Felge (folk)
- 14 h 30 Luiza, Jean-Luc et Françoise
- 15 h 15 Chantal et Daniel
- 16 h Christian Lancry
- 16 h 30 Groupes de jeunes de la Snecma
- 20 h Les Capvath
- 20 h 45 La Nouvelle Lutherie
- 21 h 15 Célimène

Plateau

- 12 h 30 Théâtre de la Basoche
- 13 h 30 Les Capvath (folklore)
- 16 h 45 Djidda (musique du Maghreb)
- 19 h 15 Groupe Temo (chants et danses kurdes)
- 21 h 45 Pierre et Yves

Lundi 30

Grand podium

- 12 h Harijane (pop)
- 13 h Les Moun'Kika
- 13 h 15 Jacques Blot
- 14 h Les Orchidées
- 15 h **ALLOCUTION D'ARLETTE LAGUILLER**
- 15 h 15 Jean-Roger Caussimon
- 16 h 15 Los Indianos
- 17 h 15 Groupe Léon
- 18 h Groupe Monge

Théâtre de Verduze

- 11 h 45 Jean-Yves Chetail
- 12 h Luiza, Jean-Luc et Françoise (folk médiéval)
- 12 h 30 Y. Dujollie (chansons)
- 13 h 30 Nous chantons ne vous déplaie
- 14 h 45 Jean Michel
- 15 h 15 Jacques Halbout
- 15 h 45 Freddy Rojas
- 16 h Mohand Mounsi (chants et poèmes palestiniens)
- 16 h 45 Les Moun'Kika
- 17 h 15 Mime Luc
- 17 h 30 J.-M. Berodi

Place Rouge

- 11 h Evasion
- 12 h Marc Monsigny
- 12 h 30 Thierry Graal
- 13 h Los Cariacos
- 14 h C. Lancry
- 14 h 30 Pierre et Yves
- 15 h 15 Gariazzo
- 17 h 30 Choobang

Plateau

- 12 h Célimène
- 13 h Tony Brown et Kari Margolis (mimes)
- 13 h 45 Djidda

attention

La liste des stands et le programme ci-dessus ont été établis plusieurs jours avant la Pentecôte. Ils ont donc pu, entre-temps, être l'objet de remaniements. Nous demandons à nos amis de bien vouloir nous en excuser et de ne pas trop s'en formaliser.

ANIMATION DES ALLEES

Avec **VARIOUS ARTISTES, CELIMENE, LES CAPVATH, R. TARANTINI, TONY BROWN ET KARI MARGOLIS, LE THEATRE DE LA BASOCHE.**

BAL DE MINUIT A L'AUBE AVEC LES RELAX ET LE GROUPE MONGE

BAL FOLKLORIQUE AVEC LES CAPVATH, CELIMENE, LES NANKER FELGE, LE GUEVEC (folklore breton), LES SONNEURS SAMSON ET JANVIER, LE GROUPE SAQUE L'SATIAU.

De nombreux films à voir ou à revoir

Au cours de la fête 1977, vous pourrez voir (ou revoir) les films suivants, grands classiques ou courts métrages (consultez les panneaux à l'entrée des salles de projection pour avoir le programme et les horaires précis).

SALVATORE GIULIANO, de Francesco Rosi

Les problèmes de l'Italie du sud, il y a quelque quinze ans, avec son sous-développement, la Mafia et tous ceux qui tirent profit de la situation.

L'ESPOIR, de Malraux

Dans l'Espagne de la guerre civile, en 1937, des troupes franquistes vont attaquer un petit village républicain.

LE JOURNAL D'ANNE FRANK, de G. Stevens

La très émouvante évocation, au travers de son journal retrouvé après sa mort, de la vie quotidienne d'une petite fille juive, obligée de se terrer dans un grenier d'Amsterdam durant la dernière guerre.

SKEZAG, de Joël Freedman

Un moment de cinéma-vérité braqué sur la vie d'un jeune drogué aux USA.

MEKTOUB, de Ali Galem

TOUS LES AUTRES S'APPELLENT ALI

Deux films témoignages, deux accusations du racisme, du drame des immigrés arabes en Europe aujourd'hui.

LA BOMBE, de Peter Watkins

Anticipation saisissante : attaque nucléaire sur l'Angleterre.

LE DIX-SEPTIEME PARALLELE, de Joris Ivens (1967)

Sur la guerre du Vietnam.

LE CHAGRIN ET LA PITIE, de Marcel Ophüls

Témoignages, interviews, documents sur la Résistance française durant la dernière guerre.

des films sur l'Afrique :

LA NOIRE DE..., de Sembene Ousmane

qui conte les problèmes d'une jeune Sénégalaise un moment exilée en France et

BONHOMME CHARETTE

une journée d'un charretier dakarais.

LA JUNGLE, de J.-C. Courrent

UN ENFANT NOIR, d'Alphonse Béri

et divers courts métrages.

plus deux films de Rufus, qu'il viendra présenter lui-même dimanche.

dossier

la presse féminine

le marché du coeur



Des inspirations différentes au cours de son histoire

La presse féminine a connu au cours de son histoire des inspirations très différentes, selon les périodes et les milieux sociaux auxquels elle s'adressait.

Dès 1820, l'aristocratie bourgeoise a ses journaux féminins distingués. Mais ils s'adressent surtout à un public mondain.

Le féminisme bourgeois fait conjointement son apparition dans d'autres titres qui, telle *La Gazette des Femmes*, de 1836 à 1848, lutte pour obtenir le droit aux emplois publics pour les femmes.

Avec *La Citoyenne*, fondée en 1881, on a affaire au premier organe de suffragettes. Mais le plus célèbre des journaux féministes de l'époque fut *La Fronde*, quotidien entièrement rédigé, composé, administré et distribué par des femmes et qui réclame « l'égalité des droits, le développement sans entrave des facultés de la femme... une place de créature libre dans la société ».

Parallèlement à l'expansion du capitalisme, les premiers grands tirages liés à des groupes financiers apparaissent. *L'Echo* est le premier journal à insérer un roman-feuilleton et cette innovation lui vaut de gagner plus de cent mille lecteurs. Les années 1900 voient l'avènement d'une période relativement prospère, du moins dans les pays industrialisés et stables. C'est la « Belle époque », qui voit entre autre fleurir les grands journaux de mode. *Le Moniteur de la Mode* se fait gloire de lutter « contre les modes allemandes », tandis que *La Mode Illustrée*, résolument catholique, se propose de « faire aimer le foyer, en y développant le goût du travail ».

Le *Petit écho de la Mode* tire en 1930 à 1.130.000 exemplaires.

Le capital ne sera pas long à comprendre l'intérêt de ce marché et à le contrôler de part en part. En effet, vers cette époque, l'industrie des cosmétiques se développe et pour une grande part la presse féminine va lui servir de support publicitaire. *Marie-Claire*, qui paraît en 1937, illustre ce tournant. « Les jeunes femmes qui souriaient à la Une de *Marie-Claire* », écrit Evelynne Suillerot, « photographiées, étaient de vivants prototypes de maquillage réussi ».

Marie-Claire déclare alors vouloir être « le type de la jeune fille et de la femme française, à la fois simple et élégante, enthousiaste et mesurée, courageuse, obstinée sans orgueil à la tâche quotidienne, mais en même temps très gale ».

Marie-Claire ne fait qu'anticiper sur la vocation qu'aura la presse féminine quelques années plus tard : renvoyer à la femme, sous une forme attirante, une image idéale de ce qu'elle doit être, une image toute chargée des préjugés sociaux et des exigences mercantiles du capital. On s'adresse à la ménagère consommatrice, pour l'inciter à acheter les produits qui feront d'elle une « femme achevée ».

Le développement d'un marché important pour une gamme variée d'objets ménagers, après la guerre, ne fera qu'accentuer cette tendance et contribuer à donner à la presse féminine le visage qu'elle a aujourd'hui.

La presse féminine, malgré ses difficultés actuelles, représente un marché considérable. Les statistiques montrent que pratiquement toutes les femmes sont touchées par cette presse. Certaines achètent même plusieurs journaux par semaine.

Pour des millions de femmes, les contacts sociaux sont très réduits, aussi leur journal représente-il un lien social. C'est une clientèle assez fidèle, à condition de respecter ses goûts, ses préjugés, sa conception de l'existence.

C'est une préoccupation constante de la presse féminine de coller à sa clientèle. Par le biais du courrier, de concours, de choix de lectrices types, ces journaux s'assurent de bien répondre à l'attente des lectrices. La presse féminine va donc être le reflet des préjugés entretenus dans notre société vis-à-vis des femmes.

En réponse à leur demande, les femmes vont retrouver dans leur journal un univers féminin. Elles pourront y puiser des idées et des conseils pour leurs tâches ménagères, comme la couture ou la cuisine. La mode y sera à l'honneur et surtout il n'y aura pas de politique. En effet une majorité de lectrices y sont hostiles, parce qu'elles considèrent que c'est une affaire d'hommes, propre surtout à semer la discorde. Beaucoup de journaux féminins se targuent donc d'apolitisme. Quand ils parlent d'événements ou de faits sociaux, c'est généralement par le petit bout de la lorgnette : tout est réduit à des histoires d'amour ou

de famille. L'information se borne à ce qu'a besoin de savoir une mère ou une épouse, c'est-à-dire des rudiments de législation ou de pédagogie.

En contrepartie, une part assez large est faite à l'astrologie et à la parapsychologie. Une culture au rabais, la passivité engendrée par l'oppression font un terrain favorable pour la superstition. Le goût pour les horoscopes est tellement ancré que tous les journaux féminins lui concèdent une place, même si la rédaction n'y est pas favorable, comme c'est le cas pour certains journaux catholiques.

Mais toute cette presse, si elle répond aux mêmes préoccupations générales, n'est pas homogène. Le public est socialement varié. Les uns, comme *Elle* et *Marie-Claire*, s'adressent à la petite bourgeoisie; les autres à l'ouvrière, à l'exploitante agricole, à la simple ménagère. Dans le premier cas, photos et couleurs à l'appui, on incite les femmes à acheter des produits de toute sorte. La publicité occupe une large place. Une mode excentrique de luxe y est prônée. Il s'agit de transformer chaque lectrice en consommatrice.

La presse qui s'adresse à un public moins fortuné, même si elle contient aussi de la publicité, a un autre rôle : celui de répercuter une certaine image du bonheur, capable de faire espérer et de rassurer. C'est un bonheur bien moral, bien simple, qu'on fait croire à la portée de tous. C'est le bonheur du mariage réussi et de la famille heureuse.

Les femmes, dans notre société, ont besoin d'échapper à une vie terne et de combler leur profonde solitude. Ces journaux l'ont très bien compris et ont su en tirer bénéfice. Ils fournissent du rêve sentimental, mais un rêve étroitement contrôlé; car il ne s'agit pas de choquer une partie de la clientèle, particulièrement celle d'obédience catholique.

Et puis, en lisant les malheurs des autres, elles se sentent moins seules. C'est sur ce principe qu'est basé le « courrier du coeur ». Si le courrier joue pour certaines le rôle de confident, il permet à toutes de voir que d'autres qu'elles ont les mêmes problèmes.

De manière générale, le journal ne fait que renvoyer à la femme sa propre image, dans le but de lui plaire. Mais ceci a aussi pour conséquence de la ligoter un peu plus dans ses propres tabous. Il accredit l'image de la femme condamnée au rôle de second, vouée à n'exister qu'à travers autrui.

Les femmes ne sont pas vraiment dupes. Elles savent bien que la réalité n'est pas aussi rose que le dit leur journal, qu'on ne leur parle pas vraiment de la façon dont vivent les gens et de ce que sont leurs problèmes. Mais par passivité, par manque de confiance en leur capacité à lire autre chose, elles lisent éternellement les mêmes petites histoires. Cette littérature entretient et déçoit à la fois la soif de lecture, de connaissance et de communication de ses lectrices.

EVOLUTION DES TIRAGES DE 1957 A 1974

TITRES	GROUPE	1957	1974
Nous Deux	Del Duca	1 603 000	800 000
Marie-Claire	Prouvost	1 093 000	729 000
Modes et Travaux	Modes et Travaux	1 046 500	1 871 000
Femmes d'Aujourd'hui	Hachette	868 000	813 000
Echo de la Mode	Hachette	1 191 000	467 000
Bonnes Soirées	Dupuis	709 000	391 000
France Dimanche	Hachette	465 000	1 096 000

ont fusionné

Quelques groupes de presse se partagent le gâteau

HACHETTE	Diffusion
France Dimanche	—
Elle (hebdomadaire)	522 221
Télé 7 Jours (hebdomadaire)	—
Confidences (hebdomadaire)	291 210
Parents (hebdomadaire)	—
Femmes d'Aujourd'hui (hebdomadaire)	645 965
Femmes Pratiques (mensuel)	343 172
Outre ces publications, Hachette contrôle les NMPP, dont il possède 49 % des actions; ce dont découle une très bonne diffusion dans la France entière de la presse d'Hachette.	
PROUVOST	Diffusion
Il représente 12,1 % du marché.	—
Marie-Claire (fondée en 1937)	643 661
Maison de Marie-Claire	—
Cosmopolitan	—
AMAURY	Diffusion
Avec Marie-France représente 5,5 % du marché	—
DEL DUCA	—
Nous Deux (hebdomadaire)	897 625
Intimité (hebdomadaire)	790 560
représente 6,5 % du marché.	—

dossier

la presse féminine

LA PUBLICITÉ

Dans les journaux et les magazines féminins, la publicité tient une place variable. Cherchant à inciter à la consommation, elle n'aura ni même contenu, ni même importance, suivant le public auquel le magazine s'adresse. On peut dire — en simplifiant — qu'il existe un public populaire, pauvre, et un public petit bourgeois (*Nous Deux* et *Elle*). Avec naturellement un certain nombre de solutions intermédiaires, oscillant entre ces deux extrêmes.

LES PUBLICATIONS S'ADRESSANT A LA PETITE BOURGEOISIE

Ici, la « pub » est partout : on se prend à la regarder, à contempler cette photo ou cette mise en page. Que de travail, d'ailleurs, dans ces prises de vues, pour aboutir à une photo de mode !

Mais c'est aussi quantitativement que la « pub » est omniprésente. Elle représente d'un quart à presque la moitié du nombre total des pages de chaque magazine. Il est difficile même de la séparer d'une publicité qui ne dit pas son nom : par exemple, de tel article sur une modiste — avec photos de ses modèles — et l'endroit où on peut les acheter — ou d'un reportage sur un grand couturier.

Et puisque c'est aux femmes qu'il faut vendre, on va les montrer sous toutes les formes. Objet sexuel, la femme — à travers les modèles — attire les regards, par son visage, ses cheveux. Femme d'intérieur, elle règne sur des casseroles et atteste que le confort est possible. Mère enfin. A chaque fois, elle sert de support publicitaire, en jouant un des rôles qui sont les siens, dans la société.

Il faut que les femmes qui lisent ces journaux s'identifient aux mannequins qui présentent la mode ou tout autre produit de

consommation. A défaut de ce corps parfait, qu'elles n'ont plus, elles peuvent toujours acheter le produit qui leur permet de s'identifier au modèle.

On peut lire le portrait idéal de la femme, à travers ces images que présente la publicité. C'est celui d'une petite bourgeoise, aisée et disposant de loisirs. C'est une femme jeune encore, ou plutôt c'est celle qui attend du mariage ou de l'homme en général la réalisation de sa vie. Elle est au sommet de son charme, pourrait-on dire.

L'ordre et l'importance des différents types de publicité dans ces journaux n'est pas sans signification : parfums, produits de beauté, produits de maquillage, ainsi que tous les accessoires de la beauté du corps, occupent de loin la première place, dans le marché des publicités. Ces réclames étant d'ailleurs surtout placées au début du magazine. Ensuite, dans la seconde partie du journal, les autres publicités, concernant les autres images de la femme. Mais la première de toutes, c'est la beauté.

LES PUBLICATIONS POUR LES CLASSES POPULAIRES

Paradoxalement, ce sont les magazines qui vendent « du rêve » à longueur de page — romans-photos, feuilletons — qui présentent dans leurs pages publicitaires une image plus réaliste de la femme.

Ce public n'a pas beaucoup les moyens de consommer. Donc la publicité disparaît, ou presque. Il n'y a que 10 % des pages consacrées à la publicité dans *Intimité* ou *Nous Deux*. Et surtout, elle est très différente. Un exemple : des robes pour des femmes fortes sont vendues par correspondance, des fraisières grimpautes... Des kilos en trop de la quarantaine, au jardinage, nous sommes loin des

un fidèle soutien



mannequins parfaits de la mode.

Les produits vantés sont en général bon marché et utiles ; nettoyant pour le sol, shampoing pour cheveux, savons, plantes. Pour faire le ménage, il faut un aspirateur : on le trouve entre deux romans-photos. Comme les machines à tricoter qui permettent d'habiller la famille.

En plus, il y a toujours quelques objets chers vendus par correspondance dans une maison spécialisée : le poste radio, la pendulette, la « chaîne Hi-Fi ». Même dans un budget étroitement calculé, il y a place pour ces objets. Voire même, une fois dans la vie, pour un diamant (un faux), à l'occasion des fiançailles.

Autant et mieux même que dans des reportages ou des pages d'actualité, la publicité (différente suivant les journaux) trace des images assez justes des publics de ces magazines. On le verrait aussi dans d'autres revues, comme *Mode de Paris*, ou *Le petit écho de la mode* : s'adressant aux classes moyennes, elles font à chaque fois un mélange de ces différentes images de la femme.

PRESSE FÉMININE ET POLITIQUE DE L'ORDRE ÉTABLI

La presse féminine parle peu de politique, du moins ouvertement. Le moins possible d'ouverture au-dehors pour la femme : telle semble être la règle d'or d'une presse volontairement dépolitisée. Mais en cela précisément la presse féminine a une politique : celle qui consiste à maintenir le regard de la femme tourné vers le foyer familial.

La place de l'information sociale varie cependant selon les magazines, en fonction du public auquel ils s'adressent.

Dans les magazines comme *Nous Deux* ou *Confidences*, dont les lecteurs sont d'origine ouvrière ou rurale, la politique, c'est vraiment la portion congrue : une colonne, quelquefois une page, qu'on cultive un préjugé anti-politique, qui veut que s'occuper de cela soit considéré comme un vice, une source de troubles et de discordes. Il n'est pas rare que, dans les romans-photos, le rôle du méchant, du salaud, soit tenu par un personnage présenté comme un gauchiste ou tout du moins un anticongriformiste.

Lorsque ces magazines parlent de l'actualité sociale, c'est par la bande, sous couvert de conseils pratiques. Ainsi, un numéro de *Confidences* d'avril 1977 consacre un article de l'ANPE et apprend à ses lecteurs que cet organisme « sert à aiguiller les indécis, les velléitaires et, pour tout dire, ceux qui ne savent plus très bien à quel saint se vouer ». La réalité politique du chômage est totalement effacée au profit d'une vision purement morale et fausement pratique. « Tous les services sont gratuits, conclut l'article. Il serait dommage de vous en priver par ignorance ou timidité ».

Mais qu'est-ce donc que cela, sinon faire de la politique, la pire, celle qui trompe les opprimés en leur laissant croire que, s'ils ne trouvent pas du travail, c'est qu'ils le veulent bien, et qu'en remettant leur sort aux mains de gens qui pensent pour eux, tout ira mieux.

Les journaux qui s'adressent à la petite bourgeoisie, type *Marie-Claire*, *Elle*, *Comment*, parlent plus franchement de politique. Mais là encore, quel paternalisme vis-à-vis des femmes. La politique est conçue comme complément ou chronique de la vie familiale : on parle de la femme et des enfants de tel ou tel homme politique, de la vie familiale des « Dupont de Pékin » pour parler de la Chine, etc. Avec condescendance, on se met « à la portée » des femmes. De sorte que les articles restent superficiels et que le ronflant des formules toutes faites masque mal le vide de l'argumentation.

Comment d'avril 1977 intitulé un article sur Indira Gandhi. La fin d'une reine, qui explique que « c'est peut-être à cause de son fils qu'Indira a connu la seule défaite de sa carrière » et termine par ce profond pronostic : « On ne goûte pas impunément à l'ivresse du pouvoir. Elle a raté sa sortie, elle prépare sûrement sa rentrée ».

Au fond, sous un vernis culturel différent, le fond reste identique : on ne cherche pas à donner une explication d'ensemble, ni à faire réfléchir aux causes sociales des problèmes. Et c'est dans ce sens que pèse tout le contenu de ces journaux : photos-romans, romans-feuilletons, publicité, courrier du cœur sont autant de façons insidieuses de faire accepter la politique de l'ordre établi, de faire accepter aux femmes la place où la société les a reléguées, en prêchant la morale de la soumission et du conformisme social.



La femme vue par *Elle*, journal qui se veut pour l'émancipation des femmes... (*Elle* du 2 mai 1977.)

Le "féminisme" des magazines féminins : de la récupération !

Le thème de la libération des femmes et de leurs revendications est traité aujourd'hui dans une certaine presse féminine. Il s'agit de l'hebdomadaire *Elle* et du mensuel *Marie-Claire*, qui tentent de réactualiser l'image traditionnelle de la femme.

Marie-Claire, par exemple, n'hésite pas à publier chaque mois, à l'intérieur du magazine, un petit journal de sept pages, intitulé *Femmes*. Le ton est très féministe ; les articles sont signés de B. Groult, D. Desanti ou E. Sulzerot. De bons articles y sont parus, liés à l'actualité, comme ceux dénonçant le viol ou ceux

dénonçant les insuffisances de la loi Veil, à la suite du procès du MLAC à Aix-en-Provence. Récemment, par exemple, on publiait le règlement d'un hôtel maternel, dénonçant les brimades subies par les jeunes mères célibataires. On pouvait lire également un article correct sur Alexandra Kollontai, signé de D. Desanti, etc.

Il faut noter toutefois que, *Marie-Claire* s'adressant surtout aux femmes des classes moyennes, on trouve peu d'articles sur les femmes travailleuses. Benoîte Groult, dans un article enflam-

mé, n'invitait-elle pas — entre autres — les femmes à boycotter les achats de fourrure, pour que cesse enfin le massacre des bêtes-phaques ? (*Marie-Claire* décembre 1976).

Mais *Marie-Claire*, qui ose brandir l'étendard de la révolte des femmes, ne semble pas être à une contradiction près puisque, dans les quelque 250 autres pages du magazine, s'étale la femme-objet dans toute sa splendeur. Et à une lectrice qui s'indigne de voir la femme-objet ainsi « magnifiée », *Marie-Claire* rétorque : « Après tout, tête pensante et femme active ont aussi besoin

d'un bon shampoing et d'un non moins bon soutien-gorge ». S'agit-il du soutien-gorge s'agrafant par-devant, dont *Marie-Claire* donne quelques pages plus loin la publicité : « Le soutien-gorge qui évite le cauchemar du séducteur » ?

On voit là les limites de ce féminisme. Sous des dehors libéraux — voire radicalistes — même s'il est question du sexe, des problèmes du couple, de l'inégalité des femmes, ces magazines renvoient l'image traditionnelle de la femme : objet érotique, consummatrice, épouse, mère et ménagère.

du conformisme social

Du rêve bien conformiste...

D'après les rédacteurs de la presse féminine populaire, leurs lectrices ont besoin de rêve. On va donc leur en fournir toutes les semaines, à travers romans-photos, feuillets et surtout les nouvelles, caractéristiques de cette presse du cœur. Elles obéissent à de véritables lois du genre : aucune n'est signée, toutes sont rédigées à la première personne du singulier. Il faut que les lectrices puissent s'identifier facilement avec l'héroïne.

Les héroïnes de ces récits appartiennent rarement à un milieu doré. Elles sont souvent employées de bureau, vendeuses dans un grand magasin, exploitantes agricoles. Elles ne vont pas toutes épouser le prince charmant, loin de là. Il arrive, bien sûr, que le grand médecin soit séduit par l'efficacité et le charme féminin de sa secrétaire et qu'il en fasse sa femme. Mais c'est peu fréquent. Le plus souvent, quand des personnages de milieux sociaux différents se rencontrent, les choses se passent de la façon suivante : la jeune fille ou jeune femme se laisse troubler et attirer par le fils du patron ou le riche héritier du coin. « Je songeais à la tête que feraient mes copines de la compagnie d'assurances quand je leur annonçerais mes fiançailles avec Rémy Clermont » (*Intimité*, n° 1643). Mais, mieux connu, le séducteur s'avère souvent irresponsable, trop gâté ou nanti d'une mère abusive. Désabusée, la bergère envoie promener le prince charmant, épouse un homme de son milieu, moins brillant, mais solide, fidèle, capable éventuellement de reconnaître et d'élever l'enfant dû au frivole séducteur. « Plus rien en lui ne m'attirait. Je n'étais plus la lycéenne romanesque, l'inconsciente qui avait cédé à la séduction d'un beau visage, d'un esprit facile. Non, jamais Eric ne m'apparaissait comme un vrai mari, un soutien, un refuge. » (*Nous Deux*, n° 1556 - « Beau, brillant, charmant »).

Mais l'histoire doit bien finir quand même. Il s'agit de reconforter les lectrices, de magnifier la réalité quotidienne. Nouvelle après nouvelle, les journaux font l'apologie du couple et surtout du couple légitime. Le vilain séducteur, celui qui ne saura pas prendre ses responsabilités, fait voient parade de théories émancipatrices : il était contre « la femme-objet », la fille qu'on tentait d'enfermer comme une sorte de marchandise ; il était pour l'égalité des sexes, le droit pour chacun de vivre (*Intimité-Vacances au club*, n° 1640). La jeune fille qui se laisse gagner par ces théories, qui essaie de les mettre en pratique, va au-devant d'un malheur certain. Ainsi l'héroïne d'*Union libre* (*Confidences* n° 1535) qui regrette amèrement son choix : « Je pensais qu'il y avait quelque chose de merveilleux dans le fait de dire au monde entier qu'on aime assez quelqu'un pour se lier officiellement et pour la vie ».

Ce bonheur ineffable de former un couple, de pouvoir appeler quelqu'un « mon mari », il



faut savoir le préserver. Fidèles en cela à la morale individualiste de notre société, les nouvelles mettent en garde contre tout ce qui peut rompre la solitude à deux. On ne se méfie jamais assez des autres : malheur à la jeune femme qui a accepté de recevoir chez elle, pour quelques semaines, une amie d'enfance en quête d'emploi (*L'invitée - Confidences*, n° 1532). En quelques jours, « l'invitée » a séduit le mari, gagné les enfants par ses gâteries démagogiques... l'héroïne sauve son mariage de justesse en trouvant enfin le courage de lui dire de faire sa valise. Il faut prendre garde même aux enfants : une femme recueillie chez elle sa nièce de 12 ans, alors qu'elle a elle-même une fille de 10 ans... Las ! six ans après, « l'enfant perverse » se met en tête de séduire son mari ! (*Les démons rusent - Intimité*, n° 1643). Il faut chasser tous les étrangers si l'on veut rester heureux en ménage.

Telle est la morale que secrètent inlassablement ces nouvelles. Les femmes y trouvent un reflet reconfortant de leur condition et de la morale que leur a inculquée la société : pour une femme, le seul véritable aboutissement est le mariage. Dans ces nouvelles, il y a relativement peu de mariages malheureux ; avant, la jeune fille peut hésiter, se tromper, souffrir ; après, elle est enfin sur les rails du bonheur. Elle n'a plus qu'à monter une garde vigilante pour ne pas se laisser déposséder.

Sous le sirop romanesque, ces nouvelles distillent une morale étouffante, qui barre toute issue aux jeunes lectrices autre que le mariage, toute envie de réalisation personnelle, tout élan vers la découverte d'autrui. Quant aux femmes plus âgées, cela étouffe toute révolte contre la vie morne et le mariage malheureux, en leur insufflant la passivité et la

résignation. Si elles sont malheureuses, c'est qu'elles ne savent pas reconnaître leur bonheur. Sous ses apparences euphorisantes, cette littérature est un véritable poison de la conscience.

Nous avons interrogé des rédacteurs de *Confidences* sur leur métier. Pleins d'une bonne volonté fortement teintée de paternalisme, ils nous ont expliqué leurs préoccupations culturelles : comment ils essayaient de cultiver un peu leur public en introduisant de temps en temps des histoires quelque peu différentes du genre habituel, plus vraies et ne se terminant pas obligatoirement bien ; comment ils s'efforçaient de faire passer quelques bons auteurs grâce aux feuillets. Malgré ces efforts et cette bonne conscience, ce qui apparaît dans leurs réponses, c'est le cynisme de cette presse qui fabrique du rêve et de l'évasion, parce que cela se vend bien et que les femmes en redemandent. Voici quelques-unes de leurs réponses :

D'abord, comment ils voient leur public : « Les femmes sont fabriquées d'une autre façon, sur le plan physiologique. Je

crois que cela va avec leur esprit différent. La différence chez nos lectrices apparaît : elles ne sont pas revendicatives, pas batailleuses, mais soumises. »

Vis-à-vis de la publicité, il y a des impératifs à respecter : « Les femmes sont très matraquées par le judéo-christianisme. Il faut donc faire attention à ne pas les choquer, ne pas leur présenter des robes sophistiquées, qu'elles n'auraient pas envie de se mettre parce qu'elles se sentiraient culpabilisées ».

Enfin, voici comment ils jugent la littérature qu'ils offrent à leurs lectrices : « Nos histoires suivent l'archétype du roman d'amour. La vie de tous les jours, c'est différent : il y a les gosses, le mari, le divorce... Le rêve, c'est la recherche d'une satisfaction de compensation, comme tout le monde en éprouve le besoin. Pour nos lectrices, c'est le rêve ; pour d'autres, c'est le bridge, la politique, le sport. »

LE COURRIER DU CŒUR

Le « courrier du cœur » correspond à l'une des pages les plus tristes et les plus réalistes des journaux féminins. La condition de la femme et son oppression y apparaissent sans fard. Il exprime d'abord la solitude de ces femmes qui n'ont personne à qui se confier, si ce n'est ce journal anonyme. Que de fois revient l'expression : « Je ne peux en parler qu'à vous ». Les Marcelle Ségol et autres Daniel Gray jouent de nos jours auprès des femmes le rôle qui était autrefois celui du curé.

Le contenu des lettres est révélateur de la vie des femmes. C'est dans ce courrier que l'on s'aperçoit le mieux à quel point toute l'éducation, la responsabilité des enfants repose sur elles. Si les correspondantes expriment leurs déceptions sentimentales, elles posent la plupart du temps les problèmes en termes de devoir et de responsabilité, notamment en ce qui concerne leurs enfants.

Les réponses sont sérieuses. Elles contiennent parfois de bons conseils pratiques ou essaient de donner à leur correspondante l'énergie nécessaire pour reprendre sa vie en main. Mais dans l'ensemble, ces conseils ne font

que les enfermer un peu plus dans le cadre rigide fixé par la société. Le sacro-saint mariage est mis sur un piédestal. On fustige l'adultère et on conseille aux femmes d'élever seules leurs enfants, plutôt que de vivre dans le concubinage. On les menace des pires sanctions sociales si elles ne respectent pas les règles du jeu. Un des responsables de cette chronique menace ainsi une femme infidèle : « Vous-mêmes

me pourrez alors vous retrouver seule et abandonnée de tous, sans mari, sans ressources, enfin consciente de la ruine de votre ménage et de l'échec de votre vie ».

Si l'on est tenté de se faire des illusions sur la libéralisation des mœurs dans notre société, il suffit de lire quelques pages du « courrier du cœur » pour être amené à une vision plus juste de la réalité dans ce domaine...



dossier

la presse féminine

une autre presse pour les femmes

Antoinette

Comme le Parti Communiste a son journal pour les femmes, **Heures claires**, **Antoinette** est le mensuel féminin de la CGT. Pendant des années, le journal a fait d'énormes concessions à l'image traditionnelle de la femme : nombreuses pages consacrées à la mode, au tricot et à la cuisine ; sur la couverture du journal s'épalaient de graves problèmes comme, par exemple, « **Faut-il réveiller en pantalon** » ? Le journal prétendait gagner les femmes au syndicalisme en partant de leur prétendu niveau de conscience. Avec ces arrière-pensées paternalistes et méprisantes, **Antoinette** était en réalité assez proche de la presse féminine traditionnelle. On y parlait peu de la contraception. Il a fallu le procès du MLAC pour qu'**Antoinette** dénonce la loi de 1920 réprimant l'avortement.

Une nette amélioration est à constater cependant ces derniers mois. Sous l'influ-

ence probablement des courants féministes, de leur dénonciation du rôle traditionnel de la femme, le nombre des pages consacrées à la mode, au tricot, à la cuisine, a nettement diminué. Les luttes en cours tiennent une place relativement importante. Chaque mois un portrait de militante est présenté dans le journal. Les articles de vulgarisation scientifique, les pages culturelles (biographies d'artistes tels que Rubens, Beethoven) ne manquent pas d'intérêt.

Evidemment, la politique défendue dans le journal est celle du Programme commun. Et cela trace des limites très nettes aux efforts d'**Antoinette** pour amener la femme à se considérer comme l'égale de l'homme. Le journal ne milite pas pour un réel bouleversement de la société. Ces réserves indispensables faites, ce journal est maintenant un outil que peuvent utiliser les militantes syndicalistes.

La presse féministe

La presse féministe, qui s'est surtout développée après 1968, est d'abord une presse « anti ». Elle lutte vigoureusement contre l'image de la femme-objet et les préjugés à l'égard de « l'éternel féminin », c'est-à-dire la femme passive et soumise. Elle est évidemment la négation même de la presse féminine commerciale.

On trouve dans le **Quotidien des femmes**, par exemple, une dénonciation de l'oppression féminine sous toutes ses formes, sans considération de frontières. Cela va des brimades juridiques aux mutilations sexuelles encore en cours dans certains pays. Le journal ne se contente pas de dénoncer. Il joue le rôle d'organisateur de la lutte en entreprenant des campagnes, en provoquant des rencontres, en organisant des réunions.

Mais malgré ses aspirations à être l'organe de toutes les femmes, l'audience de cette presse ne dépasse guère le milieu qui est celui

des rédactrices : la petite bourgeoisie intellectuelle.

Le refus de l'analyse politique et sociale des causes de l'oppression féminine les amène à en attribuer la responsabilité à l'homme en tant que mâle, défini comme l'éternel oppresseur. Cela entraîne chez les militantes féministes des formules outrancières comme « **tous les hommes sont en puissance des violeurs** ».

Dans l'impasse, faute de répondant réel dans la majorité de la population féminine, la presse féministe, malgré sa salubrité, son invitation à la dignité et à la confiance en soi, malgré sa volonté légitime de bousculer les tabous sociaux et sexuels, s'enlise souvent dans des revendications telles que le droit à la jouissance sexuelle et à l'homosexualité féminine.

Il finit par se dégager de ces journaux une image de la femme à l'opposé certes de celle de la presse féminine, mais aussi éloignée qu'elle de la réalité sociale.

LE PARTI RÉVOLUTIONNAIRE ET LA LUTTE CONTRE L'OPPRESSION DES FEMMES

Bien sûr, pour les révolutionnaires, il n'existe pas de domaine spécifiquement féminin. Nous ne pensons pas qu'il existe une « nature féminine » particulière où prédominerait l'affectivité et la douceur. Nous n'estimons pas non plus que les tâches ménagères, l'éducation des enfants ne concernent que les femmes. Une fois la révolution socialiste faite, il nous paraît aberrant d'envisager la survivance d'une presse « féminine ». Celle-ci doit son existence dans la société actuelle à l'oppression subie par les femmes. Les racines de cette oppression ayant disparu, la séparation ne peut qu'appauvrir les relations humaines.

Mais actuellement cette oppression est un état de fait. Grâce à la lutte des militantes, elle a peu à peu perdu du terrain sur le plan juridique, où l'égalité des hommes et des femmes est à peu près reconnue. Mais elle subsiste dans les relations sociales : l'inégalité entre les salaires masculins et féminins existe toujours, de même que l'astreinte à une double journée pour les femmes qui travaillent. Surtout, les préjugés sur l'infériorité féminine pèsent lourdement sur la conscience des hommes et des femmes de notre société. On considère communément que la femme est cantonnée dans un rôle secondaire, le foyer et les enfants, qu'elle ne s'intéresse pas à la politique, que son univers se borne aux problèmes dits féminins, etc.

A la lutte pour l'émancipation de la femme sont liés les grands noms du socia-

lisme : Engels, Auguste Bebel, Rosa Luxembourg, Clara Zetkin, Alexandra Kollontai et bien d'autres. Pour les socialistes, l'émancipation de la femme, comme celle de tous les opprimés, passe par la révolution socialiste. Cette révolution, seule la classe ouvrière peut la mener, c'est-à-dire les travailleuses, les travailleurs, leurs compagnes. Diviser hommes et femmes, ne pas rechercher l'appui des femmes des autres couches sociales, c'est diviser la classe ouvrière, vouer son combat contre l'exploitation à l'échec.

Mais au nom de l'égalité entre les hommes et les femmes, les socialistes doivent être attentifs non seulement à combattre les préjugés des hommes vis-à-vis des femmes, mais être attentifs à la façon dont les femmes perçoivent les problèmes et les événements qui les concernent.

Une presse politique et syndicale influencée par un parti révolutionnaire devrait systématiquement parler de leurs luttes, de leur salaire, de leur qualification, mais aussi de tous les problèmes concernant la vie du couple : les crèches, les garderies, l'éducation des enfants, la sexualité, les problèmes de la femme au foyer, etc.

Mais, vu le poids des préjugés dans notre société, il est vraisemblable que la presse politique et syndicale ne touche pas l'ensemble des femmes, et en particulier les femmes au foyer. Souvent, par principe, les femmes « ne font pas de politique ».

Il n'est pas exclu qu'un parti révolutionnaire qui en aurait les moyens militants puisse alors envisager la rédaction d'une presse spécifique dans leur direction.

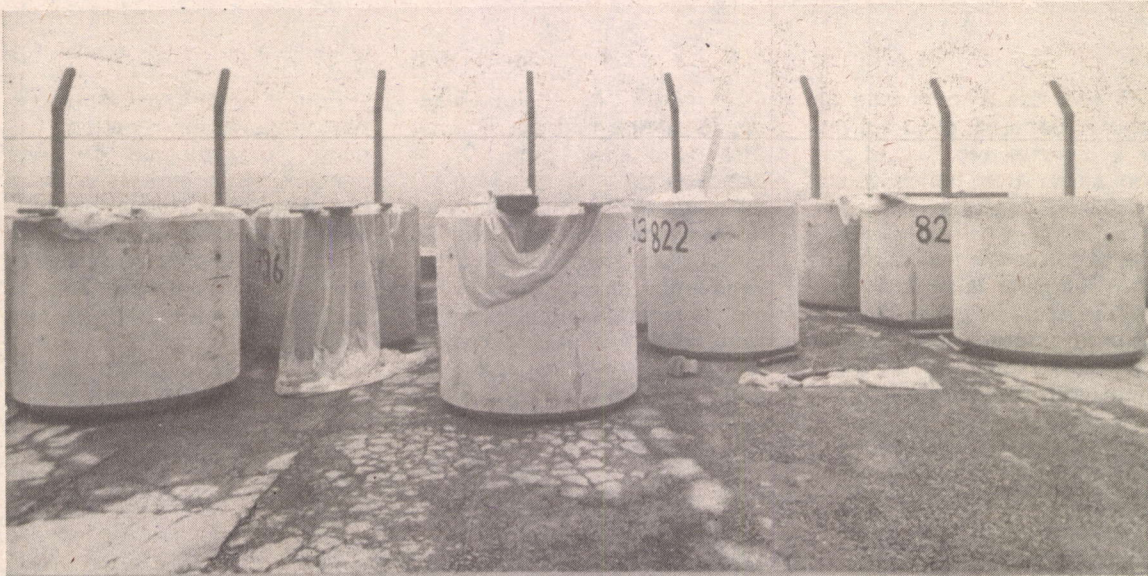
Mais à partir de leur expérience quotidienne, des problèmes auxquels elles sont confrontées tous les jours dans leur vie domestique, l'éducation de leurs enfants, le prix des denrées alimentaires, des services, etc., il est possible de leur montrer que derrière tout cela il y a précisément un certain type de société, un blocage qui vient de la domination du capital. Il est possible d'élargir leur horizon et de les amener à la conscience politique. Car la politique est présente à tout instant dans la vie des femmes, y compris des femmes au foyer.

Evidemment, le rôle d'une telle presse serait aux antipodes de celui qu'a la presse féminine actuellement, qui entretient la résignation et la passivité. Il serait également fort différent de celui de la presse féministe, qui a tendance à cantonner les femmes dans des problèmes spécifiques comme la lutte contre le viol, les femmes battues, la prostitution, etc., où la femme est reléguée dans la situation de la victime qui a à se défendre. Une telle presse s'adresserait aux femmes comme à des êtres humains à part entière et aurait comme premier but de préparer sa disparition rapide en tant qu'organe spécifique. Car les militants socialistes se battent pour un monde où la ségrégation entre les sexes ne sera plus qu'un mauvais souvenir.



« La politique est présente à tout instant dans la vie des femmes, y compris la femme au foyer. »

L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE :



Un des aspects des dangers non résolus de l'énergie nucléaire : l'élimination des déchets radio-actifs. Ci-dessus, les fûts de stockage dans une enceinte protégée par des barbelés (Fololih)

une affaire trop sérieuse pour être laissée aux mains des capitalistes

Le mouvement écologiste a engagé vingt-six recours devant les tribunaux administratifs et le conseil d'Etat contre les constructions de centrales nucléaires en cours et contre les projets prévus au programme de l'EDF. Ils demandent l'arrêt immédiat de tout le programme pour non-application de l'article 2 de la loi sur la protection de la nature, article stipulant que de telles constructions doivent être précédées d'une enquête publique ouverte comportant, entre autres, une étude d'impact sur l'environnement.

A vrai dire, l'application de la loi ne permettrait pas plus au public d'être assuré que toutes les mesures de sécurité seraient étudiées et prises ; mais il est

vrai que la non-application de cette loi, dix mois après sa parution, est bien démonstrative, du fait qu'on a fait voté une loi bidon pour la galerie. Et ce ne sont, bien sûr, pas non plus les recours devant les tribunaux qui vont obliger les constructeurs de centrales à prendre les mesures nécessaires de sécurité et de protection de l'environnement.

Mais, par ces procès, le mouvement écologiste compte relancer sa campagne contre la construction des centrales nucléaires.

Cette campagne n'est pas juste quand il s'agit comme le font les écologistes, de lutter dans l'absolu contre toute utilisation de l'énergie nucléaire. Celle-ci sera peut-être au contraire la principale source d'énergie de

l'avenir. Mais les craintes qu'elle exprime sont amplement justifiées : la récente catastrophe de la plate-forme d'exploitation pétrolière Ekofisk en mer du Nord, montre à quel point la course à la rentabilité maximum, au profit, fait courir à la planète des dangers énormes. Et il ne s'agissait là que de pétrole !

L'énergie nucléaire est une affaire trop sérieuse, trop dangereuse pour être laissée entre les mains des capitalistes qui ne pensent qu'à leurs profits et non au bien-être de la population. Cela seul justifierait la nécessité de se débarrasser d'eux pour que ce soit la population elle-même, tous les travailleurs, qui contrôlent l'économie.

Olivier BELIN

Incendie au CET Clavel à Paris

Dans la nuit du 20 au 21 mai, deux classes préfabriquées du CET de la rue Clavel à Paris ont brûlé. On ne connaît pas encore les causes réelles de l'incendie : il pourrait être, disent les autorités, d'origine criminelle, mais ce qui est certain, quelles que soient les causes du déclenchement, c'est la rapidité avec laquelle l'incendie s'est propagé : « quand nous sommes arrivés, déclare le capitaine des pom-

piers appelé sur les lieux, la toiture flambait déjà ».

Cet incendie rappelle celui qui avait eu lieu en 1973 au CES Paileron situé à quelques centaines de mètres du CET de la rue Clavel. Si, dans le cas de Paileron, il s'agissait d'un bâtiment neuf, les deux classes qui ont brûlé à Clavel étaient des classes construites en préfabriqué il y a vingt-cinq ans, à titre provisoire : depuis dix ans, le mi-

nistère parlait enfin de les fermer pour les remplacer par des classes en dur, mais en parlait seulement, et le provisoire a duré jusqu'à aujourd'hui.

Maintenir par soucis d'économie des bâtiments scolaires de cette espèce est criminel, et l'on pâtit à l'idée des conséquences que cela aurait pu avoir si l'incendie s'était déclaré pendant les heures de classe.

O.B.

A LA CRAMIF (EX-CRAMP) - Paris 19^e

La Sécurité sociale se montre particulièrement vigilante pour réclamer de l'argent aux invalides

Voici la lettre que plusieurs centaines d'invalides vont recevoir :

« A l'occasion de la prise en compte du paiement des pensions par l'ordinateur, il apparaît que le montant des arrérages de la pension d'invalidité dont vous êtes titulaires est calculée sur une base erronée depuis le ... Il en résulte un trop perçu de ... Nous vous prions de bien vouloir nous en excuser et de nous faire connaître dans quelles conditions vous pourriez envisager le remboursement de cette somme ».

Les erreurs décelées par l'ordinateur remontent en général à plusieurs années, parfois jusqu'en 1950. Beaucoup de ces trop perçus sont de l'ordre de dizaines de milliers d'anciens francs, et certains vont jusqu'à plusieurs millions d'anciens francs.

On demande donc à des assurés invalides qui touchent entre 357 F et 1800 F par mois de rembourser cette somme !

Si les trop perçus ont été régulièrement réclamés lorsqu'ils étaient décelés, c'est la première fois que cela revêt ce caractère systématique. Habituellement les

assurés les mieux renseignés font appel devant la commission de recours gracieux. Dans ce cas on ne leur demande le remboursement que sur cinq ans. Les mal renseignés, tant pis pour eux ! A la Sécurité sociale, on part du principe que nul n'est censé ignorer la loi.

Cette opération émane peut-être d'une direction en mal d'économies. Mais elle en est d'autant plus scandaleuse quand on sait qu'à côté des milliards de cotisations patronales restent impayées.

Correspondant LO

UN POISON DE L'ESPRIT !

Le loto, un jeu lancé par l'Etat, vient de fêter son premier anniversaire à grand renfort de publicité.

Ce jeu de hasard, particulièrement simple, qui, à la différence du tiercé où l'on peut faire des « pronostics » à partir de l'humeur des chevaux, ne donne pas l'illusion de penser, a connu une réussite fulgurante.

En effet, depuis quelques mois surtout, il a battu ses records au point que les joueurs en sont à faire la queue devant les bureaux de tabac pour acheter des cartes de loto.

Bien sûr, le loto a capté une partie du public qui joue déjà — et notamment ceux qui jouent au tiercé, mais pas seulement ; au-delà de la clientèle du tiercé, il s'en est attiré une nouvelle, qui jusqu'à présent ne jouait pas. Les énormes moyens publicitaires mis en œuvre pour son lancement n'y sont pas pour rien ; la radio, la télévision, les affiches, pendant des mois se sont adressés plus particulièrement aux jeunes, aux employés de bureau, aux cadres moyens, aux femmes à la maison.

Pour l'Etat qui prélève au moins un tiers des recettes des différents jeux dont il a le monopole (tiercé, loterie nationale, loto), il s'agit, ni

plus ni moins, d'un autre moyen de prendre de l'argent aux travailleurs.

Bien sûr, là, les travailleurs qui jouent le font de plein gré car, ils ont l'espoir de gagner la fortune, qui leur permettrait, comme par enchantement, de s'évader enfin de leur vie quotidienne, laborieuse, parfois très dure, toujours médiocre. Aussi sont-ils nombreux, prêts à donner cet impôt.

Mais les travailleurs ne peuvent pas compter sur un miracle pour échapper à l'exploitation, car se bercer d'illusions est au fond une manière de démissionner devant les exploiters, pire, c'est les reconnaître et contribuer à consolider leur pouvoir.

Aussi, s'ils veulent changer leur sort, les travailleurs n'ont pas le droit de croire aux miracles, mais au contraire, ils doivent prendre conscience de leurs chaînes, pour mieux les briser.

Et c'est pour cela que des jeux de hasard, comme le loto, sont non seulement une immense escroquerie d'Etat qui spéculer sur les malheurs des gens pauvres mais aussi un véritable poison de l'esprit que les révolutionnaires et tous les travailleurs conscients doivent résolument combattre !

I.B.



Le Loto : un nouvel opium du peuple

(AFP)

GRÈVE AU LANDY

Nos camarades de l'entrepôt postal du Landy ont fait grève du 3 au 11 mai dernier pour exiger des effectifs supplémentaires, l'amélioration des conditions de travail et l'arrêt des sanctions dont étaient victimes des militants syndicaux.

Ils ont occupé les locaux et bloqué les grilles du centre durant trois jours jusqu'à ce que la police intervienne pour les expulser. L'intervention de la police est devenue désormais la seule réponse du gouvernement aux revendications des travailleurs. Nos camarades du Landy ont repris le travail après 8 jours de grève en ayant obtenu 14 préposés supplémentaires alors qu'ils en réclamaient 40.

Mais que penser de l'attitude de la CGT qui a attendu la fin

de cette grève pour en parler dans les autres centres et qui a diffusé un tract consacré essentiellement à dénoncer les grévistes du Landy comme des éléments « manipulés » par l'administration ? Insulter des travailleurs en lutte est une attitude particulièrement odieuse : peut-être que l'occupation des locaux du Landy inquiétait la CGT autant que l'administration ?

Pourtant, si les grévistes du Landy ont obtenu satisfaction en partie — alors que l'administration fait partout ailleurs la sourde oreille aux revendications d'effectifs — c'est dû avant tout à leur détermination et aux moyens de lutte qu'ils se sont donnés.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière du Tri PLM-Paris.

Les nervis à l'action

A l'usine Citroën d'Aulnay, le mercredi 18, des nervis ont agressé un travailleur à coup de tournevis américain.

Cet ouvrier d'origine turque avait témoigné au tribunal, il y a quelques mois, des procédés employés par des représentants de la direction, des agents de secteurs, pour faire voter pour le syndicat

CFT lors des élections de délégués. Depuis il avait été muté à diverses reprises et provoqué par des nervis à son travail ou dans les vestiaires.

Cette fois-ci, les cogneurs ont profité du fait que ce travailleur était d'équipe du soir, dans un endroit isolé de l'atelier où il venait juste d'être muté, et qu'on était à la veille

du pont de l'Ascension. Blessé, le visage tailladé, il a dû être hospitalisé. Bien sûr, la direction prétend qu'elle n'est au courant de rien. Mais pour les travailleurs, il est évident, que ce coup de main est une vengeance et qu'il prépare les élections professionnelles que la direction a été contrainte de refaire pour les 7, 8 et 9 juin.

Pour l'instant, cet acte n'a pas soulevé de réaction, les quatre jours du pont de l'Ascension, mais surtout la peur qui règne dans l'usine font que rien ne s'exprime. Mais bien des travailleurs sont convaincus que dans cette usine il faudra chasser la racaille qui y règne.

Correspondant L.O.

Dans la sidérurgie, les patrons rationalisent

Pompey, à 10 km de Nancy, fabrique essentiellement des aciers spéciaux pour l'industrie automobile si bien qu'elle a été relativement peu touchée par la crise et le chômage partiel y a été moins important qu'ailleurs.

Mais il y a quelques mois, la direction a annoncé son intention de supprimer six cents emplois et, depuis, on a pu voir par quels moyens elle compte mettre son plan en œuvre et obtenir ce qu'elle appelle trois cents « départs naturels ». La discipline se

resserre de jour en jour, les travailleurs sont licenciés à la moindre occasion : c'est ce qui est arrivé à un travailleur de la Cisaïlle sous le prétexte qu'il avait traversé les riveurs en mobylette au lieu de faire le tour par la route. Un secteur spécial a été créé, « l'embellissement » où sont employés à des tâches de manœuvres (entretien des routes, nettoyages, etc.) tous ceux qui sont en chômage au laminoir Nord ainsi que les « cas sociaux ». La direction espère ainsi les dégoûter et les amener à prendre leur

compte.

Lorsqu'un travailleur part, il n'est pas remplacé et cela se traduit par un surcroît de travail pour les autres. Au laminoir Sud, il arrive très souvent qu'un pontier soit obligé de faire rouler deux ponts à lui tout seul. Certains ponts se retrouvent même sans pontier du tout et sont actionnés d'en bas par des machinistes, ce qui risque de provoquer des accidents. A peine un travailleur a-t-il une heure de libre qu'on l'envoie faire du net-

toyage pour ne pas perdre de temps.

Occuper chacun huit heures sur huit, tel est actuellement le principal souci de la direction et c'est dans ce cadre qu'elle envisage même la refonte de tout le service entretien qui deviendrait une sorte de volant où personne ne serait plus attaché à un secteur précis. Conclusion, le chômage pour les uns, la surexploitation pour les autres et un taux de profit accru pour les patrons.

Correspondant L.O.

La direction veut licencier

Mercredi 18 mai, la direction a annoncé au comité central d'entreprise qu'elle décidait de licencier 100 personnes à l'usine de La Courneuve, et de supprimer un atelier entier.

Depuis de nombreux mois le travail a baissé dans l'usine et les réductions d'horaire ont été nombreuses. Cette fois c'est directement à notre emploi que la FCB s'attaque. Et elle justifie son mauvais coup par le manque de commandes et de compétitivité par rapport aux autres usines.

L'usine de La Courneuve fabriquait depuis des années des centrales thermiques (chaudières au charbon et au fuel) et ses principales commandes venaient de

l'EDF (plus de 50% en 1966). Or depuis le « tout nucléaire », les commandes EDF sont tombées à 7% du carnet. D'autre part, c'est son principal concurrent Creusot-Loire qui ramasse maintenant le gros des commandes EDF et autres de chaudronnerie lourde.

Voilà une nouvelle illustration de la faillite du système d'exploitation dans lequel nous vivons : une partie des travailleurs se retrouvent au chômage quand l'autre fait des heures supplémentaires. Ce qui montre bien la nécessité de répartir le travail entre tous en réduisant les horaires sans perte de salaire.

Correspondant L.O.

MANIFESTATION DES JEUNESSES COMMUNISTES DANS LES ATELIERS

Mercredi 18 mai, le jour même où la direction allait annoncer une centaine de licenciements dans l'usine, un groupe d'une vingtaine de J.C. de La Courneuve ont réussi à pénétrer dans les ateliers. Banderoles en tête, ils scandaient en distribuant des tracts : « non au chômage, du travail pour les jeunes », etc. De nombreux travailleurs ont alors arrêté leur travail, et les sympathisants communistes de l'usine formaient même des haies d'honneur pour les applaudir. Les chefs de département, comme les gardiens n'avaient rien pu faire pour les en empêcher.

Cette initiative des JC dans le plus pur style « gauchiste mai 68 » a bien sûr mis un peu d'ambiance dans la monotonie quotidienne des ateliers. Mais de nombreux travailleurs savaient que cela n'est rien d'autre qu'un nouveau coup d'éclat du PCF, sans lendemain, dans un seul but publicitaire. Ce type d'action montre ce que le PCF pourrait organiser dans toutes les usines, il en a la force, mais pas la volonté. Et il a été tout de même choquant de constater que ce que les JC proposaient, eux qui n'étaient que de passage à l'usine, ne correspondait pas, mais pas du tout, à la politique de refus des luttes pratiquées par les responsables communistes de la CGT à l'usine.

Et les malades ?

A Bardot, la pièce qui nous servait de vestiaire était en même temps la salle de bain des malades. Nous réclamions un vestiaire décent depuis longtemps.

La direction a trouvé une solution « astucieuse » : supprimer la baignoire et le lavabo, les remplacer par quelques placards, et voilà un vestiaire tout trouvé !

Que devient la salle de bain ? Eh bien ! Elle disparaît, tout simplement.

Les malades de Bardot qui utilisaient la salle de bain n'ont désormais plus qu'une petite cuvette d'eau pour faire leur toilette. Et ceci devant toutes les malades de la salle commune !

Il n'y avait déjà pas de vidoir, pas de salle de soin, maintenant, il n'y a plus de salle de bain.

C'est une honte !

Extrait du Bulletin L.O. Centre hospitalier Bourges.

RECTIFICATIF

Dans notre dernier numéro, dans l'article « Banques, le mécanisme d'un racket », une erreur malencontreuse s'est glissée dans les chiffres que nous avons cités concernant la facturation au client d'une insuffisance de provision. C'est 25,05 F qu'il fallait lire, et non 2.500 F.

Les cadences montent, le nombre des accidents aussi

Dans les usines Berliet à Lyon, l'insécurité augmente. Partout, les chefs poussent les travailleurs au maximum. Aussi malgré les jours chômés, la production, elle, ne diminue pas. Et les accidents, petits et grands, se succèdent : doigts écrasés, coupures, les blessures ne se comptent plus.

Nous avons déjà relaté l'accident mortel du 23 mars dernier, où un travailleur turc fut transformé en torche vivante. Le compte rendu du Comité Hygiène et

Sécurité, affiché récemment, montre qu'il s'agit d'un véritable assassinat : l'ouvrier utilisait un solvant à base de toluène, donc très inflammable, à côté de batteries d'un bus, batteries qui, au même moment, étaient en charge ! Une étincelle aura suffi.

Depuis, le samedi 7 mai dernier, un rég'eur s'est fait arracher un bras en réparant une machine à la Fonderie Acier : le courant n'avait pas été coupé, et son bras a été écrasé entre les rouleaux et le tapis « over-

land » remis en route.

Mercredi 11 mai, c'est un cariste qui a été emmené à l'hôpital après avoir reçu le toit de son fenwick sur la tête, alors que ce toit était déjà tombé une fois.

Cela n'empêche pas la direction de mener campagne pour une « meilleure » sécurité, en direction... des travailleurs bien sûr ! Car pour elle, s'il y a des accidents ce sont les travailleurs qui en sont responsables.

Correspondant L.O.

Première grève au VAB

Le VAB est un atelier qui construit des véhicules blindés pour l'armée. Atelier récemment construit par Creusot-Loire à Saint-Chamond, il vient de connaître sa première grève.

Creusot-Loire a fait construire cet atelier-pilote spécialement pour réaliser une importante commande de véhicules militaires à laquelle travaillent près de 200 personnes. A son démarrage, la direction de Saint-Chamond avait promis qu'elle prendrait toute une série de mesures pour éviter que le travail ne soit en-

nuyé et se félicitait de cette création d'emplois.

Les travailleurs ont vite déchanté car les cadences ont doublé depuis l'ouverture de l'atelier alors que les effectifs, eux, sont restés stables. Au début du mois les délégués CGT de l'atelier ont déposé un cahier de revendications demandant davantage d'essais professionnels, une augmentation de salaire dans le cadre de la grille patronale, l'incorporation d'une prime de dépaysement de 105 F dans le salaire de base (ce qui

concerne la plupart des ouvriers de l'atelier qui habitent à 25 km) et la mise en place d'un horaire d'été. Sur tous ces points, la direction du chantier répondait non.

Et le lundi 9 mai, à 9 heures, lors de la réunion d'information provoquée par la CGT, les gars de l'atelier montaient voir la direction dans ses bureaux puis décidaient, devant son obstination à tout refuser, de faire grève par 24 heures reconductibles, de parcourir tous les autres ateliers de Creusot-Loire de Saint-

Chamond pour expliquer les raisons de leur mouvement. Ainsi la grève fut suivie par la presque totalité de l'atelier du VAB jusqu'au vote de la reprise le vendredi 13 mai. La CGT proposait de poursuivre le mouvement sous d'autres formes dans le cadre de l'ensemble du site de Saint-Chamond.

Le mardi 17, les débrayages avec réunion de chantier étaient très peu suivis. En fait, l'ensemble des travailleurs de l'usine, à juste titre, n'attendent rien de tels mouvements par secteurs.

Correspondant LO.

ALSTHOM (SAINT-OUEN)



Une délégation des travailleurs de l'Alstom à la manifestation du 24 mai à Paris.

Toujours les débrayages

Contrairement à ce qu'on aurait pu croire dans une entreprise qui est entrée dans sa neuvième semaine de débrayages quotidiens, la journée de grève générale du 24 n'aura pas été un gros succès à l'Alstom St-Ouen.

Il faut dire que les syndicats, lundi 23, avaient semé une confusion totale dans l'esprit des travailleurs en leur demandant de venir travailler le matin et de quitter le travail à midi pour par-

tir à la manifestation. Le prétexte était d'économiser pour pouvoir durer plus longtemps.

C'est vraiment un comble et c'est d'ailleurs ainsi qu'un certain nombre de militants l'ont ressenti. Et nombre d'ouvriers sont venus à l'usine et ne sont même pas allés manifester ensuite. Sur les trois autocars prévus, un seul a été rempli.

Malgré cela, lorsque mercredi matin, au cours du débrayage par secteur les syndicats ont

proposé de continuer la demi-heure habituelle ou de « durcir » l'action, la grosse majorité, même parmi des ouvriers qui étaient venus travailler la veille, a voté pour durcir l'action.

Les syndicats se sont contentés de faire voter le « durcissement » sans plus ample explication, si bien que la forme que va prendre ce fameux durcissement reste à préciser.

Correspondant LO.

CGCT (PARIS-15)

Les travailleurs en ont ras-le-bol

A la CGCT - Vaugirard (Paris-15) règne une certaine animation depuis bientôt un mois.

Ce sont les travailleurs CGCT des chantiers PTT qui ont donné le feu vert, le 26 avril. Depuis cette date, ils débrayent, de une heure à trois heures par jour, selon les chantiers ; ils réclament essentiellement la prime de panier et la garantie de l'emploi, la direction ayant de plus en plus recours à des maisons de sous-traitance.

Le 28 avril, à la suite des travailleurs des chantiers, c'étaient les opérateurs et pupitreurs de l'ordinateur, à Vaugirard, qui déclaraient la grève totale. Leur re-

vendication : un salaire garanti qui ne soit pas, comme il l'était, lié à des horaires très fluctuants et au bon ou mauvais gré du chef de service. La réponse de la direction était rapide : elle lockoutait aussitôt les grévistes de l'ordinateur, verrouillait le service dans lequel seuls deux non-grévistes (sur une douzaine) et la maîtrise s'efforçaient de faire tourner les machines.

Le 3 mai, en signe de soutien aux grévistes et pour rappeler à la direction notre mécontentement général et nos revendications (les 300 F pour tous, l'échelle mobile des salaires,

mais surtout la cinquième semaine de congés payés et une prime semestrielle de 63 % pour tous), nous nous retrouvions à 400, à l'appel de la CGT, de la CFDT et de FO dans les bureaux directoriaux. La CGC devait emboîter le pas quelques jours plus tard.

Et depuis, c'est chaque jour que des assemblées générales ont regroupé entre 300 et 400 personnes (sur environ 2.000 que compte l'entreprise).

Le jeudi 12 mai, une manifestation était organisée dans les rues du 15^e. Nous étions près de 700 à défiler, avec les délégations de camarades des chan-

tiers, des entreprises de Massy, Rennes, et à scander : « Le plan Barre, on s'en fout... on veut des sous ». L'ambiance était chaude.

Bien plus que susceptible d'aboutir à faire céder le patron sur certaines des revendications mises en avant telles les 300 F pour tous, le mouvement est significatif du ras-le-bol des travailleurs. Et le simple fait qu'il s'exprime a poussé la direction à quelques concessions.

Bien entendu, pour obtenir satisfaction sur les objectifs mis en avant, il faudrait bien plus que quelques débrayages limités.

Correspondant LO

Écoles d'infirmières de Lille : fin provisoire du mouvement

Le jeudi de l'Ascension, les élèves infirmières de Lille ont repris le travail après une semaine et demie de grève. Nous n'avons pas obtenu tout ce que nous demandions : un salaire d'aide-soignante pour les stages d'été à temps plein où nous remplaçons le personnel en congé dans les services, une formation digne de ce nom, de meilleures conditions de travail afin de mieux pouvoir soigner les malades (ce qui n'est pas le cas à l'heure actuelle à cause du manque de personnel). Seules les deuxièmes années en stage au CHR ont obtenu une revalorisation de 30 % des 1.100 F qu'elles percei-

vent déjà en compensation du travail fourni pendant l'été. Même si cela ne fait pas le compte, la reprise s'effectue avec le sentiment d'avoir fait reculer l'administration.

Quelque chose a changé à l'hôpital : les élèves ne veulent plus être traitées en gamines et elles l'ont montré en luttant et en s'organisant dans un comité de grève élu et contrôlé par l'ensemble des grévistes. Et ce n'est pas parce que nous avons repris que le mouvement est pour autant achevé. Déjà, la contestation a gagné d'autres écoles de la région à Tourcoing, à Roubaix, à Armentières et à Dunkerque où plus

de la moitié des élèves ont fait une grève d'une dizaine de jours. Des liens se sont créés entre les différentes écoles à l'occasion de ce mouvement et nous voulons les garder. C'est pourquoi nous envisageons de mettre sur pieds une coordination régionale en dénonçant publiquement les conditions scandaleuses dans lesquelles l'administration nous fait apprendre notre métier, fait travailler tout le personnel et soigne les malades. Nous avons appris à lutter toutes ensemble et c'est encourageant pour l'avenir.

Correspondant LO.

ERICSSON (COLOMBES)

36^e débrayage contre les mutations

Lundi 16 et les jours suivants, les cars destinés à emmener les ouvrières mutées de Colombes à Cergy sont partis presque vides. En effet, 30 personnes seulement (dont une douzaine de chefs) ont accepté de partir à Cergy, sur les 99 prévues pour cette première tranche du « transfert ». Les autres sont rentrées en groupe, en chantant :

« On veut rester à l'usine de Colombes », et cela chaque matin. Deux débrayages regroupant 350 et 400 personnes des bureaux et ateliers ont eu lieu pour soutenir les ouvrières ; celles-ci continuent à manifester tous les jours pendant une heure (pour la 36^e fois, le 23 mai) ; le matériel a été déménagé et elles sont donc sans travail.

La direction commence à mettre ses menaces à exécution. Puisqu'elle a envoyé des lettres recommandées annonçant la mise en route de « la procédure de rupture de contrat ». Et elle refuse toujours d'inclure dans le temps de travail le temps de transport supplémentaire d'environ une heure par jour. Finalement, elle nous met le couteau sous la gorge : « Allez à Cergy ou je vous licencie ! »

Un comité d'établissement exceptionnel est convoqué pour le 25 mai avec à l'ordre du jour : « projet de rupture de contrat pour le personnel ayant refusé d'aller à Cergy ».

Les travailleurs comptent résister le plus longtemps possible, c'est-à-dire tant que le licenciement ne sera pas effectif.

Correspondant LO.

Adoption

de Martha MESZAROS

sélection

FILMS RECENTS :

LA QUESTION de L. Heynemann : Les parachutistes de Massu à l'œuvre en 1957, en Algérie.

Quartier Latin (5°) - Olympic (14°) - Clichy-Pathé (18°) - Montparnasse-Pathé 74 (14°).

LE DIABLE DANS LA BOITE de Pierre Lary : Un cadre se bat contre son licenciement. Un film à la fois drôle, émouvant et féroce contre les patrons qui licencient.

UGC Opéra (2°) - Montparnasse 83 (6°) - Monté-Carlo (8°).

LA COMMUNION SOLENELLE de R. Féret : L'histoire d'une famille de petites gens de 1900 à nos jours en Picardie.

UGC Opéra (2°) - Odéon (6°) - Biarritz (8°) - Trois Haussmann (9°) - 14 juillet (11°) - Bienvenue et Convention St-Charles (15°) - Trois Murats (16°).

QUAND J'AURAI VINGT ANS, JE SERAI HEUREUX Courts métrages de Carre, Pilard, Auer et Haudiquet sur la vie des jeunes.

La Clef (5°) à 17 h et 24 h.

EMITAÏ de Sembene Ousmane : L'exploitation coloniale d'un petit village du Sénégal pendant la Deuxième Guerre mondiale.

St-André-des-Arts (6°) - 14 juillet-Bastille (11°).

LES AMBASSADEURS de Naceur Ktari : La vie des travailleurs immigrés dans le quartier de la Goutte-d'Or à Paris.

Studio de la Harpe (5°) - Jean-Renoir (9°).

PAIN ET CHOCOLAT de F. Brusati : Un émigré italien en Suisse. Humour, amertume et réalisme.

St-Michel (5°) - Luxembourg (6°) - Biarritz (8°) - Athéna (12°) - Studio République (11°) - Grand Pavois (15°) - Ternes (17°).

DERSOU OUZALA de A. Kurosawa : L'homme face à la nature dans la taïga sibérienne.

Capri (2°) - Arlequin (6°).

NETWORK de S. Lumet : Une satire de la télévision américaine.

Publicis Elysées (8°).

ROCKY de J.G. Avildsen : Aux USA, le monde de la boxe vu au travers des sans-grades.

Gaumont-Colisée (8°).

L'UNE CHANTE, L'AUTRE PAS d'A. Varda : Le cheminement du féminisme français vu à travers la vie de deux femmes.

Quintette (5°).

FILMS ANCIENS :

CASQUE D'OR de J. Becker : Comment les petits truands du début du siècle finissaient sur la guillotine.

Pagode (7°).

JOUR DE FÊTE de Jacques Tati : Un petit village français à l'heure américaine au sortir de la guerre.

Les cinéoches de St-Germain (6°).

FESTIVAL « Shakespeare » vu et interprété par Laurence Olivier, avec : HAMLET, HENRY V et RICHARD III, au Ranelagh (16°).

Réalisé par une femme et joué par une femme dans le rôle principal, ce film hongrois surprend agréablement. En effet, il se situe aux antipodes du cinéma moralisant et encore tout empreint de « réalisme socialiste » qui prévaut en Europe de l'Est lorsque l'on aborde le problème de la place de la femme dans la société.

L'histoire qui nous est contée ici est celle d'une ouvrière de

42 ans qui vit seule et sans enfant depuis la mort de son mari. Elle a un ami, marié, qui travaille dans la même usine qu'elle et dont elle désirerait un enfant. Comme celui-ci s'y refuse, finalement, elle adoptera un enfant.

La vie quotidienne de cette femme, ses relations avec son ami ou une jeune fille pour laquelle elle s'est prise d'affection, sont dépeintes simplement avec les mille et un petits problèmes, mais aussi les petites

joies de la vie de tous les jours. Ses espoirs naîssent aussi, notamment lorsqu'elle aide une jeune adolescente d'un « home » (centre d'enfants et jeunes à problèmes) à épouser le garçon avec lequel elle croit trouver (à tort) le bonheur et la sécurité.

Adoption est un film tendre, humain, qui rappelle, en plus intimiste, le cinéma tchèque d'il y a dix ans.

Pierre LAFFITTE

L'homme qui aimait les femmes

de TRUFFAUT

C'est l'histoire d'un homme dont le seul intérêt dans la vie est la rencontre de jeunes et jolies femmes. Il ne peut pas se promener dans la rue sans les désirer toutes et son goût de l'aventure l'entraîne à lier une impressionnante série de liaisons p's ou moins éphémères. Le film est bien fait, les ac-

teurs sont bons, et les relations amoureuses de Bertrand Morane (alias Charles Denner), jamais vulgaires, sont empreintes de tendresse voire même de délicatesse qui font passer le film.

Il n'en reste pas moins que le thème du film manque complètement d'intérêt et que la complaisance de Truffaut pour son per-

sonnage qui verse dans tous les lieux communs sur la féminité et qui pose un regard pour le moins superficiel sur « les femmes » est par moment singulièrement agaçante.

Bref, un film qu'on peut parfaitement se dispenser de voir.

Dominique CHABLIS

Oh, Sérafina

de Alberto LATTUADA

Fils d'un industriel fabricant de boutons — de nacre — Augusto II n'a vécu jusqu'à présent que pour les oiseaux de son parc, avec qui il passe des heures et entretient de longues conversations. Son père mort, il se retrouve à la tête de l'entreprise que, par attachement au passé, il se refuse à moderniser. Mais sa femme (une ouvrière de l'usine qui l'a séduit et mené au mariage) ne s'intéresse malheureusement pas à la nature ni aux oiseaux. Elle désire au contraire gagner le maximum d'argent, en fabriquant des boutons de plastique et en vendant le parc à des promoteurs immobiliers.

Cela donne le sujet de l'histoire où l'on voit Augusto II en-

voyé à l'asile psychiatrique et y trouver l'amour. Dans quel autre lieu, semble nous suggérer A. Lattuada, un être comme Augusto II pourrait-il rencontrer quelqu'un qui le comprenne ?

Oh Sérafina finit comme une sorte de fable écologique où l'on voit nos deux héros partir avec leurs oiseaux vers une vie heureuse et naturelle. Le monde des fous, en somme, n'est pas celui des asiles, c'est celui des autres...

Comme on voit, la portée de la fable n'est pas à chercher bien loin. Mais malgré quelques longueurs et un humour qui est parfois pesant, le film se voit sans déplaisir.

Marianne LAMIRAL

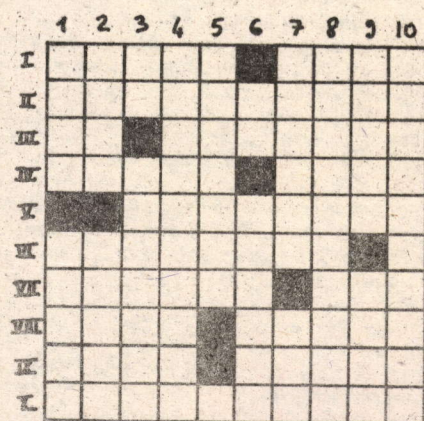
Julie pot de colle

de Philippe de BROCA

Réalisateur de L'homme de Rio et de Cartouche, Philippe de Broca fait d'habitude des films d'action où au moins l'on ne s'ennuie pas. Pourtant Julie pot de colle distille l'ennui tout au long du film. Personne ne peut croire à ce couple d'occasion, lui cadre supérieur, elle, épouse un peu paumée d'un architecte qu'elle croit avoir assassiné. Et malgré les efforts de Jean-Claude Brialy et Marlène Jobert, la futilité de l'ensemble laisse tout le monde bien froid et guère amusé.

G.C.

MOTS CROISES



HORizontalement. — I. Se lève à table - Pas vif. — II. A ce régime, il y a peu d'élus. — III. Sinistre sigle - Il en connaît un rayon dans les roues. — IV. Coupa court - Dîne, dit-on. — V. Visa. — VI. Signent. — VII. Jouer de la cape - Touché. — VIII. Parfois beaux - Se transforme en pal'lasson. — IX. Epais - En Italie. — X. Enregistrées.

VERTICALEMENT. — 1. Ne se remplit pas quand elle est noire - Ne cache pas. — 2. Employé pour sortir - Grand à Cou'ommiers. — 3. Poussé en chantant - Mit en marge. — 4. On la consulte. — 5. Il est de moins en moins libre. — 6. Vieille lumière - Donnai. — 7. Un petit - Toujours chargé. — 8. Manque d'ampleur. — 9. Ville vendéenne - Peu reluisante. — 10. S'étendent en tous sens.

SOLUTION DU NUMERO PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	A	T	M	O	S	P	H	E	R	E
II	V	I	A	B	I	L	I	T	E	S
III	A	R	T		R	E	N	I	E	S
IV	N	A		T	E	N	D		L	A
V	T	I	T	I		I	O		L	I
VI	G	L	A	S		E	U	D	E	S
VII	A	L		A	T	R	I	U	M	
VIII	R	E		U	N	I	E	S		E
IX	D									
X	E	R	E							

Les patrons

de Alain de SEDOUY
et André HARRIS



Un des interviewés du livre de Harris et Sédoux : Ceyrac, président du CNPF.

C'est à une visite organisée des différents monuments du patronat français qu'Harris et Sédoux convient le touriste en ce domaine qu'est le lecteur. Le programme est complet : du président du CNPF au patron de petite entreprise, du dirigeant de la multinationale au fonctionnaire reconverti dans le privé, de l'héritier d'une longue dynastie au self-made man, de l'anticommuniste hargneux au patron de gauche.

L'apathie générale, la crise de civilisation ? « Collez-nous une petite guerre là-dedans, vous verrez un peu si tout le monde ne va pas retrouver la joie de vivre. Créez un grave problème national grâce auquel les gens se retrouvent », répond F. Gomez, « madame Waterman ».

L'action syndicale ? « On essaie de tourmenter mes pauvres gens avec des choses très compliquées... Je me demande parfois si cela ne dépasse pas leur entendement. Je me demande s'il ne faudrait pas faire leur bonheur plus

simplement », avoue Y. Gattaz — PME.

La politique ? « Un pays dans lequel il n'y a pas de patronat est un pays foutu... nous sommes probablement l'un des plus sûrs garants de la démocratie », s'exclame F. Ceyrac, le patron de la confédération patronale.

Quant à l'Union de la gauche, dont un récent sondage affirmait que 73 % des patrons croyaient à sa victoire en 1978, aucun ne craint vraiment pour les bases économiques de son pouvoir. « Si la sidérurgie était nationalisée, au moins pendant un certain nombre d'années, on ne pourrait pas licencier une seule personne, c'est là le fond du problème », explique J. Ferry, président de l'UIMM.

Ce reportage fait la part belle aux grandes vedettes : Ceyrac, Ferry, Hersant, Ricard, Trigano, Beghin, Michelin, Borel... et donne le fin mot à Rocard. Aussi, il ne reflète pas tout à fait la réalité sociale d'un patronat français plus obscur et profondément conservateur.

Bien que les patrons interrogés ne soient guère malmenés par les questions qui leur sont posées, le livre a l'intérêt de souligner certains traits tout à fait caractéristiques : les patrons, qu'ils se prétendent « de gauche » ou qu'ils se proclament franchement à droite, qu'ils soient pour des méthodes libérales, paterna-

listes ou militaires, sont tous convaincus que le pouvoir quasi absolu qu'ils exercent sur leur personnel et le poids qu'ils ont dans la société est tout à fait légitime et indispensable. Ils sont les hommes responsables de cette société. Etre patron, c'est posséder, mais aussi diriger des hommes.

C'est cette conscience de dominer et ce goût du pouvoir qui marquent les interviews de ces hommes qui savent que derrière les députés, les ministres, les hommes d'Etat, ce sont en réalité eux qui détiennent véritablement le pouvoir dans cette société.

Ils le pensent et l'expriment, les uns avec une brutalité bornée et suffisante, les autres avec des nuances, mais c'est bien leur conviction à eux tous.

Il ne faut pas attendre du livre plus qu'il ne peut donner et les auteurs ne sont nullement hostiles, ni aux patrons qu'ils interviewent — même s'ils semblent avoir une petite préférence pour les dirigeants d'une multinationale comme Schell — ni à plus forte raison au capitalisme. Mais le livre donne quelques images pertinentes de ce que sont les patrons et la façon dont ils voient... ceux qui ne le sont pas.

Hervé MARTIN

Les patrons d'André Harris et Alain de Sédoux - Ed. Seuil - 420 pages - 49 F.

LES ZAZOUS

de Jean-Claude LOISEAU

Mèche frisée, veste longue bourrée de martingales et de remplis, véritable défi au rationnement du tissu, pantalon étroit découvrant une chaussure à semelle compensée de triple épaisseur, voilà le zizou des années 40 décrit par Jean-Claude Loiseau.

Journaliste à l'Express, J-C Loiseau est né à cette époque et n'a donc pas vécu cette mode, avec ses snobismes, ses rites et ses contestations. Il est parti à leur recherche au travers

de coupure de presse de l'époque et des témoignages.

Les « zazous » ce sont des jeunes, les « petits swings » qui se rassemblent le soir chez les uns et les autres pour danser et écouter les disques de jazz défendus (parce qu'ils viennent d'Amérique), vivant au jour le jour, égarés dans cette « drôle de guerre » qu'ils prennent le parti de ne pas voir. Pas d'idéal rayonnant, pas de politique, pas d'engagement. Plutôt une espèce

de philosophie de la décadence. On joue les blasés, les anti-conformistes. On s'exhibe, on affiche ses engouements pour toute une contre-culture moderne : romans américains interdits, disques, etc...

Dans ces années-là, au moment où les Vichystes tiennent le haut du pavé et assènent à longueur d'ondes et de colonnes de journaux, l'idéologie de l'ordre, du travail et de la patrie, cela suffit pour être persécuté, fustigé

sur la place publique. Leur insouciance, leur J'm'en'foutisme excite les pétainistes. C'est la chasse aux Zazous, l'appel à la bastonnade. Les jeunes doriotistes, en 1941-42, les traquent, les tondent, les humilient.

Avec le STO, cette jeunesse désabusée s'éparpille. En 1943, la véritable époque des zazous est passée, même si la mode s'est maintenue encore quelque temps.

Bien sûr, le thème même du

livre de Loiseau pose ses limites : on ne s'attend pas à de l'histoire avec un grand H. Les zazous n'ont pas ébranlé une époque. Mais ils sont décrits là avec tant de justesse, de lucidité un tantinet cruelle, d'humour aussi, que cela donne un petit essai, sérieux par sa documentation, ses efforts de recherche, et plaisant par son style.

Anne GARBE

Les Zazous - Jean-Claude Loiseau - Ed. Sagittaire - 29 F.

TELE TELE TELE

sélection

Samedi 28 mai

FR3 - 20 h - Thalassa. Le magazine de la mer présente le travail sur un chalut.

FR3 - 20 h 30 - Théâtre : La duchesse de Langeais, d'après les dialogues de Giraudoux.

Dimanche 29 mai

FR3 - 16 h 55 - Les grandes batailles du passé : Lepante (1571), le combat naval qui marqua la victoire des armées occidentales sur la flotte turque.

ANTENNE 2 - 18 h 10 - Concert : Thaïs, opéra de Jules Massenet. Dans l'Alexandrie au IV^e siècle.

FR3 - 19 h - Hexagonal : Chroniques villageoises. Deux courts métrages sur la vie d'un village.

TF1 - 20 h 30 - Film : Les vikings de Richard Fleischer, avec Kirk

Douglas, Tony Curtis, Janet Leigh. Un classique des films d'aventure.

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Musique and music : Hommage à Boris Vian.

Lundi 30 mai

ANTENNE 2 - 17 h 05 - Fi'm : Bébert et l'omnibus, d'Yves Robert, avec Jean Richard, Pierre Mondy, etc. Un gamin de huit ans collectionne les bêtises.

TF1 - 20 h 30 - Film : Fric-Frac, de Maurice Lehmann, avec Fernandel, Michel Simon, Aqetty. Les mésaventures d'un employé de bijouterie.

FR3 - 20 h 30 - Film : Fortunat, d'Alex Joffé, avec Bourvil, Michèle Morgan. Pendant l'occupation, un paysan recueille une bourgeoise parisienne.

ANTENNE 2 - 21 h 55 - La Saga des Français. Michel del Castilho propose un reportage sur l'un des plus importants centres de

chèques postaux en France : La Source, près d'Orléans.

TF1 - 22 h 15 - Michel Simon. Une rétrospective à l'occasion du second anniversaire de la mort de l'acteur.

ANTENNE 2 - 22 h 50 - L'huile sur le feu, de Philippe Bouvard ; Jean Delannoy face à Bénazéraf, le thème : le cinéma, l'argent, la pornographie.

Mardi 31 mai

ANTENNE 2 - 20 h 30 - Les dossiers de l'Ecran présentent un film qu'il faut absolument voir et faire voir : Sacco et Vanzetti, de Giuliano Montaldo, avec Ricardo Cucciola et Gian Maria Volonte. Il relate l'arrestation en 1920, la condamnation et l'exécution en 1927 de deux militants anarchistes, immigrés italiens, aux Etats-Unis, ainsi que le déchaînement d'anti-communisme et de racisme du côté des autorités et l'immense vague de colère que tra-

duisirent les manifestations qui partout, aux USA comme en Europe, marquèrent le procès de Sacco et Vanzetti. Les participants, au débat qui suivra sur le thème « Un grand procès politique », ne sont pas encore connus.

TF1 - 21 h 30 - La réforme de l'Education nationale : les lycéens d'enseignement professionnel. Avec la participation de René Haby, ministre, Gérard Montant, du Syndicat national de l'Enseignement technique (CGT). La grande misère de l'enseignement technique sera-t-elle abordée ?

Mercredi 1^{er} juin

FR3 - 20 h 30 - Entre toutes les femmes, scénario et réalisation de Maurice Cazeneuve. Cinquante ans de la vie d'une femme dans le Gers.

ANTENNE 2 - 21 h 30 - Questions de temps : L'argent. Sur ce thème,

un reportage et des interviews de personnalités comme Gilbert Trigano, Johnny Halliday, etc.

Vendredi 3 juin

FR3 - 20 h 30 Vendredi : service public. L'émission est consacrée à l'Assurance automobile : à vos risques et périls ?

FR3 - 21 h 30 - Les mystères de la terre : La terre, ce monde où nous vivons.

ANTENNE 2 - 21 h 35 - Apostrophes : Les tabous français. Emission de Bernard Pivot qui, sur ce thème, réunit des écrivains comme Pierre Daninos, François de Closets, M-A Maciocchi, etc.

ANTENNE 2 - 22 h 40 Film : Les petites marguerites, de Véra Chytilova. Film tchécoslovaque qui sous l'apparence d'une comédie burlesque, réalise une critique caustique de la société tchécoslovaque.

Pays basque

Suarez refuse l'amnistie, les organisations nationalistes accepteront-elles les élections ?

Depuis le 24 mai, la campagne électorale est officiellement ouverte en Espagne. Elle doit déboucher sur ces élections du 15 juin, censées consacrer l'opération de ravalement institutionnel par le haut engagée par Juan Carlos et Suarez.

Cette opération, cautionnée par tous les grands partis de gauche, et par les organisations syndicales qu'ils influencent, se heurte cependant à des obstacles au Pays basque.

En libérant puis en bannissant cinq des six condamnés du procès de Burgos, le gouvernement Suarez a pris une de ces mesures calculées au plus juste pour permettre au pouvoir de faire un geste susceptible d'apaiser un peu l'opposition basque sans paraître céder pour autant aux exigences de la rue.

Apparemment et dans un premier temps, cette décision a réussi à semer la division dans les partis et organisations basques, qui avaient pourtant unanimement organisé la semaine de lutte pour l'amnistie totale.

Il est vrai que cette unanimité était fragile. L'enjeu, lui, était de taille : il s'agissait d'obtenir, comme préalable à la tenue des élections du 15 juin, la libération de tous les prisonniers politiques — dont l'immense majorité sont des Basques militants de l'ETA, accusés de crime de sang — et le retour des exilés. « Sans l'amnistie totale, les élections ne sont qu'une comédie » disaient les nationalistes basques. Et les plus radicaux d'en-

tre eux (la branche militaire de l'ETA) annonçaient leur intention de reprendre l'action directe si, le 24 mai, les prisonniers n'avaient pas été libérés. Dans un pays où la sympathie de la majorité de la population va sans conteste aux militants de l'ETA, qui aux heures noires du franquisme ont mené la lutte nationaliste, cette revendication est manifestement populaire. Elle est soutenue par tous, y compris par les partis bourgeois, y compris les officiels. 75 maires ont annoncé leur intention de démissionner si l'amnistie n'était pas accordée ; une délégation comprenant des membres du Parti National Basque (PNB, le parti traditionnel de la bourgeoisie basque) a été reçue par le gouvernement à cet effet.

Mais l'appel à la solidarité lancé par les partis basques à l'ensemble de l'opposition n'a pas eu de répondant dans le reste du pays. Les grands partis d'opposition, qui ne subissent pas l'énorme pression populaire à laquelle sont soumis leurs homo-

logues au Pays basque, ne veulent pas engager de lutte sur cette question.

Le tour pris par la semaine de lutte pour l'amnistie, qui s'est soldée par six morts du côté des manifestants et une démonstration massive de violence policière, a donné aux forces ouvrières d'opposition le prétexte pour ne pas intervenir. Les Commissions Ouvrières (influencées par le PCE) ont fait savoir que « tout en critiquant l'action des forces de l'ordre au Pays basque, qui contribuent à créer un climat de violence », elles n'appelleront à « aucune grève de solidarité avec les travailleurs basques, afin de ne pas aggraver encore la situation en Espagne ».

Les Basques se sont retrouvés seuls sur cette revendication qui concerne pourtant tout le pays et qui juge le degré de libéralisation proclamée par Juan Carlos. Dans un premier temps, tous les candidats des partis d'opposition au Pays basque (le PVN, les socialistes, la LCR) avaient signé un texte réclamant l'amnistie totale et laissant entendre que les signataires ne se présenteraient pas si le gouvernement ne cédait pas.

On l'a vu, le gouvernement a fait un geste mais n'a pas vraiment cédé. En faisant des promesses de libération associées à



La libération et l'expulsion de ces cinq séparatistes basques sera-t-elle un geste suffisant pour empêcher le boycott des élections ? (UPI)

des mesures de banissement pour les prisonniers qui en feraient la demande, mais après les élections seulement, Suarez compte sortir intact de l'épreuve de force engagée, toute en semant la confusion parmi les leaders basques.

L'assassinat d'un policier à San Sebastian, comme représailles, par la branche militaire de l'ETA, a fourni le prétexte au PNV et, avec des nuances, aux Partis Communiste et Socialiste basques pour prendre leurs distances vis-à-vis des « extrémistes ». Tous aujourd'hui souhaitent un retour à la normale qui permette les élections.

Les nationalistes de l'ETA seraient eux-mêmes divisés sur la suite à donner aux opérations, et en particulier sur le boycott des élections. Entre la légitime et mobilisatrice exigence de l'amnistie totale d'une part, et d'autre part la pression électorale qui se manifeste au Pays basque par l'intermédiaire des partis légalisés, il y a bien sûr contradiction. Enfin et surtout, il y a eu la démonstration de l'isolement politique des nationalistes basques : leur appel aux peuples de l'Etat espagnol n'a pas été entendu.

Isolement dû, bien entendu, à l'attitude des grandes formations d'opposition, prêtes à jouer le jeu de Suarez, désireuses avant

tout d'assurer le bon déroulement des élections. Il est dû aussi aux circonstances objectives, c'est-à-dire au degré de mobilisation moindre dans le reste de l'Espagne.

Mais l'isolement est dû également au contenu nationaliste donné à la lutte par toutes les organisations influentes au Pays basque. Les unes radicales, les autres modérées, ces organisations sont toutes nationalistes et, comme telles, elles n'ont rien à dire, rien à proposer à la classe ouvrière, aux couches exploitées de l'ensemble de l'Espagne — tout au plus font-elles appel à leur solidarité. Le caractère national de la lutte au Pays basque explique certes le fait que toute la population basque, bourgeois et notables compris, s'y retrouve. Mais il donne à la lutte, en même temps, son caractère circonscrit.

Comment réagiront les organisations basques face aux manœuvres de Suarez visant à les diviser ? Cela dépend maintenant essentiellement de la question de savoir comment réagiront les travailleurs basques et les jeunes manifestants qui, dans la journée de grève générale du 16 mai, ont fait la démonstration de leur colère, de leur détermination et de leur force.

Colette BERNARD

Les prises d'otages aux Pays-Bas

Ceux qui crient le plus fort feraient mieux de se taire

Qu'en Hollande un commando Sud-Moluquois ait pris en otages les passagers d'un train et les 115 enfants d'une école primaire suscite l'indignation générale. On voit mal comment ces réactions auraient pu être différentes, tellement ce genre d'actes sont aussi cruels qu'inefficaces. A l'heure où nous écrivons, les otages ne sont toujours pas libérés et les tractations se poursuivent. Mais même si elles se terminent sans tragédie, ces prises d'otages ne serviront certes pas la cause des Moluquois.

Mais parmi ceux qui condamnent l'action des commandos, il y en a beaucoup qui sont particulièrement mal placés pour le faire, comme le gouvernement des Pays-Bas par exemple. Si, pour qu'on parle d'eux, les Moluquois sont obligés de se livrer à des prises d'otages, c'est bien parce que, en temps normal, le gouvernement se moque éperdument de leur situation.

Le sort des Sud-Moluquois est

comparable sur bien des points à celui des harkis. Fidèle à sa politique du « diviser pour régner », l'impérialisme — hollandais en l'occurrence — s'est appuyé sur les habitants des îles Moluques contre le restant de la population indonésienne. Aussi, lorsque la Hollande voulut s'opposer à l'indépendance de l'Indonésie, elle utilisa les Moluquois pour former une bonne partie de ses sous-officiers, en leur promettant que de toute manière elle empêcherait l'Indonésie d'occuper les îles Moluques. Lorsqu'en 1949 les armées hollandaises évacuèrent l'Indonésie, elles ne tinrent pas leur promesse et beaucoup d'habitants des Moluques préférèrent alors émigrer en Hollande, de peur des représailles.

Arrivés au Pays-Bas, ceux qui espéraient de la reconnaissance de la part des autorités hollandaises durent vite déchanter. Par contre, ils eurent droit aux camps de réfugiés, pour les uns, et au racisme pour tous.

Si aujourd'hui, presque trente ans après l'arrivée des Sud-Moluquois aux Pays-Bas, des jeunes sont prêts à tuer et à se faire tuer pour obtenir l'indépendance d'îles qu'ils n'ont même jamais vues, cela montre à quel point la situation qui leur est faite est peu enviable.

Aujourd'hui, les Sud-Moluquois se sentent dans une impasse. Ils sont rejetés aux Pays-Bas ; ils ne veulent ni ne peuvent retourner en Indonésie, où sévit la sinistre dictature de Suharto, qui foule aux pieds les libertés les plus élémentaires. S'ils emploient des procédés indéfendables pour obtenir la libération de vingt de leurs camarades emprisonnés, comme il y a deux ans ils réclamaient l'indépendance des îles Moluques, c'est qu'ils sont dans une situation à laquelle ils ne voient pas d'issue. Et cela suffit à condamner le gouvernement qui les a mis dans cette situation.

Joëlle GERARD

Les passagers du train d'Assen et les 115 enfants de l'école primaire de Smilde pris en otages ne serviront pas la cause des Sud-Moluquois.

